

# L'Action NATIONALE

82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone: 514-845-8533

Numéro sans frais: 1-866-845-8533

revue@action-nationale.qc.ca

www.action-nationale.qc.ca

**Directeur:** Robert Laplante

**Directeur adjoint:** Sylvain Deschênes

**Comité de rédaction:** Mathieu Bock-Côté, sociologue et chroniqueur; Sylvain Deschênes; Lucia Ferretti, professeure (UQTR); Lise Lebrun, animatrice communautaire; Sylvie Ménard, Centre d'histoire des régulations sociales (UQAM); Denis Monière, professeur (Université de Montréal); Michel Rioux, journaliste; Patrick Sabourin, doctorant INRS—Urbanisation Culture Société, Pierre Serré, chercheur.

**Membres du jury du prix André-Laurendeau:** Martin Pâquet (Université Laval), Christian Rioux (correspondant du *Devoir* à Paris)

**Membres du jury du prix Richard-Arès:** Lucille Beaudry (science politique, UQAM); Robert Comeau (histoire, UQAM); Simon Langlois, (sociologie, Université Laval)

**Animation du séminaire de lecture:** Mathieu Bock-Côté

# ENCOURAGER LA DISCUSSION



**POUR LE TEXTE  
ET LE CONTEXTE**

|

**LE DEVOIR**

# SOMMAIRE

## Éditorial

- La résurgence du *Quécan*  
-Robert Laplante 4

## Articles

- Hommage à Pierre de Bellefeuille  
(1923-2015)  
-Denis Monière 11
- Apprendre à compter autrement  
-Yvon Rivard 14
- Vingt années dans la défaite  
ont-elles scellé le sort de  
l'indépendance ?  
-Pierre Serré 18
- La stratégie référendaire,  
un cul-de-sac  
-René Boulanger  
et Maxime Laporte 26

## Dossier

### RELIGION, POLITIQUE ET ENVIRONNEMENT

- Les dieux en guerre  
-Marc Laroche 36
- Le messianisme israélien, un  
obstacle à tout processus de paix  
-Jean-Claude Simard 46
- Laudato Si'*  
Juste à temps !  
-André Beauchamp 77
- 
- LES PRIX DE L'ACTION NATIONALE 87
- 

## Lire

### *Lire les essais*

- DAVID LEVINE  
Santé et politique : un point de vue  
de l'intérieur 100
- EMMANUEL TODD  
Qui est Charlie ? Sociologie d'une  
crise religieuse 107
- DANIC PARENTEAU  
L'indépendance par la République 113
- YVON RIVARD  
Exercices d'amitié 119
- FRANCINE PELLETIER  
Second début 125

Robert Laplante

## LA RÉSURGENCE DU QUÉCAN

*On est capables d'avoir un projet pour un pays québécois canadien [...] Tu peux être très québécois et voir une capacité et un désir de développer aussi une appartenance canadienne. On n'est pas obligés d'avoir une vision passéiste où l'identité est unique.*

– Jean- Marc Fournier

Ministre des Affaires intergouvernementales  
canadiennes et de la Francophonie canadienne

Il n'avait jamais vraiment disparu. Il se contentait d'une existence furtive, d'une présence médiocre au monde et tout entière placée sous le signe de la procuration. L'élection d'une majorité de balayeurs libéraux va propulser à l'avant-scène le *Quécan*. Le Québécois oblitéré, refoulé dans l'existence autorisée du multiculturalisme et de la vie en sursis du minoritaire toléré dans son propre pays va redevenir une référence forte. Il sera chouchouté encore davantage par Radio-Canada, par les inconditionnels du fédéralisme et les liquidateurs du parti de Philippe Couillard. Il redeviendra la figure de proue du discours de la double légitimité, le parangon du consentement à l'effacement de soi sous les fanfaronnades des impuissants qui se sentent vivre lorsqu'ils se conforment. Ce Québécois dédoublé, c'est le *Quécan* satisfait de lui-même, imbu de la satisfaction de se savoir utile à la politique des autres. Un Elvis Gratton des

identités plurielles, un aspirant à l'Ordre du Canada, de la pâte à savants théoriciens du renoncement invouable.

Tout à l'ivresse de se laisser définir dans l'espace du bricolage que lui assigne le régime, ce *Quécan* se fait vantardise de ne pas être autre chose qu'une figure évanescence, un construit autorisé par le *canadian nation building*. Drapé dans plusieurs identités pour mieux travestir son incapacité à assumer pleinement celle que lui impose son statut de minoritaire impuissant et content de l'être, aspirant à se dire dans deux langues pour n'avoir point à se tenir droit dans celle de ses pères et mères, cette curieuse créature va retrouver le centre de l'actualité provinciale, délivrée enfin du combat contre les repoussants reflets que lui renvoyaient la politique fédérale menée à visière levée par un Stephen Harper qui disait le réel sans vergogne.

Sous Trudeau second nous aurons droit à une politique mieux arrimée aux manœuvres surnoises de l'oblitération culturelle. Grâce à des cohortes d'agents de minorisation qui partout dans les institutions comme dans les médias viendront redire que le Québec n'aura d'intérêts propres que ceux-là que le Canada lui reconnaîtra, tout va vite retomber dans les vieux plis de la rhétorique jovialiste. Le Canada est à prendre tel qu'il est, Harper le répétait sans cesse. Les libéraux vont promettre de l'améliorer et cela fera vibrer les bonnes âmes trop heureuses de se laisser bercer par les rengaines qu'on leur servira pour mieux faire oublier que plus personne au Canada n'a de destin spécifique à proposer au Québec et aux Québécois. Le *Quécan* sera appelé à faire valoir ses attributs, mais pour mieux endosser les intérêts que le Canada lui prête. Des intérêts de peuple assisté mis en demeure de laisser souiller son fleuve, d'effacer ses terroirs devant les pipelines, de pleurer ses morts le long des convois ferroviaires en se consolant de toucher la péréquation.

Le Canada de Trudeau ne sera pas celui du *French Power*, mais bien celui du *French Bluff*, de la politique travestie, livrée dans une mise en scène enrobant les atours du *young and wealthy* dans le *nation building* chartiste. Ce sera celui de la nation mâtée, érodée, en progrès vers sa dissolution finale et soulagée de se sentir enfin délivrée d'elle-même. Il n'y a plus de destin pour le Québec dans ce pays, mais il y aura une condition de plus en plus affirmée : celle de la vie par effraction, de l'histoire en mode mineur, de la lancinante rhétorique du compromis, de l'ambition sans cesse détournée dans les chemins qui ne mènent que là où la majorité *canadian* veut aller.

La tâche des indépendantistes sera exigeante. Il ne sera pas facile de désarmer les pièges de la double légitimité et de la représentation d'une majorité de députés – libéraux, conservateurs et néodémocrates – qui déploieront des moyens considérables à déréaliser le Québec, à l'inscrire dans des définitions *canadian* de sa situation, de ses défis et de ses aspirations. La difficulté sera d'autant plus grande que le gouvernement du Québec lui-même n'a pas de projet plus pressant que de nous normaliser, de dénationaliser notre demi-État, d'en faire une agence de gestion de la dépendance. Fier d'être assisté, le peuple *Quécan* de Philippe Couillard est appelé à se tenir bien allongé dans son grabat. C'est une honte, certes, mais nulle part on n'a pu observer que la régression nationale se passe dans l'allégresse.

Il faut reprendre là où la clairvoyance a manqué, là où les stratégies ont failli. Il faut reconnecter les Québécois avec eux-mêmes, les raccorder avec leur passé pour mieux leur donner le goût de faire l'Histoire. C'est une tâche aussi bien culturelle que politique. Il faut réapprendre à se défaire comme à se défendre de la honte de soi dans laquelle le régime tente toujours de nous enfermer. Il faut le faire non

pas tant en disant la fierté de ce que nous sommes qu'en refusant d'abord de laisser dénaturer le sens de ce que nous avons accompli et surtout de ce que nous aspirons à devenir. Et pour cela, il faut s'affranchir de la pensée oblique qui charpente trop de discours publics, cette pensée oblique qui domine dans les médias et qui fait confondre pensée critique et autodénigrement, qui incline à consentir au ratinement plutôt qu'à soutenir la fermeté d'intention.

Bref, il faut réapprendre à nous voir et agir sans se laisser atteindre par les injonctions qui fusent de toutes parts pour nous convaincre de nous laisser distraire de nous-mêmes. Et cela commence par une attitude simple: refuser de se laisser définir comme Québécois francophones. Nous sommes Québécois, tous autant que nous sommes et voulons l'être. Le dédoublement n'a de sens que pour les agents de minoration, imbibés des catégories de la loi sur les langues officielles du Canada et des référents du multiculturalisme. Se mal nommer empêche non seulement de s'incarner, mais aussi de se resaisir. Se représenter *Quécan* inhibe l'action, empoisonne la mobilisation.

Sur le plan politique, il faudra réapprendre à penser le réel dans le réel, à partir de l'action bien alignée sur les intérêts. Les indépendantistes doivent comprendre que l'action politique n'est pas tant une affaire de construction d'argumentaires que de combats pour faire valoir, dans tous les domaines, la cohérence des moyens et des fins. Ces combats, ils doivent être portés dans tous les cas où les limitations du régime nous obligent à des compromis qui obscurcissent la conscience claire de nos intérêts nationaux. Il faut reprendre le terrain, reconquérir pouce par pouce l'espace social, politique et culturel que le Canada occupe d'ores et déjà avec son argent comme avec ses pouvoirs et son ordre idéologique. Il faut reprendre la lutte, du local au

global, faire primer l'intransigeance sur la mollesse. Cesser de toujours minimiser les pertes. Dans la vie d'un peuple, il arrive que des reculs graves se produisent...

Les indépendantistes sont placés devant la nécessité de ramener la définition du Québec et de ses intérêts au cœur de la représentation de soi. Il leur faut défaire «la conquête du territoire de l'âme» comme disait Pierre Perrault. Et cela ne se fera que dans l'incessant combat contre toutes les manières de se refuser soi-même. Contre toutes les mises en scène du régime qui vient de recruter un nouveau visage pour continuer la même basse besogne. Le Canada n'est pas notre pays. Quand Trudeau prétend le contraire, quand Couillard et ses acolytes prétendent le contraire, quand le cartel médiatique martèle le contraire, c'est pour jeter un écran opaque sur ce que tout dans la réalité vive de notre vie vient démentir: nous sommes un peuple né pour être libre. □

À quoi sert mon argent ?

# PLACEMENT À RENDEMENT SOCIAL

sûr et garanti

L'argent investi sert à financer partout au Québec des CPE, des agriculteurs biologiques, des coopératives et OSBL d'habitation, des quartiers verts, des commerces équitables, des entreprises d'insertion au travail, des théâtres, des médias sociaux, etc.

Le choix de  
Laure Waridel



**Desjardins**

Caisse d'économie solidaire

Québec 418 647-1527

Montréal 514 598-2122

Lanaudière 450 753-7055

[www.placement.coop](http://www.placement.coop)



# DONNER DU SENS À L'ARGENT

Fondaction est une institution financière québécoise innovante. Par la collecte d'épargne-retraite et l'investissement dans les entreprises d'ici, Fondaction participe à la création d'une économie plus performante, plus équitable et plus verte.



Denis Monière\*

## HOMMAGE À PIERRE DE BELLEFEUILLE (1923-2015)

Pierre a consacré les plus belles années de sa vie à la libération intellectuelle et politique de son peuple. Il a été un patriote des temps modernes. Il nous a quittés comme tant d'autres militants sans avoir achevé l'œuvre nationale. Il nous a laissé la passion du Québec en héritage et il nous revient pour être fidèle à sa mémoire de continuer le combat.

Journaliste, écrivain, député du Parti québécois de 1976 à 1984, il fut aussi premier député du Parti indépendantiste et président de ce parti jusqu'en 1987.

Pierre était un homme de conviction et de culture. Il n'a pas hésité à rompre ses liens avec le PQ lorsque son chef a pris le virage du beau risque du fédéralisme. Il voulait mettre ses connaissances et son expérience au service de l'indépendance et, en 1985, je n'ai pas eu de difficulté à le convaincre de la nécessité de lancer un nouveau parti pour porter le projet de pays même s'il savait que les risques de défaite étaient élevés.

---

\* Politologue et président de la Ligue d'action nationale

Parce qu'il était avant tout démocrate, il désirait offrir à ses concitoyens la possibilité de voter selon leurs convictions et de témoigner de leur volonté de rompre avec le Canada.

Pierre était aussi un fervent partisan de la démocratisation de l'institution parlementaire et de la vie partisane. Il croyait fermement que l'indépendance permettrait une rénovation républicaine de nos institutions.

A l'approche du référendum de 1995, nous avons poursuivi ensemble le combat intellectuel en fondant le Cercle Godin-Miron qui regroupait une dizaine d'intellectuels désireux d'intervenir dans le débat public. Nous avons discuté, écrit et publié de 1995 à 2003 une trentaine d'articles concernant le destin de la nation québécoise. Pierre possédait une rare maîtrise de la langue française, il avait l'obsession du mot juste et se faisait un devoir parfois pointilleux de corriger nos textes.

Et quelle plume il avait. Sa lettre ouverte adressée à René Lévesque et intitulée *Sauf votre respect*, au moment où celui-ci tombait dans le panneau du soi-disant « beau risque », est un petit chef-d'œuvre de clarté et de pertinence.

Pierre était aussi un passionné de patrimoine politique. Il avait habité la maison de l'ex-premier ministre Paul Sauvé, à St-Eustache, et était convaincu qu'il fallait laisser des traces pour les générations futures. Une devise ne suffisait pas ; pour se souvenir de quelque chose, il fallait aussi une organisation qui fasse la promotion de la conservation et de la diffusion du patrimoine politique. Je l'ai donc suivi dans ce nouveau combat avec Marcel Masse et Denis Hardy.

Pierre de Bellefeuille était homme de droiture, de lumière et d'élégance. Il était un homme déterminé qui savait ce qu'il voulait et qui ne tergiversait pas.

Son engagement a été indéfectible et il a continué le combat jusqu'à l'épuisement de ses forces. Et comme le disait Gaston Miron : « Tant que l'indépendance n'est pas faite elle reste à faire. »

Merci, Pierre, pour ta lucidité, ton courage et ton engagement qui continueront à nous inspirer. □

## APPRENDRE À COMPTER AUTREMENT

*Nous ne sommes pas des comptables*

—Saint-Denys Garneau

Nous ne sommes pas des comptables, nous comptons autrement, nous croyons que ce qui ne se compte pas est ce qui compte le plus.

Nous croyons qu'il vaut mieux investir dans l'éducation que dans les jeux, dans une génération d'élèves plutôt que dans une équipe de hockey professionnel, dans la formation générale d'êtres humains responsables d'eux-mêmes et de la communauté plutôt que dans la formation d'une main-d'œuvre soumise aux caprices du marché, car la seule dette que nous ne pourrions rembourser est un déficit de pensée et de conscience.

Nous croyons que l'école, du primaire à l'université, n'appartient ni à l'État, ni à l'industrie, ni aux administrateurs, ni aux parents, que c'est avant tout un lieu d'échanges entre professeurs et élèves, les professeurs enseignant aux élèves ce qu'ils ont appris des siècles précédents, les élèves obligeant les professeurs à se tourner vers l'avenir, et non un laboratoire où les professeurs feraient de la recherche en

---

\* Écrivain

oubliant d'enseigner, ou un atelier où les élèves acquerraient des compétences en oubliant d'apprendre.

Nous croyons qu'on ne peut liquider le passé sans en payer le prix, que l'avenir et ce pays, que l'avenir de ce pays, passent par la reconnaissance des cultures autochtone et paysanne dont nous sommes issus et que nous avons voulu éliminer, car elles détiennent les secrets de notre survie à savoir que la terre ne nous appartient pas, mais que nous appartenons à la terre, que le tout n'étant jamais la somme des parties, mais la relation vivante et harmonieuse entre celles-ci, nul ne peut se sauver seul.

Nous croyons qu'une ressource qui n'est pas exploitée n'est pas perdue, qu'une rivière qui n'est pas détournée d'elle-même coulera plus librement dans notre regard, qu'un sol qui n'est pas miné nous portera plus sûrement, qu'une forêt qui n'est pas pillée nous fournira plus longtemps en bois et en rêves.

Nous croyons que le travail productif, quantifiable, monnayable, sera de plus en plus rare, qu'il faudra donc reconnaître et développer toute autre forme de travail qui consiste à créer de la vie et à en prendre soin.

Nous croyons que tou(te)s les laissé(e)s-pour-compte, tous ceux et celles que les lois du marché, l'histoire des peuples ou l'héritage familial ont relégués dans la marge, ont droit au respect et à des conditions de vie qui leur permettent de contribuer à l'œuvre commune, ne serait-ce qu'en prenant soin d'eux-mêmes et de leurs semblables.

Nous croyons que la santé est un bien public, que dans une société malade nul ne peut se croire à l'abri de l'isolement qui tôt ou tard affecte le corps et l'esprit.

Nous croyons que la culture de consommation et du profit est l'asservissement (volontaire) du plus grand nombre au profit d'une minorité, le plus sûr chemin vers l'appauvrissement matériel et spirituel, et qu'il faut apprendre à compter autrement: moins de biens et plus de contraintes égalent plus de liberté.

Nous croyons que si l'argent est le nerf de la guerre, l'autorité morale est le sang de la démocratie, que seuls des citoyens moraux pourront se donner des dirigeants moraux, c'est-à-dire des êtres qui placent le bien commun, le souci des autres au-dessus de leurs propres intérêts; nous croyons que dès qu'un parti politique fait de l'économie son cheval de bataille, il y a de fortes chances que ce parti ait déjà remplacé l'autorité morale par l'argent, confondu la guerre et la démocratie.

Nous croyons que le Québec peut devenir un pays juste, différent et solidaire s'il résiste aux slogans, aux mots creux derrière lesquels se cachent tous les comptables qui prétendent nous sortir de la crise économique et sociale qu'ils ont créée et qui les sert bien; nous croyons que chaque fois que nous entendons les mots «excellence», «compétitivité» «croissance continue», «état de droit», «mondialisation», «équilibre budgétaire», «majorité silencieuse», il faut se boucher les oreilles ou, mieux, se demander: qui parle ainsi et pour qui? Qui nous invite à sabrer les programmes sociaux, à travailler plus, à «faire notre juste part»? Pour qui travaillent tous ceux qui affirment que l'État doit se soumettre aux cotes de crédit, aux lois du marché, à la rationalisation de la production?

Nous croyons que la chance du Québec, qu'on accuse toujours d'être endetté ou en retard de ceci ou de cela pour mieux le vendre en lui imposant des politiques écono-

miques et culturelles de rattrapage (cours intensifs d'anglais au primaire, cours d'entrepreneuriat au secondaire, forages aveugles ici et là, ports pétroliers, etc.), c'est d'assumer et de cultiver sa différence; nous croyons, comme l'écrivait Pierre Vadeboncoeur, «que si ce peuple vient à réussir, il restera d'abord un témoin de l'*inassimilation* et persistera à ne pas faire les choses comme les autres, à les faire plus mal ou mieux que d'autres», que «l'avenir lui apparaît encore, singulière et naïve originalité, originalité féconde, comme le champ des possibles».

Nous croyons que le Québec peut exister et croître s'il continue de défendre la langue française et de se nourrir des autres cultures, s'il fait de son territoire, de sa langue et de son héritage une terre d'accueil pour tous les gens, y compris les gens simples et humiliés, épris de liberté et de justice; nous croyons que le Québec peut devenir un pays pour tous ceux et celles qui n'ont plus de pays ou qui étouffent dans le leur, pour ceux et celles qui croient qu'un monde nouveau est possible, ici, entre gens de bonne volonté.

Nous ne sommes pas des comptables, nous comptons autrement, nous sommes riches de ce que nous partageons et de ce qui nous manque, nous croyons à une éducation qui institue le libre échange du temps et de la parole, du temps qui devient parole lorsqu'il n'est plus de l'argent, de la parole qui devient du temps lorsqu'elle se met à écouter. □

## VINGT ANNÉES DANS LA DÉFAITE ONT-ELLES SCELLÉ LE SORT DE L'INDÉPENDANCE ?

L'indépendance d'un peuple n'est évidemment jamais démodée. Ce qui peut souffrir des aléas quotidiens est l'élan, depuis la conscience de former un peuple jusqu'à la perspective de concrétiser réellement le projet, en passant par la « maudite rince » que ledit peuple s'est fait servir depuis vingt ans.

### Les jeunes lâchent le Québec ?

Selon un sondage CROP préparé pour la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, rattachée à l'Université Laval, dont *Le Devoir* a obtenu copie (ce 28 octobre 2015), même les indépendantistes sont assaillis par le doute. Moins de la moitié d'entre eux croit que l'indépendance se fera un jour. Pour les électeurs fédéralistes, le projet est mort. Moins d'un dixième des opposants peut concevoir que le Québec puisse « accéder » à l'indépendance. Globalement, seulement un Québécois sur cinq (22 %) croit que le projet « indépendantiste mènera quelque part ».

Non pas que le Québec n'ait pas les capacités de réaliser l'indépendance. Sur ce point, indépendantistes comme fédéralistes sont d'accord : 47 % n'y voient aucun obstacle, révèle

---

\* Ph.D. sc. politique  
Pspedritog@gmail.com

le sondage. Là où le bât blesse, notamment, c'est la faiblesse de la relève indépendantiste. Chez les jeunes (18 à 34 ans), sept sur dix auraient répondu NON à la question «Voulez-vous que le Québec devienne un pays indépendant?», alors que l'ensemble des répondants répondait plutôt favorablement par 36 % contre 64 %.

Bien sûr, on peut se poser des questions quant à la qualité de ce sondage réalisé par internet (comme ceux réalisés par robot téléphonique). Ces sondages, non probabilistes, diffèrent de ceux réalisés par téléphone, plus coûteux. Bien que comptant autant de jeunes et d'ânés que dans la population, autant de riches et de pauvres, autant d'instruits que de non instruits, etc., les répondants zigonnant sur Internet n'ont pas le même profil que les non-répondants. De plus, chose absolument discutable, le sondage CROP dont il est question a été réalisé entre le 15 et le 18 octobre, la veille de l'élection fédérale. La proximité de cette dernière ne peut qu'avoir contaminé les résultats de l'échantillon. De même, la répartition des électeurs discrets proportionnellement à la répartition des répondants qui ont révélé leur intention de vote ne tient pas, ce qui est de l'ordre du connu dans la «science» des sondages au Québec. Ce qui fait bien des réserves.

Il y a un autre type de situations qui peut éventuellement favoriser un réveil subit du nationalisme québécois. La moindre attaque contre une communauté politique donnée, minoritaire ou non, a toujours pour effet d'y resserrer les rangs autour du parti au pouvoir, qui devient alors identifié à la défense des intérêts de la communauté. Une chose archiconnue pour tous les partis politiques. Par exemple, l'attaque des Malouines par l'Argentine a été une bénédiction pour les conservateurs de Margaret Thatcher. La riposte de Londres a soudé les Britanniques derrière leur gouvernement, le

temps de liquider le « problème argentin ». Le gouvernement Thatcher, qui s'en allait vers la défaite, en a profité pour s'assurer d'un nouveau mandat. La chose vaut aussi pour les régimes non démocratiques. Dans le contexte québécois-canadien, il y a là un potentiel de mobilisation autour de l'indépendance et de la liberté qui ne manquerait pas de s'exprimer en cas de manifestation d'hostilité du Canada anglais contre le Québec. Les critiques acerbes et le rejet des Accords du Lac Meech et de Charlottetown étaient de cette eau – mais non la Loi sur la clarté référendaire, qui fut plutôt considérée simple expression de positions politiques opposées.

Le sondage CROP révèle par ailleurs plusieurs faits troublants. Tout d'abord le fait que l'indépendance ne corresponde à aucune nécessité. Les jeunes, en particulier, ne voient aucun inconvénient à ce que se réalise l'indépendance. Mais ils ne croient pas à sa réalisation dans un avenir prévisible. Sans référents historiques (ce sont des jeunes), ils sont nombreux à croire en la possibilité de réviser la constitution canadienne et à espérer voir le Québec obtenir des pouvoirs correspondant à ses revendications « traditionnelles ». En outre, l'histoire des 35 dernières années a montré que le Canada anglais a raté les trois occasions de négociations pour satisfaire les moindres revendications significatives du Québec, soit en 1981-1982, avec Pierre Elliot Trudeau, en 1987-1990, lors de l'aventure de l'Accord du lac Meech de Brian Mulroney, et en 1991-1992, dans le triste épisode de l'Accord de Charlottetown, battu simultanément par référendum au Québec et au Canada anglais. Chaque fois, d'ailleurs, les revendications du Québec ont été dépouillées de leur contenu et détournées de leur sens. Tant et si bien qu'aujourd'hui, pour négocier quoi que ce soit, et cela vaut depuis les Accords du lac Meech et de Charlottetown, il n'y a plus aucun répondant dans la capitale fédérale ni dans les provinces pour entretenir le moindre dia-

logue avec le Québec au sujet de la répartition des pouvoirs et des ressources au Canada.

### **Un projet sans pertinence?**

L'analyste de CROP, Youri Rivest, l'a clairement exprimé dans son rapport du sondage, le camp du Oui « doit notamment s'affairer à rendre "pertinent", "actuel" et "tangible" le projet indépendantiste ». Comment diable le rendre pertinent, actuel et tangible s'il n'existe aucune revendication ni aucun interlocuteur pour entretenir quelque dialogue? Pourtant, la première chose que l'on apprend dans les études sur le nationalisme dans les régimes démocratiques est l'importance de la relation entre le NOUS et le EUX, et cela quel que soit le point de vue que l'on puisse adopter. Pour « calmer le jeu », « satisfaire la minorité », « tromper la minorité », « écraser la minorité », il faut reconnaître une minorité et une majorité, deux identités et deux allégeances nationales. Se reconnaître collectivement impliqué dans une relation de ce type prépare à la compréhension de la vulnérabilité de l'état de minorité, à la compréhension de ce qu'est l'emprise de la majorité, la remise en cause la répartition des pouvoirs. Cela prépare à la revendication ferme du droit à l'autodétermination, à la revendication en tant que nécessité absolue du respect de l'identité minoritaire...

Pas de NOUS et de EUX, alors un bénéfice (un leurre?) notable (secondaire?): pas d'accusations de racisme, de volonté de division, pas besoin de gérer les relations entre minorité et majorité à l'interne, c'est-à-dire au Québec. Seulement la possibilité de s'enfoncer dans l'expression du différend minorité/majorité à l'externe, avec le Canada anglais. En outre, cette posture évacue les accusations de « victimisation » et de « volonté revancharde » basées tantôt sur la conquête, tantôt sur l'histoire récente, tantôt sur...

les sujets ne manquent pas. «Suprême accusation», laisser planer le dessein sulfureux d'obliger chaque individu, au Québec à porter un brassard indiquant ses droits linguistiques. Un brassard séparant les citoyens légitimes des futurs déportés au Canada anglais, advenant l'indépendance... Pathétique, drôle, outrageant? Certains candidats libéraux n'ont pas hésité à se lancer dans de tels propos lors des campagnes référendaires de 1980 ou de 1995. Et d'autres propos tout aussi offensants. Avec un objectif, propager la terreur auprès des aînés, des petites gens et des immigrants.

### **Briser l'étiquette de perdants**

Puis, cette autre vérité fondamentale livrée par le sondeur : «Le défi du camp du Oui, ce n'est pas tant de convaincre de la capacité [du Québec] d'être un pays indépendant, mais [de dire]: "On va le faire. On va arrêter de perdre"». «Arrêter d'être des perdants» et «mettre fin à la démobilisation». «Cesser de pleurnicher sur notre sort», disait Trudeau le père, et gagner notre combat individuellement là où il est possible de le faire, c'est-à-dire chacun pour soi, sans égard pour les oubliés, les simples de la classe moyenne, les entrepreneurs désireux d'obtenir l'appui de leur collectivité via leur État. Et sans réforme constitutionnelle. Tant pis pour les droits collectifs!

Pour le professeur de droit de l'Université Laval, Patrick Taillon, qui fut jadis président du Comité national des jeunes du Parti québécois, ces propos de M. Rivest apparaissent tout à fait «pertinents, actuels et tangibles». Il y a «nécessité» pour les indépendantistes, dit-il, de trouver une façon de «se défaire de l'étiquette de perdants» qui leur colle aux basques depuis... 1980.

1980... On aurait évidemment pu reculer davantage, en embrassant les conclusions de la commission Laurendeau-Dunton qui révélait la piètre situation des Canadiens français au Canada en 1961 dont les revenus les positionnaient à l'avant-avant-dernier rang parmi quatorze groupes ethniques, accompagnant les groupes souffrant des pires situations économiques, les Italiens et les Autochtones. On pourrait aussi reculer aux conscriptions des deux grandes Guerres mondiales, à la guerre des Boers, aux règlements interdisant l'éducation en français dans toutes les provinces canadiennes-anglaises, à la création et à la colonisation des provinces de l'Ouest qui ont été réalisées dans le mépris des francophones et des Métis qui y vivaient déjà. Avec une pensée toute spéciale pour l'espionnage des citoyens indépendantistes, pour les interventions de l'armée au Québec et la Loi des mesures de guerre et, pourquoi pas, la Loi sur la clarté référendaire de Stéphane Dion et Jean Chrétien. Et cette autre pensée, consignée dans l'Acte d'union de 1840 puis dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, visant à circonscrire les pouvoirs de la seule province de langue française susceptible de malmener ses citoyens de première classe.

Évidemment, sans histoire, foin non seulement de l'indépendance, mais aussi de l'identité québécoise.

### **Pourtant, malgré l'adversité, l'Écosse et la Catalogne avancent**

Québec, identité de perdants. Au moment où l'Écosse et la Catalogne avancent. Même après un référendum sur l'indépendance perdu par 45 % pour la première et, pour la seconde, après un référendum sur l'indépendance interdit un jugement de la Cour suprême espagnole supprimant leur droit à l'autodétermination, et une élection, le 27 sep-

tembre dernier, remportée par une majorité des sièges, mais une minorité des voix (47,3 %).

Au fond, ce qui différencie l'Écosse et la Catalogne du Québec, réside dans leur volonté collective, celle exprimée par les urnes. Cette volonté exprimée à la proportionnelle<sup>1</sup> représente, en cas d'atteinte d'une majorité des voix en Écosse et en Catalogne, une véritable menace envers les régimes de Londres et de Madrid, malgré toutes les mesures répressives que ces deux capitales peuvent adopter. Non pas que le vote bloc d'une minorité d'origine anglo-britannique ou catalane ou immigrante n'existe pas. Dans le cas écossais, ce n'est pas la langue, évidemment, mais l'identité et l'allégeance nationales qui séparent les citoyens écossais des citoyens anglo-britanniques vivant en Écosse. Dans le cas catalan, on retrouve sur le territoire des citoyens d'identité et d'allégeance catalane, mais aussi d'autres citoyens d'identité et d'allégeance espagnoles. Pas plus en Écosse qu'en Catalogne, la langue n'est le marqueur identitaire définitif. Il n'en reste pas moins, et les immigrants anglo-britanniques, espagnols ou de l'étranger en sont les témoins privilégiés, que chaque nouveau citoyen écossais ou catalan a un choix à faire entre l'identité nationale minoritaire et l'identité nationale majoritaire.

Sauf que... il n'y a pas de mode de scrutin majoritaire en Écosse ou en Catalogne. Pas de parti libéral écossais ou catalan sous influence du vote bloc de la minorité locale, celle appartenant à la majorité anglo-britannique ou celle appartenant à la majorité espagnole. Pas de parti paqueté d'élus sous influence, capables de forcer leur parti ou leur

---

<sup>1</sup> Une proportionnelle mixte en Écosse et, en Catalogne, une proportionnelle de liste, avec redistribution suivant le plus grand reste (la méthode d'Hondt).

État d'embrasser une identité et une allégeance étrangères, capables de mobiliser localement les simples citoyens. Pas de ces élus triomphants qui refusent l'intégration à la communauté politique minoritaire, écossaise ou catalane... de ces élus qui nient l'histoire et qui sont prêts à noyer la minorité dans le grand tout national anglo-britannique ou espagnol.

En lieu et place, des modes de scrutin proportionnel, sensibles au moindre écart éthique des partis en place... des systèmes de représentation capables de récompenser les courants contestataires par une députation. Sensibles également aux attaques de la communauté majoritaire, l'anglo-britannique ou l'espagnole. La communauté minoritaire écossaise a perdu son référendum, la communauté minoritaire catalane s'est fait imposer le silence. Fort bien, se dit-on à Édimbourg ou à Barcelone. En démocratie, après les épisodes référendaires ou électoraux récents, les communautés majoritaires anglo-britannique et espagnole ont dorénavant à livrer. À défaut de quoi, ce sera la clé des champs. Sans référendum. □

René Boulanger et  
Maxime Laporte\*

## LA STRATÉGIE RÉFÉRENDADAIRE, UN CUL-DE-SAC

Le 3 octobre dernier, en pleine campagne électorale fédérale, un rassemblement militant du Bloc québécois avait lieu à l'Astral sur la rue Sainte-Catherine. Des discours puissants et convaincants portés par toutes les couleurs du mouvement indépendantiste donnaient à croire en une réelle renaissance, cristallisée autour du Bloc. L'apparente ferveur des nouveaux leaders indépendantistes masquait toutefois un déconcertant manque de réflexion stratégique.

Sans surprise, on a entendu Sol Zanetti, chef d'Option nationale, poser ses conditions à une éventuelle alliance électorale des partis indépendantistes, à savoir l'engagement de tenir un référendum lors d'un premier mandat d'un gouvernement indépendantiste. Le même genre d'automatisme de la pensée s'était installé quelques mois plus tôt lors de la course à la chefferie du Parti québécois où la majorité des candidats ont naturellement appuyé cette démarche devenue «classique», sans trop songer aux victoires relativement faciles qu'elle a procurées au camp du NON en 1980 et 1995.

---

\* René Boulanger, écrivain et historien, conseiller général, Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Maxime Laporte, président général, Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

À l'occasion de ces deux consultations populaires sur la souveraineté, l'État fédéral est intervenu pour appuyer le camp du NON sans jamais que l'État québécois ne s'interpose. Reprendre aujourd'hui le même exercice sans obtenir la garantie que l'État québécois contrôlera entièrement le processus démocratique est d'avance condamné à l'échec. Surtout que, comme démontré par le chercheur Patrick Sabourin dans la revue *L'Action nationale*, le changement brutal qui s'est effectué dans la démographie québécoise depuis 1995 rend extrêmement difficile la possibilité d'obtenir des résultats aussi prometteurs que ceux de 1995 où l'option du OUI a recueilli 49,6 % des voix exprimées.

Une réalité persistante depuis le début du réveil national des années 60 jusqu'à ce jour, révèle que les Québécois de langue française, et plus particulièrement ceux qui descendent des colons français et de tous les métissages de la Nouvelle-France et du Bas-Canada, ont été nettement les plus enclins à voter pour des gouvernements ou des projets prônant l'émancipation nationale du Québec. Il faut dire que ces Québécois vivent une condition commune qui a fait d'eux, historiquement, la matrice politique et culturelle du peuple québécois. Il serait absurde de nier qu'ils sont encore les principaux porteurs du projet indépendantiste, aux côtés cela dit d'un nombre grandissant de nouveaux venus portant fièrement le flambeau de la liberté.

Minoritaires dans l'ensemble canadien, les francophones forment bien sûr la majorité de la population du Québec, mais cette majorité s'érode progressivement. Ayant passé de 82 % en 1995 à 79 % aujourd'hui, celle-ci représentera moins de 74 % de la population du Québec en 2056, à en croire les projections démo-linguistiques du chercheur Marc Termote. Cela, notamment grâce aux politiques de minorisation passive déployées pendant plus d'une

décennie par le gouvernement Charest, combinées au *nation building* canadien. Donc, pour remporter un référendum, les indépendantistes devront chercher ailleurs les points de pourcentage du vote francophone acquis en 1995, mais disparus depuis. Il faut croire que Jean Charest et consorts ont parfaitement compris comment créer les « conditions gagnantes » en faveur du fédéralisme. Or, pendant que les *Canadiens français* reculaient d'environ 3% en 20 ans en termes de poids démographique, les anglophones se maintenaient, même qu'ils remontaient légèrement.

Malgré tout, il restera encore possible pour un parti souverainiste de prendre le pouvoir à Québec pendant les prochaines décennies. Rappelons cependant que c'est uniquement grâce au mode de scrutin uninominal à un tour que tel parti peut encore espérer se hisser au pouvoir, puisque dans ce système le vote non francophone, très concentré dans les circonscriptions de l'ouest de l'île de Montréal, se trouve clairement défavorisé. Lorsque 90% ou 95% des électeurs d'un même comté appuient le candidat du PLQ, le poids de leur vote, pourtant massif, ne compte simplement pas lors d'une élection. Un siège reste un siège, peu importe la majorité obtenue par celui qui l'occupe.

En revanche, c'est lors d'un référendum que le vote non francophone acquiert toute sa masse. Avant même que la campagne ait commencé ou que le premier débat ait eu lieu, les comtés anglophones et multiethniques anglicisés procurent automatiquement au camp du NON une avance de 20%. Les indépendantistes ne peuvent alors rivaliser qu'en se donnant des majorités de 60% et plus chez les électeurs francophones comme cela s'est vu en 1995. Or même si cet objectif a été atteint lors du dernier référendum, cela n'a pas été suffisant pour assurer une victoire qui ne tenait pourtant qu'à un mince écart de 0,4 point de pourcentage.

Si on rejouait la partie de la même façon aujourd'hui, en empruntant la stratégie du référendisme «quitte ou double», le risque serait grand d'aboutir à une nouvelle défaite qui serait probablement catastrophique.

Bref, on ne peut plus faire reposer entièrement la stratégie d'accession à l'indépendance sur la simple joute électorale. Comme dans la plupart des exemples connus de lutte de libération nationale à travers le monde, il faudrait que le référendum ne soit convoqué qu'au point culminant du processus d'émancipation politique, non au tout début.

Pour sortir du cul-de-sac étapistes et référendaire, héritage empoisonné de Claude Morin exacerbé par les interventions fédérales et la loi sur la clarté, il faut revenir à un autre débat qui refait surface épisodiquement au sein de l'intelligentsia indépendantiste, à savoir le rôle de l'État québécois dans la marche vers la pleine émancipation.

Une des premières formulations de cette idée en avait été faite par Jacques Parizeau au tournant des années 2003. Monsieur Parizeau songeait surtout à confier à des chercheurs des mandats de production d'études et d'analyses, mais ses détracteurs ont présenté cette idée comme une activité de promotion de l'indépendance, financée avec l'argent du gouvernement pour publiciser l'option du groupe parlementaire au pouvoir. C'était comme proposer d'injecter des deniers publics pour soutenir le camp du OUI, donc contrevenir à la loi électorale. Par souci de préserver l'image démocratique du mouvement indépendantiste, Bernard Landry, alors au pouvoir, avait rejeté cette idée qui, il faut le dire, cantonnait encore le mouvement indépendantiste dans la simple lutte électorale. Or, le rôle d'un État québécois ce n'est pas de convaincre une opinion publique. Libéré de ses entraves, ce rôle de

l'État sera avant tout de procurer de la puissance et de la sécurité au peuple québécois qui sont les premières conditions d'un sain exercice de la démocratie.

Une deuxième mouture de ce projet de mobilisation de l'état a été mise de l'avant par le gouvernement de Pauline Marois par le concept de gouvernance souverainiste qui aurait dû, semble-t-il, restaurer l'autorité et l'intégrité de l'État québécois face aux incursions de l'état fédéral dans la vie nationale québécoise. Sur papier, cette direction que prenait le Parti québécois semblait une bonne façon de sortir du bourbier référendaire. Mais ce qui aurait dû être une deuxième révolution tranquille n'a jamais abouti à quoi que ce soit. Aucune stratégie d'État digne de ce nom n'a jamais été mise en place, probablement parce que jamais discutée ni même probablement imaginée. Et pourtant la mobilisation de l'État québécois est bien la seule façon correcte et sûre de nous assurer de l'indépendance.

La vérité, la réalité, bref l'expérience historique nous montre que de toutes les époques et dans toutes les sociétés, l'État est au cœur du processus d'émancipation nationale. Depuis la conquête des Gaules par Jules César jusqu'à aujourd'hui, on peut conclure que les peuples qui ne se donnent pas d'État finissent soit par disparaître soit par être domestiqués ou inféodés à différents degrés selon le bon vouloir de la nation dominante.

Quand une volonté nationale émerge, les peuples sans État doivent s'en forger un rapidement, la plupart du temps à la faveur d'une prise d'armes où c'est l'armée de libération qui crée de toutes pièces une nouvelle autorité génératrice d'un nouveau droit et qui installe sur le territoire libéré une administration et une juridiction redevables de cette nouvelle autorité. Rendu à ce stade, la reconnaissance

de l'indépendance et par conséquent du nouvel État par la puissance occupante ne devient plus qu'une question de formalité. Mais pour tant de ces peuples parvenus à se libérer, Polonais, Irlandais, Vietnamiens, Grecs..., que de souffrances, que de sang versé pour en arriver là, que d'énergies investies à résister !

Le peuple québécois n'échappe pas à cette loi de l'histoire. C'est à travers une longue résistance et un long processus de réappropriation qu'il s'est doté d'institutions vitales et d'outils collectifs. Le territoire du Canada-Est (Bas-Canada) est devenu la Province de Québec en 1867, mais ce n'est qu'après une centaine d'années que cette administration territoriale de l'Empire britannique est devenue un véritable État. Depuis la conquête de la Nouvelle-France en 1760, il aura fallu 255 ans aux Québécois pour acquérir l'instrument suprême de la liberté des nations. Après plus de 50 ans d'existence du mouvement indépendantiste, les Québécois n'auraient qu'un minime effort à accomplir pour faire aboutir le processus historique. Pourquoi cela n'arrive-t-il pas ?

On peut risquer l'explication suivante : il existe au Québec une classe dirigeante parasitaire qui s'est emparée des leviers de l'État québécois et qui le paralyse. Très soudée au néocolonialisme canadien, notamment pétrolier et guerrier, elle s'est même servie de l'État québécois pour combattre le mouvement indépendantiste en voulant retarder l'inévitable par une politique d'anglicisation forcée, par une instrumentalisation politique de l'immigration et une stérilisation de l'enseignement de l'histoire nationale. La spoliation de l'État québécois au profit de cette caste apatride, mais combien solidaire entre ses membres, telle est la récompense qu'elle s'octroie pour avoir bien servi les intérêts de Bay Street et de Power Corporation.

La stratégie indépendantiste actuelle, à supposer qu'elle existe vraiment, se révèle complètement stérile face à une telle mainmise des néocolonialistes sur la politique québécoise. La preuve c'est qu'il aura suffi à Philippe Couillard de prononcer le mot «référendum» lors de la dernière campagne électorale québécoise pour faire plonger toute la nation, au premier chef le Parti québécois, dans un délire collectif d'autoflagellation.

On ne répond pas à un semblable défi par un simple débat médiatique ou une campagne de persuasion politique. Il s'agit pour les Québécois de donner à leur État le pouvoir de les défendre et pour cela il faut lui donner les moyens de se défendre. Il s'agit d'insuffler à notre État une volonté d'État. Et pour cela, les indépendantistes, héritiers de tous les nationalismes qui l'ont précédé et qui ont fondé et construit l'appareil politique québécois, doivent prendre le pouvoir une bonne fois pour toutes et conférer à notre État, «le plus grand parmi nous» disait René Lévesque, les moyens de la puissance. Les parasites néocoloniaux ne pourront pas s'accrocher longtemps devant la volonté étatique des Québécois qui est l'expression ultime de la volonté populaire.

Alors, un référendum ? Oui, mais pas avant la mise sur pied d'une nouvelle commission Keable qui analysera toutes les politiques de déstabilisation de la nation québécoise mises en œuvre par l'État canadien et leurs valets du Parti libéral du Québec. Pas avant d'avoir chiffré les préjudices économiques que nous a causés Ottawa. Pas avant non plus la formation d'une agence de renseignement et de sécurité qui visera à déjouer toutes les politiques hostiles d'immixtions et d'intrusions étrangères dans notre vie nationale.

Alors, un référendum ? Oui, mais pas avant que le Québec, qui s'est reconnu État et Peuple en l'an 2000 par la loi 99, affirme par la voix de son Assemblée nationale qu'en vertu

de la souveraineté québécoise promulguée par cette loi, le Peuple et l'État du Québec constituent l'autorité suprême sur le territoire du Québec, nonobstant les droits conférés aux Premières Nations.

Un référendum? Oui, mais pas avant que conformément à ce nouvel ordre constitutionnel québécois, nous réglions enfin le cas de l'abolition de la monarchie en nous dotant d'institutions conformes à notre statut souverain et à notre réalité démocratique, c'est-à-dire en devenant une république.

Un référendum? Certes, mais pas avant la mise sur pied d'une cour de haute justice qui se saisira des questions constitutionnelles et relèvera uniquement de l'État québécois et non d'Ottawa. La Cour suprême du Canada deviendrait alors totalement étrangère au droit québécois et ne pourrait plus intervenir dans cette période de transition qu'il faut espérer très courte.

Un référendum? Bien sûr, mais pas avant la restauration intégrale de la *Charte de la langue française* et la promulgation d'une constitution provisoire devant remplacer la constitution canadienne, devenue caduque depuis 1982.

Un référendum? À n'en point douter, mais pas avant que l'Assemblée nationale n'adopte une loi de désaveu de la Constitution canadienne de 1982 et valide à la pièce les lois canadiennes continuant à s'appliquer dans la période transitoire de permutation des juridictions.

Un référendum? Forcément, mais pas avant l'instauration d'une citoyenneté québécoise devant nous assurer que seuls les Québécois auront le droit de vote lors de cette historique convocation aux urnes.

Cette démarche, qui suppose bien sûr la prise du pouvoir par le camp indépendantiste, ne saurait aboutir sans une formidable mobilisation du peuple québécois à travers ses associations politiques, sociales et syndicales. Le procès du fédéralisme, sa dénonciation nécessaire ne devront jamais céder leur place dans le débat national. Les arguments pour l'indépendance de même que le discours patriotique plus que jamais seront au cœur de la campagne médiatique pour l'indépendance. Et tout ce que nous avons déjà fait et que nous referons portera ses fruits, parce que désormais le mouvement indépendantiste se sera donné un peu plus qu'une simple stratégie électorale, il se sera doté d'une stratégie d'État.

À la veille du prochain référendum, il est probable que le camp des *dépendantistes* sera si décontenancé qu'il n'aura plus d'autre carte à jouer qu'une refonte complète du fédéralisme basée cette fois sur une fédération d'États souverains. Pour la simple raison que sans avoir définitivement opté pour l'indépendance, le Québec sera davantage souverain, et cela à un tel degré que le régime fédéral canadien ne sera plus viable.

Mais cela, c'est le problème du Canada et de ses avocats. Notre problème à nous, indépendantistes, ne devra être que de vaincre une bonne fois pour toutes. □

# DOSSIER

RELIGION,  
POLITIQUE ET  
ENVIRONNEMENT

## Dossier

RELIGION, POLITIQUE ET  
ENVIRONNEMENT

- Les dieux en guerre  
- *Marc Laroche* 36
- Le messianisme israélien, un  
obstacle à tout processus de paix  
- *Jean-Claude Simard* 46
- Laudato Si'*  
Juste à temps!  
- *André Beauchamp* 77

## LES DIEUX EN GUERRE

En général, les religions établies – en particulier les monothéistes – s'appuient sur des croyances intégrales et immuables qui les incitent à condamner celles de leurs rivales. On attribue souvent aux inspirateurs initiaux des mouvements religieux un accès à des révélations définitives, cristallisées par leurs continuateurs dans des textes dits sacrés. Sous l'invocation de leur dieu ou de leurs porte-parole prestigieux, les religions totalitaires colonisent la conscience des fidèles avides d'une stabilité absolue. Or, à l'ère de la communication universelle instantanée, le conflit des religions inflexibles se déploie à l'échelle planétaire.

Ces religions, par définition fermées, contredisent le mouvement globalement progressif de l'histoire puisque l'humanité poursuit une quête perpétuelle qui engendre des transformations incessantes.

Conçus à l'image de l'être humain, les dieux multiples ou les dieux prétendument uniques n'ont été que des portraits psychiques référentiels, de longue durée certes, mais inéluctablement transitoires. Quelquefois pour le meilleur, surtout au début de leur règne, souvent pour le pire par la suite. L'aporie des dieux monothéistes en concurrence féroce pour

---

\* L'auteur est détenteur d'un diplôme d'études supérieures en sciences des religions

l'universalité exclusive les rend plus massivement sanguinaires que les autres dieux. Lorsque les guerriers Iawé, Dieu et Allah s'opposent et parfois s'allient, ils entravent la marche évolutive du genre humain. Selon leurs caprices tyranniques, ils sont même disposés à le précipiter dans l'enfer éternel.

Quelle est l'origine du fanatisme secrété par les religions ? La peur existentielle face à l'inconnu, plus précisément au mystère de l'être, dont le potentiel échappe au déterminisme. Compensatrices, les religions sont les incubateurs d'un dogmatisme opaque surprotecteur de l'identification aux dieux. Si la plupart des fidèles demeurent paisibles parce qu'ils choisissent de relativiser ou d'ignorer les aspects exagérés, voire abominables, de leur religion, ce dogmatisme devient absolu chez les extrémistes. Il met alors en échec le système immunitaire des consciences humaines normalement constitué par la pensée critique. Ainsi se déchaîne le nihilisme inhumain inhérent au dogmatisme.

En conséquence, l'esprit de découverte et de créativité des êtres humains est systématiquement refoulé et opprimé. Pour délivrer l'humanité de l'emprise des religions, dont le mélange à la politique est souvent explosif, il est impératif d'adopter une perspective surplombante dans l'analyse du phénomène religieux contemporain.

### **La géopolitique divine**

Quelle est la donne fondamentale essentielle ? Il s'agit de l'engrenage des monothéismes. Quels sont les protagonistes les plus agressifs d'un dieu exclusif ? À l'est et au sud de la mer Méditerranée, plusieurs gouvernements persistent ou régressent dans la mentalité théocratique, en particulier celui de la féodale Arabie saoudite. Après une éclipse de 2000 ans, Iawé le barbare nostalgique s'est réinstallé

au mont Sion et chasse à petit feu le peuple palestinien de l'ancien pays de Canaan. Le génocide actuel, qui imite celui de Josué dans le Premier Testament, reçoit l'appui tacite de Dieu, surtout dans sa version de *God* états-unien impérial. Obnubilant les peuples arabes exploités, Allah, cet hyperactif atteint du trouble dissociatif – sunnite et chiite –, se rebiffe, mais divisé contre lui-même, il est imprévisible et ses bras politiques frappent aveuglément. Le trimonothéisme est devenu une hydre plus menaçante que jamais pour l'espèce humaine.

En conséquence, la peste religieuse s'infiltré partout. Urgence! Il faut prévenir les excommunications collectives qui s'annoncent, à savoir l'utilisation des armes de destruction massive par des groupements messianiques.

Mais l'Occident culpabilisé et engourdi se soumet à la rectitude religieuse ambiante. Faute de s'opposer en profondeur au dogmatisme, il est envahi et stupéfait par l'extrémisme religieux insaisissable, dont le juste diagnostic tarde à venir.

### Retour sur le passé

On avait espéré que la voie laïque conduirait vers une éclaircie, un espace de neutralité où les religions en tant que fauves apprivoisés vivraient en paix. Davantage, par les droits du citoyen accordés à tous, la Révolution française avait crû, illusoirement, mettre fin aux anciens cultes<sup>1</sup>; au contraire,

---

1 Stanislas-Marie-Adélaïde, comte de Clermont-Tonnerre, élu député, vota en 1789 pour l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé; il eut aussi un grand rôle dans l'octroi de la citoyenneté aux juifs dans une perspective individuelle. On vit surgir les cultes concurrents de l'Être suprême (déiste) et de la Raison (athée), qui cherchèrent pendant quelques années à remplacer les anciens cultes. La Révolution aboutit à un succès spirituel mitigé puisque la République laïque dut composer avec le retour des cultes traditionnels, avec lesquels le rapport fut souvent tendu, voire conflictuel.

deux siècles plus tard, la République française a accordé une reconnaissance institutionnelle au culte musulman, d'installation récente<sup>2</sup>. Or, le conflit exacerbé et inextricable des religions musulmane et juive au Proche-Orient depuis la Seconde Guerre mondiale s'étend maintenant directement sur les territoires français, européen et nord-américain.

Quant au dieu chrétien, bien campé, croit-il, sur le territoire états-unien multiconfessionnel où il a déménagé son quartier général, il envoie son Fils apocalyptique – le glaive sortant de sa bouche – proclamer l'évangile de sa liberté de pillard et faire régner sa loi du plus fort à l'échelle de la planète depuis la Seconde Guerre mondiale. Après la conquête du Far West au XIX<sup>e</sup> siècle, qui a entraîné la quasi-extermiation des Amérindiens, sa « destinée manifeste<sup>3</sup> » le positionne présentement à la frontière de la Russie qu'il souhaiterait aussi enfermer dans l'Abîme existentiel. Ce dernier évènement eschatologique étant annoncé par les trompettes de la provincialisation consentie des nations européennes angéliques, qui ont troqué leur souveraineté effective pour un marché globalisé de dupes. Simultanément, Iawé ronge la Cisjordanie en direction de l'Euphrate afin d'établir le grand Israël promis par lui-même dans l'Ancien Testament à son peuple élu. *God* et Iawé : on assiste donc actuellement à l'inversion vers l'est de leur pulsion de conquête antérieure.

En pleine modernité, l'erreur funeste de la création d'Israël en 1948 – un État religieux *de facto* – a bouleversé les nations arabes, qui se sont raidies dans leur conception religieuse

---

2 Après les instances représentatives dont disposaient les catholiques, les protestants et les juifs de France, le Conseil français du culte musulman fut créé en 2003.

3 D'après cette idéologie, la nation états-unienne eut pour mission divine de répandre la démocratie et la civilisation vers l'ouest de l'Amérique, puis partout dans le monde.

d'elles-mêmes, malgré quelques avancées sporadiques des valeurs modernes. Israël s'est avéré le levain dans la pâte de l'absolutisme théocratique.

Après leur indépendance, les pays du Proche et Moyen-Orient ainsi que de l'Afrique, ont vu leur progression enrayée par les meutes de loups dogmatiques. Maintenant, elles s'introduisent dans la bergerie des pieuses démocraties qui se trouvent donc embrouillées tant par les menées de l'islamisme que celles du sionisme<sup>4</sup>.

Qu'est-il donc arrivé aux nations occidentales, dont la plupart avaient pourtant délaissé leur propre religion chrétienne depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle? D'une part, la plate raison laïque réduite à une fonction matérialiste, pragmatique et commerçante, se fait engloutir par une exaltante imagination religieuse fixée sur des croyances irrationnelles et contradictoires. D'autre part, l'insatiable individualisme consumériste et narcissique occidental ne fait pas le poids devant l'assurance du collectivisme religieux conquérant. L'obscurantisme se généralise. L'humanité est privée des conditions de l'avènement d'une authentique spiritualité exploratoire et *affranchissante*.

### **Le Québec que l'on cherche à claquemurer**

Depuis un demi-siècle, le Canada se sert du multiconfessionnalisme de concert avec le multiculturalisme pour effacer l'identité québécoise, refondée dans les années 1960 lorsque le référent catholique fut abandonné. Toutefois, les vents destructeurs de la boîte de Pandore ouverte par le

---

4 Le sionisme est ambivalent: il s'est présenté initialement comme un mouvement politique, mais il a engendré une entité religieuse par le fait, comme en témoignent le lourd poids des partis extrémistes religieux dans l'arène politique d'Israël et la volonté affichée du premier ministre Benjamin Nétanayou de faire de celui-ci un État exclusivement juif.

pouvoir fédéral se retournent actuellement contre le Canada, forcé soudainement de contempler l'insignifiance du « multinéant » qui lui sert de fondement identitaire sous son voile intégral hypocrite.

Le gouvernement libéral du Québec, qui a depuis longtemps trahi le peuple québécois, s'est gardé d'agir depuis la crise de 2007 concernant lesdits accommodements religieux, nécessairement incontrôlables. Capté par son électorat très québécois, il n'a même pas tenté de profiter du sournois rapport Taylor-Bouchard qui cachait pourtant la stratégie multiculturaliste sous le voile doux de l'interculturalisme. C'est que même l'apparence d'agir en faveur de la majorité québécoise aurait constitué une concession trop importante, trop semblable encore à la misérable mixture de l'accord du lac Meech.

Les stériles arguties sémantiques du premier ministre Philippe Couillard, ou de son imitateur, le professeur Louis Rousseau<sup>5</sup>, qui se contente de promouvoir le phénomène religieux comme fonds de commerce intellectuel ronronnant, illustrent l'incapacité des forces d'inertie à affronter le réel.

Issu d'une anxiété existentielle mal assumée et non maîtrisée, l'extrémisme religieux – que ce soit dans ses aspects fondamentaliste, intégriste, rigoriste ou autre – conduit à la destruction des libertés tant individuelles que collectives. Comment l'extirper de la conscience ? Par l'esprit critique dissolvant au service des valeurs universelles librement discutées, adoptées ou modifiées. Afin de rejeter les gigantesques idoles géologiques que sont devenues Iawé, Dieu et Allah, opposées qu'elles sont à la liberté de conscience. Le temps est venu pour l'humanité de sortir de l'ère monothéiste.

---

5 « Mots et maux de la religion », *Le Devoir*, 16 février 2015.

### **Programme d'actions concrètes à réaliser**

- Déclencher les forces de la souveraineté populaire afin de faire aboutir l'indépendance du Québec.
- Instaurer un régime républicain axé sur la participation continue des citoyens.
- Proclamer le français « langue commune » – parce qu'il véhicule les valeurs du modèle québécois évolutif.
- Adopter une charte de la laïcité.
- Afficher la neutralité de l'État – aucun signe religieux ou idéologique ne sera toléré sur les représentants de l'État et dans l'espace institutionnel.
- S'assurer, dans les chartes des droits, que le principe de la liberté de conscience ne peut être mis en échec par celui de la liberté de religion, qui n'est qu'une modalité provisoire de la première dans le cadre d'une société démocratique en évolution vers une spiritualité délivrée des cadres religieux.
- Réserver, dans les lois, les accommodements aux personnes subissant des contraintes physiques majeures, tels les handicapés ou les femmes enceintes.
- Éliminer les subventions aux établissements confessionnels dans les domaines de l'éducation, de la santé, etc.
- Supprimer, dans le secteur scolaire public, le cours sur les religions à l'école primaire; enseigner le phénomène religieux ou idéologique de manière critique à l'école secondaire et à l'université; fermer les facultés de théologie.
- Encourager les projets de création artistique qui suscitent l'élévation authentique de l'espèce humaine.

- Appliquer rigoureusement la loi afin d'éradiquer la violence grave commise au nom de la religion contre les personnes, tels les coups et blessures, les viols, les mutilations et les meurtres.
- Établir un observatoire indépendant du phénomène religieux ou idéologique avec pour tâches primordiales de repérer et dénoncer toutes les exhortations à la violence grave contenues dans les textes référentiels, par exemple la Torah, la Bible, le Coran ; mettre au point des stratégies de lutte et de riposte antifanatiques ; réaliser des études prospectives sur l'extrémisme.
- Ne délivrer un permis de construction ou de location d'un lieu de rassemblement (temple, église, mosquée, synagogue, etc.) que si les responsables de groupes religieux ou idéologiques s'engagent par écrit à ce qu'aucun passage incitant à la violence grave contenu dans leurs textes référentiels n'y soit professé ; s'il est démontré par la suite qu'un tel groupe contrevient à cette règle, il sera condamné pour terrorisme et dissous, et ses biens meubles et immeubles seront confisqués par l'État.
- Doter l'État du Québec de services de renseignements et de groupes d'intervention antiterroristes.
- Combattre le terrorisme d'inspiration religieuse ou idéologique fomenté, employé ou soutenu par des individus, des groupes ou des États à l'échelle nationale et mondiale.

### La responsabilité ultime

Faisons le point. Les religions établies – en particulier les monothéismes agressifs – ne sont plus adaptées au défi primordial actuel, celui de la survie du genre humain rendu à l'étape de sa convergence planétaire au sein de ce que le paléontologue Pierre Teilhard de Chardin a appelé la Noosphère<sup>6</sup>.

Si nous tenons à maintenir la triade émancipatrice des valeurs modernes – liberté, égalité, fraternité – dans le respect de la diversité humaine, il faut combattre les idoles et leurs faux bergers absolutistes qui excitent les fidèles à la guerre sur toute la planète. Il s'agit de renverser la situation actuelle en retirant leur foudre à tous les Jupiter survivants. La contre-offensive s'articulera sur l'amplification de la conscience et de la créativité soutenues par la force. Le rôle de l'État doit donc comporter deux volets : à travers le système d'éducation, doter ses citoyens de l'esprit critique applicable à toute doctrine religieuse ou idéologique afin de maintenir leur capacité de découverte spontanée ou issue d'une quête ; assurer le maintien efficace des pouvoirs publics.

Se libérer des idoles mentales : c'est une question de dignité et de sécurité personnelle et collective. Parce que toute personne possède, en puissance, la surconscience englobante. Or, l'épanouissement de l'âme, en tant que réceptacle de la conscience, est la responsabilité commune des êtres humains. □

---

6 Phase de cérébralisation de la Biosphère sous l'impulsion de l'énergie humaine.

### Bibliographie sommaire

Hulin (Michel). *La mystique sauvage: aux antipodes de l'esprit*. Presses universitaires de France, coll. Quadrige, Paris, 2014 (1993), 2<sup>e</sup> éd., 314 p.

Mailloux (Louise). *La laïcité, ça s'impose!* Éditions du Renouveau québécois, Montréal, 2011, 166 p.

Mailloux (Louise). *Une charte pour la nation: la laïcité, un projet d'avenir*. Éditions du Renouveau québécois, Montréal, 2013, 174 p.

Pena-Ruiz (Henri). *Dieu et Marianne: philosophie de la laïcité*. Presses universitaires de France, Paris, 2005 (1999), 3<sup>e</sup> éd., 384 p.

Teilhard de Chardin (Pierre). *Le phénomène humain*. Éditions du Seuil, Paris, 1956, 218 p.

Teilhard de Chardin (Pierre). *La place de l'homme dans la nature*. Union générale d'éditions, coll. Le monde en 10-18, Paris, 1965 (1956), 112 p.

Les oeuvres de Teilhard de Chardin sont disponibles dans le site des Classiques des sciences sociales:

[classiques.uqac.ca/classiques/](http://classiques.uqac.ca/classiques/)

## LE MESSIANISME ISRAËLIEN, UN OBSTACLE À TOUT PROCESSUS DE PAIX

Le messianisme israélien constitue un phénomène aussi inquiétant que fascinant. Fascinant, parce qu'on ne trouve pareille constellation de croyances et de pratiques dans aucun autre pays. Inquiétant parce qu'il constitue un sérieux obstacle à tout processus de paix. Aussi vaut-il la peine d'identifier les raisons de son emprise sur la société israélienne. Selon nous, c'est la conjonction de six facteurs, évidemment d'inégale importance, qui le rend actuellement incontournable.

### La naissance d'un État singulier

La création de l'État d'Israël échappe aux standards habituels. Ce n'est peut-être pas un pays sans chapeau, comme la patrie de Dany Laferrière, mais c'est certes un pays hors normes. En effet, les démocraties modernes se sont constituées grosso modo sur la base de deux principes généraux, énoncés par le président américain Wilson dans son retentissant discours de janvier 1918: le droit des peuples à l'autodétermination et l'intangibilité des frontières<sup>1</sup> héritées de la période coloniale.

---

<sup>1</sup> Pour un État accédant à l'indépendance, cela signifiait le respect des limites territoriales antérieures, selon le principe de l' «Uti possidetis juris», i.e. l'application de la formule «Uti possidetis, ita possideatis» («Vous posséderez ce que vous possédiez déjà»).

\* Philosophe retraité du Collège de Rimouski

En évoquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Wilson tablait au fond sur l'histoire: des pays établis devaient d'abord recouvrer leurs frontières d'avant-guerre, par exemple la France et l'Allemagne; ensuite, certaines nations devaient obtenir un nouveau statut, étant donné la chute des trois grands empires d'avant-guerre<sup>2</sup> et la constitution des États modernes – on pense entre autres aux pays d'Europe de l'Est. Quant au second principe, l'intangibilité des frontières coloniales, il s'était déjà appliqué aux pays d'Amérique latine<sup>3</sup>, et on comptait l'utiliser à nouveau pour le processus de décolonisation à venir<sup>4</sup>.

On sait que, dès 1944, l'historien Hans Kohn (*The Idea of Nationalism: A Study in Its Origins and Background*) a proposé une théorisation du nationalisme correspondant à deux idéaux types: les fameux nationalismes civique et ethnique<sup>5</sup>. Sur cette base, on peut dessiner à grands traits trois vagues successives de nationalisme menant à l'auto-détermination: la première, surtout libérale, a été mise en œuvre par des nations occidentales comme l'Angleterre,

---

2 Il s'agit des empires austro-hongrois, russe et ottoman, démantelés après la guerre.

3 Aux États-Unis, il avait donné naissance à la célèbre doctrine Monroe (1823).

4 Cependant, dans le cas de certains pays, par exemple africains, il posait problème, car il contredisait parfois le premier principe; voir à ce propos Édouard Vernon, «L'explosion des nations», *L'histoire* no 407, janv. 2015, dossier spécial sur «Les racines du nationalisme», p. 67.

5 Hans Kohn, *The Idea of Nationalism: A Study in Its Origins and Background*; d'autres spécialistes de la question, par exemple l'historien Michel Winock [*Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 2014], préfèrent les termes de nationalisme ouvert ou fermé.

les États-Unis et la France<sup>6</sup>, du XVII<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup>; surtout ethnique, la deuxième toucha des pays n'ayant connu que très tardivement la démocratie, tels l'Allemagne et les pays d'Europe de l'Est au tournant du XX<sup>e</sup> siècle; quant à la troisième, elle caractérise l'important mouvement de décolonisation postérieur à la Seconde Guerre mondiale<sup>7</sup>, lequel a mené plusieurs pays non occidentaux à des formes de nationalisme hybride.

Qu'en est-il d'Israël? Bien que le sionisme soit né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et que, faute de mieux, plusieurs analystes assimilent son nationalisme à une forme ethnique rétrograde<sup>8</sup>, aucun des schémas habituels ne convient vraiment pour décrire cet inclassable pays. Selon nous, ni l'autodétermination des peuples ni le respect des frontières coloniales ne s'appliquent réellement à son cas. L'autodétermination suppose en effet une nation ayant à

---

6 Mais plusieurs pays européens connurent aussi des périodes de nationalisme fermé. Ce fut entre autres le cas en France à partir de l'affaire Dreyfus, et on en trouve de nettes expressions chez un Barrès ou un Maurras.

7 Ce mouvement reprend et poursuit celui qui avait donné naissance aux pays d'Amérique du Sud au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

8 Par exemple l'antisioniste québécois Yakov Rabkin (*Comprendre l'État d'Israël: Idéologie, religion et société*, Montréal, Écosociété, 2014, p. 68 et 75). De telles interprétations prolongent celle de Zeev Sternhell, l'historien du fascisme qui a attaché le grelot (*Aux origines d'Israël: entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996; repris dans la collection «Folio Histoire» chez Gallimard, 2004). Dans «Révolution laïque pour le sionisme» (*Manière de voir*, hors-série du *Monde diplomatique* no 98, avril-mai 2008, intitulé «1948-2008: histoires d'Israël», p. 71-73), Sternhell résume ainsi sa thèse: «Au fond, le sionisme tout entier n'est qu'une variante classique de ce nationalisme fermé apparu en Europe au tournant du siècle, alors que le nationalisme libéral, issu des Lumières et de la Révolution française, battait en retraite» (p. 72). À ce propos, rappelons que dans le monde musulman, on identifie souvent le sionisme à un nationalisme ethnique agressif, ce qui avait conduit plusieurs pays arabes à faire voter la fameuse résolution no 3379 de l'ONU le condamnant comme «une forme de racisme et de discrimination raciale» (1975), une résolution qui fut cependant abrogée seize ans plus tard.

tout le moins une langue et une histoire communes, ce qui n'existait pas dans les diverses communautés juives disséminées à travers le monde. Elle implique aussi un territoire délimité, une situation qui colle difficilement à Israël. Quant à l'intangibilité des frontières coloniales, cette norme ne cadre pas non plus puisque la Palestine, sous mandat britannique depuis 1923, n'abritait plus de communauté juive importante depuis deux millénaires. Par ailleurs, comment appliquer ce principe à un État qui n'a jamais respecté les frontières convenues? Tout d'abord, avant sa naissance, lors de la période mandataire, tant l'activisme politique que le terrorisme juif faisaient rage<sup>9</sup>, bloquant toute entente diplomatique. Puis, suite à la guerre d'indépendance qui a accompagné sa fondation en 1948<sup>10</sup>, Israël a revendiqué plus de 70 % du territoire de la Palestine antérieure (21 000 km<sup>2</sup>), alors que le plan de partage initial lui en octroyait seulement 55 %<sup>11</sup>. Enfin, l'état de guerre quasi permanent dans lequel a vécu ensuite le pays a permis l'appropriation de territoires supplémentaires. Je fais bien sûr allusion ici aux trois autres guerres israélo-arabes déclarées, la crise du canal de Suez

---

9 Je parle bien sûr ici de la Haganah, de l'Irgoun et de Stern, ainsi que de Palmah (1941-48). Sur l'action dissolvante de ces groupes paramilitaires, voir Charles Enderlin, *Par le feu et par le sang, le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël 1936-1948* (Paris, Albin Michel, 2008). Rappelons que Tsahal, l'armée régulière d'Israël, provint de la fusion, en 1948-49, de ces diverses milices.

10 Lors de l'indépendance, la question des frontières du nouvel État a été vivement discutée, et on a volontairement décidé de ne pas les préciser. Cf. à ce propos Alain Dieckhoff, «14 mai 1948: ce jour-là, Israël est né», n° thématique de *L'Histoire: Israël, terre promise et convoitée*, n° 212, juil.-août 1997, p. 74.

11 L'ONU resta muette sur les modifications nées de la guerre d'indépendance et, en pratique, les grandes puissances se soumièrent devant le fait accompli, ce qui, nous le verrons, entraîne encore de graves conséquences.

(1956), la guerre des Six Jours (1967)<sup>12</sup> et la guerre du Yom Kippour (1973), ainsi qu'aux deux intifadas (1987-1993 et 2000-20?), ces conflits larvés avec les Palestiniens. Que conclure de cette analyse préliminaire ? Au moins ceci : on ne peut juger de l'existence d'Israël sur la base des normes usuelles. En fait, c'est peut-être le seul pays qui, près de soixante-dix ans après sa naissance officielle, n'est pas encore reconnu par l'ensemble de la communauté internationale. Selon quels critères faut-il alors évaluer sa légitimité : ceux de la politique du fait accompli, du règne de la force primant la règle de droit ? C'est en tout cas ce que disait observer Nahum Goldmann, l'un des artisans de l'État d'Israël, qui fut président de l'Organisation sioniste mondiale et aussi du Congrès juif mondial. Voyant dans la naissance et l'existence de son pays une question de vie ou de mort pour les Juifs<sup>13</sup>, il déplorait le fait que l'attitude d'Israël ait toujours consisté en une « démonstration de force » visant à imposer aux États arabes « l'existence, au

---

12 En battant les armées arabes coalisées de la Jordanie, de l'Égypte et de la Syrie, Israël a alors pu s'emparer du Sinaï égyptien, du Golan syrien ainsi que d'une partie de la Palestine mandataire antérieure, doublant ainsi, à toutes fins utiles, la taille de son territoire. Il a alors pris le contrôle de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, encore occupées aujourd'hui. C'est la première fois que le pays devenait expansionniste et contrôlait des territoires ne lui appartenant pas officiellement. Notons que le Sinaï fut restitué (1982) suite aux accords de Camp David (1979), en échange de la reconnaissance officielle d'Israël par l'Égypte.

13 Sternhell partage le même point de vue : « À mon sens, le sionisme tirait son droit moral sur Israël non pas d'une quelconque légitimité historique, mais de la nécessité existentielle dans laquelle étaient les Juifs de trouver un refuge et de se donner un État. Jusqu'en 1949, la conquête de la terre a répondu à cette nécessité existentielle. En revanche, tout ce qui est venu après l'indépendance a procédé d'un luxe expansionniste » (« Les pères de la nation », numéro thématique de *L'Histoire*, op. cit., p. 88).

milieu d'eux, d'un État juif», une stratégie que lui-même n'avalisa jamais<sup>14</sup>.

### La question religieuse

Comme si ce flottement identitaire et territorial ne laissait pas suffisamment perplexe, la question religieuse vient compliquer les choses et confondre l'observateur impartial. Elle surgit dès la naissance du pays. En effet, dans le contexte chargé de la fondation, un débat orageux s'élève sur la nature et la destinée du futur État : doit-il être d'abord laïque<sup>15</sup> ou inclure plutôt une composante religieuse ? Les fondateurs optent finalement pour la laïcité, mais comme la mauvaise fée des contes pour enfants, l'ombre religieuse écartée des fonts baptismaux plane depuis sur sa destinée. Relativement contrôlée durant les premières décennies, elle est malheureusement devenue ensuite un élément incontournable de sa politique intérieure. En effet, la guerre des Six Jours a suscité une ferveur religieuse<sup>16</sup> politiquement ingérable. Comme le note Enderlin (2013), de 1948 à 1967,

---

14 *Où va Israël?*, Calmann-Lévy, 1975, p. 44, 53 et 54. Après 1967, cette intransigeance (ce que Goldmann appelle, p. 64, le « complexe de Massada », i.e. le « fanatisme » et « l'extrémisme » des Juifs isolés et unis contre le monde entier) a, selon lui, poussé Israël à refuser tous les compromis, par exemple les messagers africains de la paix de mai 1972, et a mené à la guerre de 1973 (p. 58-59). Nous reviendrons sur ce petit ouvrage à la fois lucide et courageux, malheureusement un peu oublié aujourd'hui.

15 Comme le note Charles Enderlin (*Au nom du Temple. Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif (1967-2013)*, Paris, Seuil, 2013, p. 32-34), pour Théodore Herzl, la création d'un État juif laïque, démocratique et égalitaire même pour les Arabes qui y vivraient, devait normaliser la situation des Juifs et mettre fin à l'antisémitisme.

16 Goldmann (op. cit., p. 56) a bien exprimé le sentiment général face à cette « miraculeuse et extraordinaire victoire » : les Juifs pratiquants y ont vu « la main de Dieu » et même les non-pratiquants ont eu tendance à « devenir mystiques et croyants ». Voir, dans le même sens, Ilan Greilsammer, *Le sionisme*, Paris, PUF (« Que sais-je ? »), p. 114-116.

la politique israélienne gravitait autour des enjeux démographiques ; c'était la continuation de l'époque héroïque du kibboutz, qui remontait au début du siècle. Mais depuis 1967, la question du Grand Israël polarise l'opinion publique, qui a progressivement basculé vers la droite de l'échiquier politique. Autrement dit, le problème des frontières est devenu déterminant au point de favoriser un durcissement de l'attitude religieuse et un changement de cap des partis orthodoxes. C'est ainsi que, de 1948 à 1977, Israël a été dirigé par des gouvernements de gauche : d'abord par le Mapai, le Parti des ouvriers créé par Ben Gourion, ensuite par le Parti travailliste, qui avait pris le relais à partir de 1969. Mais depuis l'arrivée de Menahem Begin à la tête du pays, en 1977, ce sont des gouvernements de droite qui l'ont dirigé pendant trente ans sur trente-huit, sans compter que Netanyahu a été réélu en 2015... Or, c'est la nouvelle allégeance du néo-sionisme religieux et son ralliement à la droite qui a permis ces victoires à répétition du Likoud, né en 1973. C'est sans doute pourquoi Sternhell voit dans l'année 1967 « l'événement majeur » dominant l'histoire d'Israël<sup>17</sup>.

### Le messianisme

En géopolitique, on dit souvent que ce sont les victoires militaires qui déterminent la carte d'un État. Or, en Israël, les frontières fluctuantes et l'appropriation constante de nouveaux territoires, ce qu'Edward Saïd appelait les « politiques de dépossession<sup>18</sup> » des Palestiniens, sont alimentées par le messianisme. Selon cette conception, il faut rétablir Israël dans ses limites bibliques, lui donner une extension qui aille du Jourdain à la mer. Or, en réunifiant Jérusalem et en

---

17 « Révolution laïque pour le sionisme », op. cit., p. 71.

18 *The Politics of Dispossession. The Struggle for Palestinian Self-Determination, 1969-1994*, Vintage, 1994.

conquérant le Sinaï, les hauteurs du Golan et la Cisjordanie (qui correspond grosso modo à la Judée-Samarie de la Bible), la guerre des Six Jours a matérialisé cette possibilité et donné un élan décisif à ce dogme. Pour le néo-sionisme, la reconstitution de la Terre sainte originelle, Eretz Israël, est ainsi devenue une priorité. C'est d'ailleurs à ce moment que commence la colonisation des territoires occupés. Le sionisme antérieur avait toujours été partagé en deux tendances majeures : un sionisme politique, celui des Herzl, Ben Gourion et Golda Meir, et un sionisme religieux. Le néo-sionisme a reconduit ce clivage. Plus pragmatique, la branche politique voit dans les territoires occupés une question d'intérêt stratégique, et donc une éventuelle monnaie d'échange<sup>19</sup>. Mais d'essence messianique, le néo-sionisme religieux, parfois appelé le sionisme de la rédemption<sup>20</sup>, défend plutôt une théologie sans concession. Il constitue actuellement un obstacle majeur à tout processus de paix, car c'est l'un des aiguillons les plus puissants de la colonisation<sup>21</sup> et, sous sa bannière, on continue à judaïser Jérusalem, pourtant une ville sacrée pour les trois monothéismes...

Ainsi, la guerre des Six Jours a représenté l'occasion et l'aiguillon, dynamisant le messianisme en Israël. Mais com-

---

19 Pensons à la décision du faucon Sharon qui, en 2005, fonda Kadima, un nouveau parti plus centriste, pour mettre en œuvre son plan de désengagement unilatéral de la bande de Gaza. C'est d'ailleurs à la suite de ce geste que l'ultranationaliste Netanyahu remit sa démission du gouvernement. Kadima conserva le pouvoir jusqu'en 2009.

20 Cf. Enderlin, 2013, *op. cit.*, p. 50.

21 Voir à ce propos le rôle du « bloc de la foi », le *Goush Emounim*. Depuis les accords d'Oslo en 1993, où on a ressuscité l'idée d'un État palestinien, les colonies se sont multipliées à grande vitesse : on estime à 300 000 le nombre d'Israéliens aujourd'hui installés dans la partie arabe de Jérusalem, et à 350 000 le nombre d'Israéliens résidant en Cisjordanie, de sorte que le territoire palestinien est devenu un véritable gruyère.

ment expliquer cette emprise du néo-sionisme religieux sur la politique et la société du pays ? C'est là une question complexe, qu'il faut traiter à plusieurs niveaux et qui, on le verra, engage indirectement la politique étrangère du Canada et des États-Unis.

### Le poids du religieux

Puisque plusieurs facteurs se superposent ici, examinons d'abord les fondations. Étant donné le vif débat qui a marqué sa naissance, Israël n'a pas adopté de constitution formelle. En effet, les dissensions entre partisans du pouvoir religieux et défenseurs de la laïcité empêchèrent la rédaction d'un texte constitutionnel unique. Pour les Juifs orthodoxes, il était impensable qu'un document civil ait préséance sur les textes sacrés de la Torah ou du Tanakh. La législation israélienne<sup>22</sup> s'appuie donc sur les principes énoncés dans la déclaration d'indépendance de 1948 et sur les 14 lois fondamentales adoptées ensuite par la Knesset. Nous l'avons dit, c'est d'abord un État laïque. Mais c'est aussi un État juif, qui cherche à inscrire son existence dans une histoire plurimillénaire (nous reviendrons sur ce point capital). Ainsi,

Le registre de la population d'Israël recense une série de « nationalités » et ethnies, parmi elles arabe, druze et autres. Mais un mot est le grand absent de la liste : israélienne. Les habitants ne peuvent pas s'identifier en tant qu'Israéliens dans le registre national parce que la démarche pourrait avoir des conséquences lourdes pour le caractère juif du pays, a écrit la Cour suprême israélienne dans des documents obtenus jeudi 3 octobre<sup>23</sup>.

---

22 Les litiges y sont tranchés par des juges laïcs, à l'exception du droit matrimonial, toujours régi par des lois religieuses.

23 <http://www.ism-france.org/analyses/Un-tribunal-israelien-recuse-la-nationalite-israelienne-disant-qu-elle-pourrait-porter-atteinte-au-caractere-juif-du-pays-article-18469> (2013; article consulté le 20 avril 2015).

Comme le note Greilsammer, cela crée un paradoxe à peu près insoluble<sup>24</sup>.

À ce premier facteur fondamental s'en ajoute un second, purement technique, remontant lui aussi à la fondation du pays : son mode particulier de scrutin. Les pères de la nation ont opté pour une mécanique peu usuelle, la proportionnelle intégrale. On le sait, un mode de scrutin doit concilier plusieurs aspects : lien du nombre de sièges obtenus au pourcentage du vote, représentation équitable des divers partis, surtout les marginaux, stabilité du gouvernement et efficacité de son action (un problème aigu en Israël), représentativité territoriale, etc. Dans ce pays, l'émiettement des options rend presque impossible la constitution d'une majorité simple. De sorte que des partis mineurs, entre autres ceux des Juifs orthodoxes prônant le messianisme<sup>25</sup>, détiennent souvent la balance du pouvoir. En effet, selon *L'Atlas des religions 2015*<sup>26</sup>, la croyance religieuse y est ainsi répartie : 46 % des Juifs israéliens sont laïcs, 32 % défendent une forme de traditionalisme, 15 % sont orthodoxes et 7 % ultraorthodoxes. Ce qui veut dire que même en tenant compte des abstentionnistes, les partis religieux disposent

---

24 Ilan Greilsammer, « Une démocratie comme les autres ? » (no thématique de *L'Histoire*, op. cit., p. 100). Sur le problème aigu de la question identitaire, voir le chap. 2 de Yakov Rabkin, *Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition juive au sionisme* (PUL/PUM, 2004).

25 Il importe de ne pas confondre le messianisme juif et le judaïsme messianique. Selon les estimations, cette dernière doctrine, qui comptait environ 100 000 adhérents avant 1939, a vu croître le nombre de ses adeptes après la guerre et l'Holocauste. Elle en compterait aujourd'hui 500 000, concentrés aux États-Unis. Ils croient que Yechoua (Jésus) était bien le Messie et combinent théologie chrétienne et pratique religieuse juive. Ce sont par exemple les Jews for Jesus appartenant à l'IMJA (International Messianic Jewish Alliance), un organisme dont le siège social se trouve aux États-Unis. Cependant, malgré cette croissance, ils ne font pas le poids devant le messianisme juif.

26 Paris, éditions Le Monde et La Vie, p. 33.

en permanence d'une minorité de blocage. Dans ces conditions, le sionisme de la rédemption peut poursuivre son programme: empêcher tout compromis et interdire tout processus de paix fondé sur la rétrocession des territoires.

### **La politique étrangère canado-américaine et le facteur religieux**

Ainsi, des groupuscules prennent régulièrement en otage la politique israélienne. Or, on le sait, en ce qui concerne le Moyen-Orient, la politique étrangère américaine est largement alignée sur Israël<sup>27</sup>. Les démocrates favorisent en général la solution des deux États, alors que, traditionnellement, les républicains s'y opposent farouchement<sup>28</sup>. Cela dit, les deux grands partis appuient inconditionnellement Israël. Pour quelle raison? Après tout, l'électorat d'origine juive représente un maigre 2% de la population du pays, soit à peine 5 à 6 millions de personnes<sup>29</sup>. Une première observation nous mettra sur la piste: dès l'époque de Roosevelt, cet électorat a penché vers les démocrates à hauteur d'environ 70%. Mais depuis les années 80, une fraction de l'électorat libéral a glissé à droite. Pour comprendre pourquoi, il faut effectuer un bref retour en arrière afin de cartographier une constellation d'idées importante chez nos voisins du Sud,

---

27 Dans cette région du monde, elle repose en effet sur deux piliers: une stratégie politique centrée sur Israël et des intérêts économiques épousant ceux des pétromonarchies comme l'Arabie saoudite.

28 Mentionnons cependant que lorsque la «Feuille de route» (2003) fut proposée par un quartette formé de l'ONU, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Russie, l'administration Bush accepta, contre toute attente, la solution des deux États...

29 Autrefois, il y avait plus de Juifs aux États-Unis qu'en Israël. Cependant, depuis quelques années, la population du second a rejoint et dépassé celle du premier. Cela dit, les deux pays regroupent toujours plus de 85% des Juifs du monde entier (*L'Atlas des religions* 2015, *op. cit.*, p. 26-27). Par ailleurs, selon les sondages, à peine la moitié des Juifs américains seraient croyants ou pratiquants.

constellation qui a évolué depuis les origines, mais dont la base demeure inébranlable.

Comme le note Célia Belin<sup>30</sup>, le restaurationnisme chrétien<sup>31</sup> a toujours existé aux États-Unis. Surtout protestant, ce courant philosémite voulait favoriser le rassemblement des Juifs à Sion, et donc la restauration de la Palestine hébraïque. Selon sa vision eschatologique, ce rassemblement accomplirait les prophéties bibliques et préluderait ainsi au retour du Christ sur Terre. En effet, tel que le prédit l'Apocalypse, cette seconde venue de Jésus doit couronner le Messie, en plus de marquer l'avènement de la fin des temps et d'assurer le triomphe définitif des forces du Bien sur Satan.

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, certains de ces courants croyaient en outre au rôle spécifique des Américains dans la reconquête de la Palestine, mais un antisémitisme actif, présent aux États-Unis comme partout ailleurs en Occident, contrecarrait leurs idées et favorisait même directement l'anti-sionisme. C'est la Deuxième Guerre mondiale et l'horreur de la Shoah, puis la création de l'État d'Israël, qui ont tout changé. Un large élan de sympathie pro-israélien a alors envahi peu à peu les États-Unis, et le restaurationnisme s'est mué en sionisme chrétien<sup>32</sup>. C'est ainsi que la convergence entre fondamentalisme américain et droite religieuse israé-

---

30 Célia Belin, *Jésus est juif en Amérique*, Paris, Fayard, 2011.

31 Il faut distinguer ce restaurationnisme politique d'une autre doctrine restaurationniste, de nature davantage théologique, qui prétend revenir à la pureté primitive du christianisme afin d'en retrouver l'esprit authentique, une intention qui a présidé à la naissance de nombreuses confessions religieuses, tels les Mormons, les Adventistes, les Témoins de Jéhovah, etc.

32 Le sionisme chrétien se marie souvent à une autre doctrine eschatologique appelée le dispensationalisme; à ce propos, voir l'excellent site de Theocracy Watch: [http://www.theocracywatch.org/christian\\_zionism\\_dispensationalism.htm](http://www.theocracywatch.org/christian_zionism_dispensationalism.htm) (consulté le 24 avril 2015).

lienne est apparue tout à coup évidente : tous deux vivent en démocratie et s'appuient sur une lecture littérale de l'Ancien Testament. Par ailleurs, ils prétendent descendre de pionniers qui établissaient des colonies de peuplement en Terre promise, expulsant les « usurpateurs » installés sur ces territoires depuis des millénaires<sup>33</sup>. Pour eux, la colonisation était donc fidèle à l'esprit des Pères fondateurs et c'était appuyer la volonté de Dieu que de soutenir celle de la Palestine : une Terre sainte pour un peuple élu.

Imbu d'un tel esprit, on comprend que le sionisme chrétien ait salué le résultat de la guerre des Six Jours, qui consacrait la judaïsation de Jérusalem, des territoires palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'élargissement des frontières d'Israël donnait au mouvement une nouvelle impulsion, puisqu'il constituait un pas supplémentaire vers la réalisation des prophéties bibliques et le retour du Messie. Il encourageait surtout les chrétiens évangéliques à incarner autrement que dans des prières leur vision du Grand Israël : les Hébreux de papier faisaient ainsi place à des Juifs réels. En d'autres termes, le soutien d'Israël ne se résumait plus seulement à une simple vision eschatologique ou à un vague engagement moral. À partir de ce moment, en effet, des télévangélistes comme Billy Graham, Pat Robertson, Jerry Falwell et Cheryl Morrison<sup>34</sup> ont pu créer des organisations humanitaires visant à aider financièrement Israël et les Juifs de la diaspora à étendre leur mainmise sur la Palestine, et

---

33 Pour un bref historique de ces rapprochements, voir Prisca Perani, « Les chrétiens sionistes aux États-Unis », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 75 (2004), p. 76-85 ([http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat\\_0769-3206\\_2004\\_num\\_75\\_1\\_996](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_2004_num_75_1_996) ; consulté le 26 avril 2015).

34 Cheryl Morrison, *A Bible Study on Israel. What the Bible Says About Israel and the Jewish People*, Arvada, Colorado, Faith Bible Chapel International, 2004.

effectuer des collectes de fonds pour soutenir l'émigration juive et y parrainer des colonies israéliennes. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, plus de 30% des implantations israéliennes en territoires conquis ont reçu des fonds du CFOIC, les Christian Friends of Israeli Communities, un groupe créé en réaction aux accords d'Oslo<sup>35</sup>. Ce genre de collaboration a aussi facilité le succès des opérations Moïse (1984), Josué (1985) et Salomon (1991). Bref, l'Église cathodique s'est mise au service du sionisme conservateur.

Ayant compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'un tel mouvement, Begin l'encouragea et cultiva ses liens avec lui. Ainsi, il devint un ami personnel du pasteur Falwell qu'il invita en Israël, il lui remit une médaille nationale, le prix Jabotinsky, et on lui fit même don d'un jet privé<sup>36</sup>.

Déjà puissants, ces courants ont été vivifiés par la montée du mouvement évangéliste, les *born-again christians*, qui a contribué au retour au pouvoir des républicains en 1980<sup>37</sup>. Alimenté par le néoconservatisme politique, l'évangélisme a alors conflué avec le sionisme chrétien, qui est devenu une de ses composantes importantes. C'est dans cet esprit qu'on a mis sur pied l'AIPAC, l'American Israel Public Affairs Committee, le lobby officiel juif auprès du Congrès américain. Reagan a pu alors réorienter la politique étrangère

---

35 Susan George, *La pensée enchaînée. Comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique*, Paris, Fayard, 2007, p. 174; cette politicologue franco-américaine donne plusieurs autres exemples du même ordre.

36 Ces détails sont donnés par Perani, *op. cit.*, p. 80.

37 Perani (*ibid.*, p. 78 sq.) montre bien comment les revers subis par la droite religieuse après la Deuxième Guerre mondiale (fin de la ségrégation raciale, libération sexuelle, autorisation de l'avortement en 1973, etc.) ont fini par cristalliser une réaction qui a favorisé ce retour au pouvoir grâce à Reagan.

de son pays au Moyen-Orient en la basant sur la défense intégrale d'Israël<sup>38</sup>.

Aujourd'hui, bien qu'amoindri, le vote de la communauté juive américaine demeure majoritairement libéral, mais il a été marginalisé par l'alliance des néoconservateurs et des évangélistes. En effet, ce mouvement religieux regroupe à présent plus de 600 millions de fidèles à travers le monde et, sur le plan international, c'est le groupe de chrétiens le plus nombreux après les catholiques<sup>39</sup>. Aux États-Unis, il compte 94 millions d'adhérents, dont 40 millions de sionistes chrétiens<sup>40</sup>. Pour donner une idée de son audience dans ce pays, il suffira de citer un seul fait, particulièrement symptomatique : la doctrine dispensationaliste et sa visée eschatologique ont été matérialisées dans *Left Behind*, une série de seize romans publiés par deux évangélistes, Tim LaHaye et Jerry B. Jenkins (1995-2007). Leur succès est si phénoménal que, depuis 1995, on en a écoulé plus de 65 millions d'exemplaires !

Ainsi, le lobby religieux, qu'il soit protestant, catholique ou juif, joue à présent un rôle déterminant dans la politique étrangère américaine. Selon les politicologues Mearsheimer et Walt, en ce domaine, le Grand Old Party serait même devenu une sorte de filiale de la droite israélienne, du moins en ce qui a trait à ses positions sur le Moyen-Orient. C'est en tout cas la thèse de leur ouvrage, qui a fait grand bruit aux États-Unis en 2007, *Le lobby israélien et la politique étran-*

---

38 Sur cette vaste mouvance, l'ouvrage déjà cité de Susan George est particulièrement éclairant, entre autres le chapitre 2.

39 *L'Atlas des religions 2015, op. cit.*, p. 100-101.

40 Selon George (op. cit., p. 130), à elle seule, la National Association of Evangelicals regrouperait, aux États-Unis, plus de 30 millions de membres.

gère américaine<sup>41</sup>. Or, depuis l'accession de Stephen Harper au pouvoir, la politique étrangère du Canada est largement calquée sur celle des républicains: les conservateurs sont devenus à leur tour des alliés indéfectibles de l'État d'Israël. Ce soutien sans nuance constitue un tournant radical dans la politique étrangère canadienne qui, depuis Pearson, s'était montrée soucieuse de ménager la chèvre et le chou et avait généralement épousé les positions de l'ONU. Or, comme dans le cas de la droite américaine, les évangélistes canadiens, en nombre croissant<sup>42</sup>, ont la cote auprès des conservateurs: Harper et ses troupes voient d'un bon œil cette doctrine religieuse à laquelle ils souscrivent et appartiennent souvent<sup>43</sup>.

### L'usage idéologique de l'histoire et de l'archéologie

Faisons le point. Nous avons identifié jusqu'à présent quatre facteurs expliquant l'impact du messianisme sur la société israélienne: un aiguillon, la guerre des Six Jours, l'absence d'une constitution laïque formelle, les particularités de son système électoral et, enfin, l'incidence de l'orthodoxie religieuse, qui déploie ses tentacules tant aux États-Unis qu'au Canada. Mais le néo-sionisme de la rédemption ne pourrait pas paralyser, voire Cancériser ainsi la politique israélienne s'il n'était aussi puissant dans la société elle-même. Au-delà des facteurs déjà examinés, il faut donc passer à un autre

---

41 John Mearsheimer et Stephen Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, Farrar, Straus & Giroux, 2007. Pour le débat enflammé que généra l'ouvrage, voir George, op. cit., p. 89-98.

42 Selon les sources, on peut évaluer leur nombre à près de 3 millions (« Evangelism and Evangelicals », dans *The Canadian Encyclopedia*, <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/evangelism-and-evangelicals/>; consulté le 27 avril 2015).

43 M. Harper est lui-même un évangéliste, rappelons-le.

niveau et analyser la conception officielle de l'histoire, une voie qui nous mènera à la philosophie même du judaïsme.

Les messianismes juif et chrétien ont un point commun, l'ancrage dans une tradition théologique et biblique, avon-nous dit. Pour cette raison, le néo-sionisme orthodoxe mobilise les sciences du passé. Marc Ferro avait autrefois montré comment un pays peut mythifier son histoire, une pratique particulièrement courante dans les manuels scolaires<sup>44</sup>. Or, le Japon de l'après-guerre ou encore la Chine et la Russie actuelles exceptés, il n'y en a sans doute pas où ce phénomène est aussi marqué qu'en Israël. Ainsi, détail ô combien révélateur, la date apposée sur la déclaration d'Indépendance de l'État n'est pas le 14 mai 1948 du calendrier grégorien, mais le 5 iyar 5708 du calendrier hébraïque! En fait, depuis sa fondation, l'histoire et l'archéologie y ont été régulièrement mises au service du sionisme, bien sûr, mais aussi des politiques étatiques elles-mêmes<sup>45</sup>. C'est ainsi que ces deux disciplines sont devenues un champ de bataille quasi permanent.

À ce propos, examinons brièvement un exemple typique, les travaux d'Eilat Mazar, petite-fille de Benjamin Mazar (1906-1995), pionnier et éminence grise de l'archéologie biblique. Depuis 2005, elle creuse un secteur qui borde l'esplanade des Mosquées. En 1982, les Israéliens ont laissé la gestion de ce site au Waqf, le ministère jordanien des Biens religieux; y mener des travaux archéologiques ou y installer des constructions nécessite donc l'accord d'Amman. Rappelons en outre que cet endroit, situé au cœur de la vieille ville de

---

44 Voir Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier, Paris, Payot, 1981.

45 Curieusement, l'ouvrage de Ferro, qui analyse pourtant de nombreux exemples, omet le cas israélien.

Jérusalem, est sacré pour deux des trois monothéismes<sup>46</sup> : on y trouve le mur des Lamentations et le mont du Temple, mais c'est aussi, après La Mecque et Médine, le troisième lieu saint de l'islam, car il abrite la Mosquée al-Aqsa et le Dôme du Rocher<sup>47</sup>. On se souvient d'ailleurs des émeutes qui avaient suivi l'incursion de Sharon sur cette place, en 2000. Les fouilles de Mazar se déroulent donc dans un terrain d'autant plus miné que le site, situé à Jérusalem-Est, se trouve dans le quartier arabe de Silwan, au sud-est de l'esplanade, une partie de la ville qui a été annexée lors de la guerre des Six Jours et qui est, depuis, considérée comme propriété juive par l'État. Évidemment, pour l'ONU et la communauté internationale, c'est plutôt un territoire occupé. Pourquoi Mazar peut-elle y mener des travaux d'excavation ? D'abord, parce que l'État y a exproprié des Palestiniens. Ensuite, grâce au financement de la fondation Elad. En principe chargé d'administrer le site archéologique, cet organisme privé, largement subventionné par des mécènes américains, rachète des maisons appartenant à des Palestiniens et les loue à des familles juives, ce qui permet de poursuivre les fouilles<sup>48</sup>. La découverte de Mazar est retentissante : elle prétend avoir

---

46 Le Saint Sépulcre, lieu sacré pour les chrétiens, se trouve aussi dans la vieille ville de Jérusalem, mais à l'ouest de l'esplanade. Pour des détails sur les sites religieux et la judaïsation progressive de la ville, cf. *L'Atlas des religions 2015, op. cit.*, p. 94-95. Pour les conséquences démographiques de cette judaïsation, voir le hors-série du *Courrier international*, janv.-fév.-mars 2009 : *Juifs et Arabes : les haines, les conflits, les espoirs*, p. 40-41.

47 La mosquée Al-Aqsa remonte au VII<sup>e</sup> siècle et, selon la tradition musulmane, elle a été érigée près de l'emplacement où le prophète Mahomet serait monté au paradis sur le coursier Bouraq, lors d'un voyage nocturne de La Mecque à Jérusalem. Cet endroit est aussi associé au rocher de la Fondation, au-dessus duquel fut construit le Dôme du Rocher.

48 Comme rien n'est jamais simple en Israël, il faut rappeler que le quartier de Silwan abrita, avant les années 1930, des colons juifs que l'on dut déplacer ailleurs pour les protéger, lors des émeutes de 1936...

localisé et daté (1000 av. J.-C.) le palais même du roi David (Elad est un acronyme signifiant « vers la Cité de David » en hébreu). Inutile de dire qu'il s'agit d'une identification très contestée. Ainsi, Amihai Mazar, cousin d'Eilat et professeur d'archéologie à l'Université hébraïque de Jérusalem, penche pour une époque antérieure à David. Quant au grand historien et archéologue Israël Finkelstein, directeur de l'Institut d'archéologie de l'Université de Tel-Aviv, il estime que ces vénérables fondations sont postérieures d'un siècle. Selon lui, Mme Mazar devrait d'ailleurs se fier moins au texte de la Bible et davantage aux données archéologiques<sup>49</sup>...

Malgré cette controverse scientifique, l'État en a fait un parc archéologique et un site touristique important, la colline de la Cité de David, que l'on fait visiter en le présentant comme le lieu de naissance de la royauté en Israël<sup>50</sup>. Les recherches archéologiques de Mazar cautionnent ainsi la politique identitaire nationale. D'ailleurs, Doron Spielman, qui dirige la fondation Elad, ne fait nullement mystère de ses intentions : ces fouilles sont destinées à accréditer les droits d'Israël et à légitimer sa souveraineté sur la terre biblique, et en par-

---

49 Sur ces questions, voir « La guerre des archéologues », entretien avec Dan Bahat, dans le no thématique de *L'Histoire* intitulé « Jérusalem : de la forteresse cananéenne aux Lieux saints de toutes les querelles », no 378, juil. 2012, p. 18. Notons qu'à cette controverse scientifique s'ajoutent d'ailleurs des recours juridiques : « Une demande de suspension des fouilles présentée à la Cour suprême israélienne par les habitants de Silwan a été rejetée au motif que cette zone fait partie du patrimoine juif. Les fouilles peuvent donc continuer. » (Julie Couzinet, « À Jérusalem-Est, l'archéologie c'est la guerre », juil. 2014, <http://orientxxi.info/magazine/a-jerusalem-est-l-archeologie-c-0634>; consulté le 12 avril 2015.)

50 Voir les pages suivantes sur le site du ministère israélien du Tourisme : [http://www.otisrael.com/Tourism\\_Fra/Articles/mustgo/Pages/The%20City%20of%20David.aspx](http://www.otisrael.com/Tourism_Fra/Articles/mustgo/Pages/The%20City%20of%20David.aspx).

ticulier sur Jérusalem<sup>51</sup>. En effet, si la royauté est née à cet endroit, les Juifs y étaient présents il y a trois millénaires et, en leur assurant un droit d'ainesse, cette antériorité justifie leurs prétentions sur la ville: elle fut et doit demeurer la capitale éternelle et indivisible de l'État d'Israël.

Insistons sur ce point capital. Cet usage idéologique du passé transforme la tradition en index de la vérité et en fait un vecteur efficace de transmission. En effet, si on peut établir un lien objectif entre présent et passé ancestral, on aura accrédité la signification de l'histoire et établi du même souffle une vérité qui dépasse la seule raison<sup>52</sup>. Pourtant, dès 1975, Goldmann dénonçait déjà cette volonté d'établir une continuité fictive: on ne peut « remonter », culturellement ou spirituellement, de David Ben Gourion aux Macchabées ou au roi David<sup>53</sup> ». Selon lui, Israël doit cesser d'héroïser son passé et en assumer aussi les épisodes malheureux, qu'il s'agisse de la diaspora ou du génocide; il faut adopter à ce propos l'*amor fati* de Nietzsche<sup>54</sup>. Abondant dans le même sens, l'antisioniste montréalais Rabkin voit dans l'usage idéologique du passé par l'État israélien une « instrumentalisation du judaïsme à des fins nationales<sup>55</sup> ». Selon nous, c'est

---

51 C'est sans doute pourquoi, il y a quelques années, Elad a obtenu du ministère israélien de l'Intérieur la permission de construire un musée archéologique dans le quartier.

52 Outré par ces usages, un des anciens étudiants de Mazar, Yonathan Mizrachi, a fondé Emek Shaveh, une ONG qui dénonce ce qu'il voit comme un détournement des études archéologiques à des fins politiques.

53 Nahum Goldmann, *op. cit.*, p. 165. Rappelons que, dans ses mémoires, Ben Gourion évoquait la « chaîne ininterrompue et historique » liant le projet sioniste à la plus haute antiquité israélienne (*Israël, années de lutte*, Paris Flammarion, 1964, p. 72).

54 *Ibid.*, p. 166.

55 Yakov Rabkin, *Comprendre l'État d'Israël...*, *op. cit.*, p. 78.

tout bonnement une conséquence directe du sionisme compris comme doctrine politique et philosophie de l'histoire.

### Comprendre le messianisme

Afin de bien saisir ce point, il importe de situer le messianisme par rapport à la philosophie du judaïsme. Pour ce faire, tournons-nous vers les travaux de Max Weber et examinons de manière plus sereine le passé de la Palestine. Nous en profiterons pour thématiser le messianisme et en proposer une interprétation globale, avant de conclure.

*L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*<sup>56</sup>, l'étude de Weber consacrée aux liens entre ascétisme protestant et naissance du capitalisme, est à juste titre célèbre. On sait moins qu'elle s'inscrivait dans le contexte d'une ambitieuse enquête historique consacrée à l'éthique économique des religions mondiales<sup>57</sup>. Dans cette optique, il s'est penché sur trois grandes traditions : celle de l'Inde (*Hindouisme et bouddhisme*, 1916), celle de la Chine (*Confucianisme et taoïsme*, 1916/1917) et celle du *Judaïsme antique* (1917/1920). Ces vastes travaux sociohistoriques présentent encore un intérêt manifeste et c'est évidemment le troisième qui va retenir notre attention.

Dans cette sociologie comparative, Weber veut d'abord saisir le caractère spécifique de la civilisation occidentale. À cette fin, il examine l'impact des doctrines religieuses sur l'activité économique — c'est dans cet esprit qu'il avait produit son étude initiale sur la naissance du capitalisme. Mais il

---

56 *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-05); *Les sectes protestantes et l'esprit du capitalisme* (1906), Paris, Plon, 1964.

57 On trouve les principes de base ainsi qu'une synthèse de cette sociologie des religions dans le t. 2 d'*Économie et société* [Paris, Plon (« Pocket – Agora »), 1995], chap. 5, p. 145-409.

veut également établir le lien entre croyance religieuse et hiérarchies sociales et identifier l'éthos particulier engendré par les grandes traditions religieuses.

Selon Weber, en donnant un sens à l'existence, ces traditions génèrent un cadre de vie global, une *lebensordnung*. À son tour, ce cadre façonne un éthos unique, une façon de conduire sa vie, une *lebensführung*<sup>58</sup>. Or, la *lebensordnung* du judaïsme antique est orientée vers une démagification<sup>59</sup>. Par ce terme, il faut entendre le refus de croire à une causalité naturelle maîtrisable par des incantations, ou encore à des esprits dont l'homme devrait se concilier les faveurs. Ce qui signifie qu'une figure dominante des religions traditionnelles, le magicien, est absente de la Bible. Ainsi, il n'existe aucun rite de fertilité chez les Hébreux.

Qu'est-ce qui explique cette démagification ? Un phénomène assez unique parmi les sociétés anciennes, phénomène déjà noté par le jeune Hegel<sup>60</sup> : la dévaluation de la nature propre au judaïsme, ce qu'on a parfois appelé l'acosmisme. Qu'est-ce à dire ? Dans le judaïsme antique, l'accent n'est pas mis sur la maîtrise des forces naturelles ou la conciliation des esprits, mais sur la communauté et sa destinée. Ainsi, une seconde figure majeure des religions traditionnelles, le

---

58 On a parfois traduit ce terme par style de vie, par exemple Talcott Parsons aux États-Unis, lors des premières éditions américaines du travail de Weber. C'est une erreur, car il existe aussi chez Weber un concept correspondant au style de vie, le *Lebenstil*.

59 C'est la fameuse *entzauberung*. Ce concept central, qui apparaît pour la première fois en 1913, dans le troisième de ses essais sur la méthodologie scientifique [*Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive*, Paris, Plon (« Presses Pocket »), 1992, p. 310], sera repris et développé par Weber dans sa fameuse conférence, *Le savant et le politique*, Paris, Plon (« 10/18 »), 1959, p. 70, 85 et 96.

60 Hegel, *L'Esprit du christianisme et son destin*, précédé de *L'Esprit du judaïsme*, textes réunis, introduits, traduits et annotés par Olivier Depré, Paris, Vrin (« Bibliothèque des textes philosophiques »), 2003.

prêtre préposé aux rituels, s'efface devant un personnage ailleurs absent, le prophète. La fonction prophétique est d'ailleurs singulière : rappeler au peuple son alliance avec Dieu. C'est ce que Weber appelle l'ascétisme actif, qu'il oppose au mysticisme passif des religions orientales.

Sur ce point, le calvinisme et le puritanisme ont donc simplement renoué avec l'esprit de l'Ancien Testament<sup>61</sup>, contribuant ainsi à la naissance du capitalisme moderne<sup>62</sup>. Leur ascétisme séculier se situe dans la continuité du judaïsme antique :

Ainsi, dans l'histoire des religions, trouvait son point final ce vaste processus de « désenchantement » [Entzauberung] du monde qui avait débuté avec les prophéties du judaïsme ancien et qui, de concert avec la pensée scientifique grecque, rejetait tous les moyens magiques d'atteindre au salut comme autant de superstitions et de sacrilèges. Le puritain authentique allait jusqu'à rejeter tout soupçon de cérémonie religieuse au bord de la tombe ; il enterrait ses proches sans chant ni musique, afin que ne risquât de transparaître aucune « superstition », aucun crédit en l'efficacité salutaire de pratiques magico-sacramentelles. (*L'éthique protestante...*, p. 122)

Soit, Weber pourrait sans doute distinguer davantage le processus de laïcisation grec<sup>63</sup> et la démarche juive de démagi-

---

61 La chose est très clairement exprimée par Merleau-Ponty dans le premier chapitre des *Aventures de la dialectique* [Œuvres, Paris, Gallimard (« Quarto »), 2010, p. 420-421].

62 Cependant, contrairement à Sombart (*Die Juden und das Wirtschaftsleben*, 1911), dont il critiquait la thèse, Weber ne croyait pas que le rôle des Juifs avait été important dans la naissance du système capitaliste moderne, car ils avaient plutôt créé ce qu'il appelait une économie parallèle, au fond assez marginale, un « capitalisme paria ».

63 Weber était d'origine juive, et il est tout à fait symptomatique que son analyse des grandes religions n'ait pas retenu le polythéisme gréco-romain. Sans doute ne le considérait-il plus comme suffisamment significatif aujourd'hui.

fication, mais il a raison de dire que les deux ont contribué au style de vie occidental et en particulier à sa rationalité généralisée...

Par ces orientations, le judaïsme originel rejoint l'islam, car lui aussi associe étroitement théologie et destin historique de la communauté, une question éminemment sociopolitique. Et depuis plus de deux millénaires, cette *lebensführung*, malgré la diaspora et des péripéties innombrables dans divers pays, s'est maintenue intacte parmi une frange de la population juive<sup>64</sup>. Bien qu'elle soit devenue marginale en Israël même et «ne joue effectivement que pour une minorité<sup>65</sup>», à notre avis, c'est elle qui, en dernière analyse, a contribué au sionisme et à ce que les Juifs appellent l'«ascension» (*alya*), c'est-à-dire les diverses vagues d'immigration massive en Terre sainte qui ont engendré l'État moderne d'Israël.

Nous voilà au cœur du problème posé par le messianisme. En effet, ses adhérents israéliens croient tout d'abord au caractère exemplaire du destin juif, à l'unicité de sa destinée. Chez eux, la notion d'alliance détermine une vision eschatologique de l'histoire. La terre d'Israël appartient aux Juifs parce qu'ils l'ont occupée les premiers et que Dieu la leur a donnée en partage. Elle leur revient donc

---

64 Ce qui a assuré, dit Goldmann, la survie de son peuple durant les siècles de la Diaspora, ce fut, entre autres, «la remarquable vigueur de la religion juive en tant que force dominante la vie juive, tant individuelle que collective» (op. cit., p. 128). Ce côté positif est cependant contrebalancé par un pendant négatif, le repli sur soi et le refus de s'intégrer: «La tendance à se consacrer principalement à ses propres problèmes et à ses propres idées est de toute façon une caractéristique du peuple juif; elle est le fruit de deux mille ans de persécutions qui ont amené la vie spirituelle juive à être tournée surtout vers elle-même.» (p. 169)

65 Goldmann, *ibid.*, p. 163.

de toute éternité. Bref, le judaïsme implique une mystique de la terre<sup>66</sup>, «expansionniste par nature<sup>67</sup>». Cet ethnocentrisme limpide n'aurait guère de conséquence s'il n'entraînait un refus strict : celui de dissocier religion et politique. Le partisan du messianisme rejette catégoriquement la solution de la question religieuse en vigueur dans les sociétés libérales : séparation de l'Église et de l'État, liberté de conscience, tolérance et retrait concomitant de la croyance dans la sphère privée<sup>68</sup>. Il prétend en effet jouer un rôle politique, non en tant que citoyen, mais en tant que croyant. Ainsi, il persiste à télescoper politique et destin religieux de la communauté. C'est le fameux problème théologico-politique identifié par Spinoza, et repris par Léo Strauss<sup>69</sup>.

---

66 De manière provocante, Sternhell, va jusqu'à parler d'un nationalisme «volksiste», «d'un sionisme du sang et du sol» («Révolution laïque pour le sionisme», op. cit., p. 72)! C'est d'ailleurs la thèse qu'il défend dans son ouvrage déjà cité, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*.

67 Cette expression forte est utilisée par Ruth Zilberman pour qualifier le sionisme dans son entrevue avec Sternhell («Les pères de la nation», dans le n° spécial de la revue *L'Histoire*, op. cit., p. 87).

68 Le tout assorti de droits publics égaux et non confessionnels. Comme le fait remarquer Sternhell, le nationalisme juif s'oppose au libéralisme, dont la «définition de l'individu [...] n'est ni historique, ni culturelle, ni linguistique, ni religieuse» («Les pères de la nation», *ibid.*, p. 87). C'est pourquoi les orthodoxes en général «[...] se révoltent contre le processus de sécularisation, de libéralisation qui est à l'œuvre dans la société israélienne. Ils se rendent compte qu'elle est plus ouverte, plus laïque que par le passé» (p. 88).

69 Dans son étude serrée, Daniel Tanguay a justement mis l'accent sur cette trajectoire [*Léo Strauss, une biographie intellectuelle*, Paris, Grasset («Le Collège de philosophie»), 2003]. Il y montre bien comment l'opposition entre philosophie et théologie, entre confiance philosophique en la raison et crainte judaïque de Dieu ou, pour utiliser une métaphore chère à Léo Strauss, entre Athènes et Jérusalem, traverse toute son œuvre (voir par exemple les p. 62-63 et 304-311).

C'est là une attitude qui rebute les esprits démocratiques misant sur la séparation des pouvoirs davantage que sur la crainte de Dieu ou ses plans secrets pour l'humanité. Mais il faut rappeler ici un paradoxe historique. En principe, les conventions internationales (dont celle de Genève) excluent l'expropriation et la confiscation de terres par un occupant : le droit de propriété ne saurait s'appuyer sur un usage illégitime de la force. C'est la raison pour laquelle l'ONU a toujours réprouvé l'implantation de colonies israéliennes sur des terres conquises par la guerre<sup>70</sup>. En ce sens, le messianisme contribue donc aux condamnations régulières d'Israël par la communauté internationale. Mais dans ces conditions, comment juger la naissance même de cet État, que nous avons déjà évoquée ? Rappelons quelques faits. Ce qui a rendu possibles les différentes vagues d'émigration pendant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ce furent d'abord les terres achetées en Palestine, entre autres grâce à la Banque coloniale juive créée en 1899, au Fonds national juif de 1901, puis à l'Anglo-Palestine Bank de 1903. C'est sur cette base que s'établirent les colonies de peuplement qui donnèrent naissance à la première Yichouv, la communauté juive en Palestine, laquelle put alors implanter de nombreux kibboutz d'obédience socialiste<sup>71</sup>. C'est ce sionisme pionnier qui, en créant une situation irréversible sur le terrain, a ouvert la porte à la Déclaration Balfour de 1917. Par la suite, le sionisme politique s'est en quelque sorte greffé sur le sionisme pionnier et en a pris le relais. Or, par la Déclaration Balfour, comme l'a écrit Koestler, «une nation [les Britanniques] promettait solennellement à une seconde

---

<sup>70</sup> Sur ces questions, voir Enderlin, *Au nom du temple*, op. cit., p. 77.

<sup>71</sup> Sur les vagues successives d'*aliyas* et sur leurs orientations politiques, voir Greilsammer, *Le sionisme*, op. cit., p. 65 sq.

nation [les Juifs] le pays d'une troisième [les Palestiniens]<sup>72</sup>». La période 1919-1947, incluant le mandat britannique de 1923-1947, a donc seulement consolidé ces assises. Comme le résume fort bien l'auteur d'un article de Wikipédia: «En pratique, la période 1919-1947 permet la création d'un proto-État juif sur le lieu des territoires israélo-palestiniens, avec son gouvernement, son parlement, son administration, sa police, son armée, sa diplomatie, sa population, son système économique, ses partis<sup>73</sup>.» Lorsqu'un vote largement majoritaire de l'ONU octroie ensuite aux Juifs, en 1947, des terres confisquées en Palestine, un territoire que cette communauté n'habitait plus guère depuis deux mille ans, il vient entériner la politique du fait accompli. Ce faisant, n'a-t-on pas reconnu implicitement un certain droit historique des Juifs sur leur ancienne terre? Et en agissant ainsi, la communauté internationale n'a-t-elle pas cautionné la vision messianiste en offrant un premier point d'ancrage au rêve du Grand Israël, celui-là même que les conquêtes de 1967 aiguillonnent depuis un demi-siècle?

\* \* \*

On le constate, l'écheveau complexe noué par la question religieuse en Israël ne peut présentement être délié. En effet, si notre analyse est correcte, le messianisme israélien est alimenté par au moins six facteurs convergents: un facteur historique, la caution indirecte de la communauté internationale lors de la fondation de l'État israélien, deux facteurs politiques, la nature juive de cet État et sa mécanique électorale, un facteur social aux ramifications mondiales, l'existence d'un néo-sionisme religieux appuyé

---

72 Arthur Koestler, *Analyse d'un miracle*, Paris, éditions Calmann-Levy, 1949, p. 4.

73 Wikipédia, article «Histoire du Sionisme».

par l'évangélisme et le sionisme chrétien, un facteur idéologique, l'usage tendancieux du passé, y compris par l'État lui-même, et enfin et surtout, la persistance plurimillénaire d'une certaine *lebensführung* juive. Si tel est bien le cas, on peut seulement espérer réduire la portée du messianisme et atténuer ainsi l'impact du problème théologico-politique.

Comment? Il existe plusieurs raisons d'espérer, dont deux nous semblent décisives. La première est liée à la normalisation de l'histoire israélienne. Depuis quelques années, un important mouvement en ce sens se fait jour dans le pays, comme en font foi les travaux de Benny Morris, d'Ilan Pappé et du très médiatique Shlomo Sand, qu'on a baptisés les nouveaux historiens. Deuxièmement, on observe, dans cette société, un double mouvement de libéralisation, qui contre-balance fort heureusement le néo-sionisme, ce nationalisme ethnicoreligieux: d'abord celui de la jeunesse, ensuite celui lié à la démographie arabe<sup>74</sup>. À long terme, il est permis d'espérer que ces éléments post-sionistes<sup>75</sup> feront de l'État israélien un État comme les autres. Après tout, normaliser la condition juive dans le monde, n'était-ce pas, comme le rappelait avec à-propos Nahum Goldmann, le but initial du

---

74 La situation des Arabes israéliens pose problème, car ils n'ont pas les mêmes droits que les Juifs israéliens (voir à ce propos Joseph Algazy «Le traumatisme persistant des Arabes israéliens», hors-série du *Monde diplomatique*, 1948-2008..., op. cit., p. 86-90, et, pour un point de vue légèrement différent, Ilan Greilsammer, «Une démocratie comme les autres?», dans le no spécial de la revue *L'Histoire*, op. cit., p. 100-101). Mais leur poids démographique augmente régulièrement, ce qui joue d'autant plus en leur faveur que de nombreux organismes, en Israël même, militent pour une démocratie plus égalitaire (le hors-série du *Monde diplomatique* en dresse une brève liste, p. 82).

75 L'expression est de Greilsammer («Une démocratie comme les autres?», op. cit.).

sionisme<sup>76</sup> ? Mais pour y arriver, il faudra résoudre quatre paradoxes qui contribuent au drame israélien, ou du moins en atténuer la portée.

1/ Le terrorisme avec lequel le pays doit vivre, les Juifs l'avaient eux-mêmes imposé aux Britanniques avant la naissance de l'État d'Israël. Simple retour du refoulé, dirait Freud. Ainsi, plusieurs des premiers ministres issus de la droite en Israël furent soit d'anciens hauts dirigeants de l'armée, soit des chefs de milices clandestines ou terroristes : Sharon était un héros de la guerre de 1973, Begin avait été chef de la deuxième Irgoun<sup>77</sup>, Shamir, qui succéda à Begin à la tête de l'État en 1983, avait été chef de Stern, etc.

2/ Les pays européens ont été confrontés à la question juive durant des siècles : assimilation et intégration ou émancipation<sup>78</sup> ? Avec la création de l'État d'Israël, la question juive n'a pas été réglée, elle a simplement été transférée hors d'Europe<sup>79</sup>. Sauf que le défi a alors cessé d'être l'intégration de ces communautés séparées dans divers pays, pour deve-

---

76 Goldman, *op. cit.*, p. 152.

77 Il considérait même le massacre du village palestinien de Deir-Yassine (1948) par les militants de l'Irgoun (dont il était alors le chef) et du Lehi (le nom israélien de Stern) comme un tournant décisif dans l'institution de la souveraineté d'Israël sur la Palestine, parce qu'il avait contribué à la Nakba... Notons que ce sont d'ailleurs majoritairement d'anciens membres de l'Irgoun qui créent, en 1948, le parti *Herout* (« Liberté »), matrice de l'actuel *Likoud*.

78 À ce propos, voir le Strauss de Tanguay (*op. cit.*, p. 27 sq.), mais aussi Dominique Bourel, « La grande solitude des sionistes », dans le no spécial de la revue *L'Histoire*, *op. cit.*, p. 60-63. Comme Sternhell, Bourel voit dans le sionisme un projet profondément marqué par la culture allemande de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle où il est né et s'est développé.

79 C'est en tout cas l'une des thèses défendues par l'ouvrage controversé de Viviane Forrester, *Le Crime occidental*, Fayard, Paris, 2004.

nir l'intégration d'un pays dans la géopolitique globale du Moyen-Orient<sup>80</sup>.

3/ L'insécurité dans laquelle les communautés juives ont vécu dans les différents pays d'Europe, la « persécution permanente » dit Goldmann (p. 159), devait être réglée par la création d'un État refuge en Israël, mais la question de la sécurité domine pourtant le pays depuis sa création<sup>81</sup>.

4/ En érigeant son mur de sécurité, qui outrepassé souvent la « ligne verte », Israël est en train d'enfermer littéralement les Palestiniens dans des ghettos, et de leur infliger le type de discrimination qu'eux-mêmes ont subie durant des siècles.

Mais le problème le plus aigu, celui auquel Israël ne peut échapper, est beaucoup plus simple : tant qu'il n'aura pas reconnu le droit des Palestiniens à un État, ces Palestiniens qu'il opprime et contre lesquels il prétend se défendre, sa légitimité internationale ne sera pas acquise<sup>82</sup>.

Terminons en revenant une dernière fois à Weber. Selon lui, la politique est traversée par des conflits de valeurs irréductibles, et cet antagonisme des valeurs en constitue l'essence même. Comme il le dit dans une formule aussi

---

80 Comme le dit fort justement Goldmann : « Un fait est patent : ni du point de vue de la situation extérieure des communautés juives, ni du point de vue intérieur, Israël n'a résolu le problème juif ; il l'a plutôt compliqué » (*op. cit.*, p. 180).

81 Dans son chap. IX (*op. cit.*, p. 157 sq.), Goldmann prétend qu'elle accapare l'énergie au point de compromettre le développement de la culture juive. C'était vrai en 1975, ce l'est encore aujourd'hui, mais fort heureusement, dans une moindre mesure, comme en témoigne la vivacité de la littérature israélienne.

82 Sur ce point, voir les textes de Monique Chemillier-Gendreau (« D'abord le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », *Proche-Orient : rebâtir la paix, Manière de voir* 54, nov.-déc. 2000, p. 20-21) et de Zeev Sternhell (« Du sionisme au postsionisme », *ibid.*, p. 34-36).

âpre que magnifique, c'est «la lutte inexpiable des dieux<sup>83</sup>». Sans doute n'y a-t-il pas de pays au monde où cela soit plus vrai qu'en Israël, cette terre ancestrale où la guerre des dieux constitue le lot quotidien de chacun des habitants. □

---

83 *Le savant et le politique, op. cit.*, p. 84-85.

*Laudato Si'***JUSTE À TEMPS!**

On attendait depuis longtemps un document d'ensemble du Vatican sur la question environnementale. Si on prend comme référence la date butoir de la Conférence de Stockholm de 1972 comme émergence de la question écologique au niveau mondial, il aura fallu plus de quarante ans pour avoir une réflexion globale de la part de l'Église catholique. Il y avait eu certes de nombreuses allusions chez les papes, surtout Jean-Paul II et Benoît XVI, mais il s'agissait d'interventions ponctuelles. Paradoxalement, il s'était écoulé à peu près le même délai entre la parution du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels en 1848 et l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII sur la question ouvrière en 1891. L'intervention arrive à point nommé.

*Laudato Si'*», qui est une citation de la fameuse prière de saint François (Loué sois-tu, mon Seigneur, avec toutes les créatures, spécialement messire frère soleil[[...]]), porte en

---

\* Prêtre du diocèse de Montréal. Théologien et environnementaliste

Auteur de : *Introduction à l'éthique de l'environnement* (Montréal, Éditions Paulines, 1993) ; *Gérer le risque, vaincre la peur* (Montréal, Bellarmin, 1996) ; *Devant la création* (Montréal, Fides, 1997) ; *L'eau et la terre me parlent d'ailleurs* (Montréal, Novalis, 2009) ; *Regards critiques sur la consommation* (Montréal, Novalis, 2012) ; *Hymnes à la beauté du monde* (Montréal, Novalis, 2012) ; *Changer la société* (Montréal, Novalis, 2013).

sous-titre «Sur la sauvegarde de la maison commune». Il semble que ce soit une allusion à Gorbatchev, ce qui correspond bien au style du pape François très ouvert au dialogue. On sait aussi que le mot maison renvoie à *oixè* (maison), racine du mot écologie. C'est un fort document de 204 pages, divisé en six chapitres et 246 paragraphes<sup>1</sup>.

Dès sa parution, le document a été salué par de nombreux commentateurs, y compris Edgar Morin, alors qu'au Québec ce fut le silence plat. Ce silence me semble révéler la pauvreté de la réflexion écologique actuelle au Québec et également comme une retenue, une gêne de paraître vouloir encore lire un document venant de Rome. *Laudato Si* est un document immense qui témoigne d'une connaissance approfondie de l'écologie comme science et de la situation environnementale globale. C'est un document très politique et très engagé qui fourmille de réflexions décapantes. Un exemple entre cent :

Souvent la politique elle-même est responsable de son propre discrédit, à cause de la corruption et du manque de bonnes politiques publiques. [...] Si la politique n'est pas capable de rompre une logique perverse, et de plus reste enfermée dans des discours appauvris, nous continuerons à ne pas faire face aux grands problèmes de l'humanité (no 197).

Comme je dispose d'un espace restreint, je résume rapidement l'encyclique et je fais ensuite trois commentaires pour faire ressortir les caractéristiques originales du document. Cela donnera, j'espère, au lecteur, à la lectrice, le goût de lire *Laudato Si* ».

---

<sup>1</sup> Le texte a été édité en français en France par Bayard, Cerf et Mame et au Québec par Médiaspaul. La CECE (Comcacan) a aussi édité le texte en français.

## Le contenu de l'encyclique

En introduction, le pape évoque le souvenir de Jean XXIII et de sa lettre *Pacem in terris* (1963) adressée à tous les hommes de bonne volonté. Il salue l'effort de Paul VI (no 4), Jean-Paul II (no 5) Benoît XVI (no 6) celui des autres Églises (no 7) signalant la contribution du patriarche Bartholomée (nos 8-9). Il se réfère à François d'Assise (nos 10-12) et situe sa propre contribution. Le paragraphe 16 est très éclairant sur l'enchevêtrement des thèmes abordés.

Au chapitre 1 («Ce qui se passe dans notre maison»), le pape François décrit quelques aspects de la crise écologique. Il ne le fait pas à partir de documents et d'études scientifiques, mais comme une réflexion de sagesse d'un observateur. Et pour ce faire, il s'appuie sur des documents issus de conférences épiscopales nationales ou régionales (les évêques latino-américains et des Caraïbes, des Philippines, de Bolivie, d'Allemagne, de Patagonie-Comahue (Argentine), des États-Unis). Les thèmes abordés sont la pollution (il dénonce la culture du déchet qui finit par affecter la planète entière, no 22) et le changement climatique, le climat étant pour lui un bien commun et son changement risquant d'affecter d'abord les pauvres (no 25). Il aborde ensuite la question de l'eau (nos 27-31) rappelant que «l'accès à l'eau potable et sûre est un droit humain primordial, fondamental et universel» (no 30). Suit une section très forte sur la biodiversité (nos 32-42), y compris dans les océans. Il évoque ensuite la détérioration de la qualité de la vie humaine et la dégradation sociale, notamment dans les villes (no 44). Il insiste sur les risques associés aux moyens de communication sociale et du monde numérique qui favorisent peu la rencontre personnelle avec autrui (no 47). Il évoque enfin l'inégalité planétaire (nos 48-52), notamment la dette extérieure des pays pauvres (no 52). Son jugement global est

dur: «La faiblesse de la réaction politique internationale est frappante. La soumission de la politique à la technologie et aux finances se révèle dans l'échec des sommets mondiaux sur l'environnement» (no 54).

Le chapitre 2 «L'évangile de la création» est la partie théologique du document (nos 62-100). En reprenant les récits de création, il insiste sur le caractère relationnel de l'être humain, avec Dieu, avec les autres, avec la nature. Il s'oppose donc à une conception de l'être humain dominateur et destructeur. «Alors que "cultiver" signifie labourer, défricher ou travailler, "garder" signifie protéger, sauvegarder, préserver, soigner, surveiller. Cela implique une relation de réciprocité responsable entre l'être humain et la nature» (n° 67). Vient une très belle section sur le mystère de l'univers (nos 76-83). La nature s'entend comme un système, la création ne peut être comprise que comme un don. François reconnaît la valeur intrinsèque de la nature (débat toujours âpre dans la philosophie environnementale), «chaque créature a une fonction et aucune n'est superflue» (n° 84), mais il s'oppose à une divinisation de la terre et à l'antihumanisme (no 90). Tout naturellement, en conformité avec la pensée sociale de l'Église, François rappelle la destination commune des biens (nos 93-95).

Le chapitre 3, «La racine humaine de la crise écologique» (nos 101-136), constitue à mes yeux le cœur du document. Le pape dénonce certains aspects de l'explosion technologique, amenant le morcellement des savoirs, l'accroissement du pouvoir sur la nature et les autres humains et l'accélération du temps. «Le paradigme technocratique est devenu tellement dominant qu'il est très difficile de faire abstraction de ses ressources, et il est encore plus difficile de les utiliser sans être dominé par leur logique» (n° 108). «Le paradigme technocratique tend aussi à exercer son empire sur l'écono-

mie et la politique.[[[...]]] Les finances étouffent l'économie réelle» (n° 107). Finalement, l'anthropocentrisme moderne, véritable perversion de l'anthropologie chrétienne, «a fini par mettre la raison technique au-dessus de la réalité» (n° 115). Il n'est pas opportun non plus de glisser de l'anthropocentrisme au biocentrisme (n° 118). L'important est l'être relationnel. «C'est pourquoi, pour une relation convenable avec le monde créé, il n'est pas nécessaire d'affaiblir la dimension sociale de l'être humain ni sa dimension transcendante, son ouverture au "tu" divin» (n° 119). Cette vision interdit aussi le recours à l'avortement (no 120), car l'être humain n'est pas un simple produit de la technique, mais un don et un appel. Le pape complète sa vision anthropologique globale en insistant sur le travail humain et sa préservation (n<sup>os</sup> 124-129) et sur les mutations génétiques. Il milite pour la prudence et insiste sur une discussion sociale large et globale avec toute l'information disponible (n° 135).

Le chapitre 4 « Une écologie intégrale » (n<sup>os</sup> 137-162) propose un véritable petit traité d'écologie clair et simple. « L'écologie étudie les relations entre les organismes vivants et l'environnement [...]. Cela demande de s'asseoir pour penser et pour discuter avec honnêteté des conditions de vie et de survie d'une société, pour remettre en question les modèles de développement, de production et de consommation » (no 138). « Quand on parle d'"environnement", on désigne en particulier une relation, celle qui existe entre la nature et la société qui l'habite. Cela nous empêche de concevoir la nature comme séparée de nous ou comme un simple cadre de vie. Nous sommes inclus en elle, nous en sommes une partie, et nous sommes enchevêtrés en elle » (n° 139). Le chapitre aborde l'écologie culturelle en portant attention à la survie des cultures, surtout celles des aborigènes (n° 146). L'écologie de la vie quotidienne (n<sup>os</sup> 147-155) fourmille de suggestions sur l'aménagement, l'esthétique, la relation

à l'espace et au cadre visuel. Le chapitre se termine par deux sections qui vont de soi : le principe du bien commun (n<sup>os</sup> 156-158) et la justice entre générations (n<sup>os</sup> 159-162).

Le chapitre 5, « Quelques lignes d'orientation et d'action » (n<sup>os</sup> 163-201), est tout aussi étoffé que le précédent : « le dialogue sur l'environnement dans la politique internationale » fait le bilan de la collaboration internationale et déplore le manque de volonté politique assez flagrant pour mettre les conventions en œuvre. Il émet des doutes sur la stratégie d'achat et de vente de crédits de carbone (n<sup>o</sup> 171). La section suivante sur le dialogue en vue de nouvelles politiques nationales et locales est du même souffle avec un réalisme désarmant. « La continuité est indispensable parce que les politiques relatives au changement climatique et à la sauvegarde de l'environnement ne peuvent pas changer chaque fois que change un gouvernement » (no 181). La section du dialogue et la transparence dans les processus de décision (n<sup>os</sup> 182-188) indiquent les paramètres qui doivent guider une étude d'impact. Et le principe de précaution est rappelé (n<sup>o</sup> 186). « La politique ne doit pas se soumettre à l'économie et celle-ci ne doit pas se soumettre aux diktats ni au paradigme d'efficacité de la technocratie » (n<sup>o</sup> 189). Il faut ralentir le rythme de production et de consommation (n<sup>o</sup> 191) et même envisager des formes de décroissance (n<sup>o</sup> 193). Dans le dialogue pour trouver des voies d'avenir, les sciences et les religions peuvent devenir des partenaires (n<sup>os</sup> 199-201).

J'avoue que si j'étais ministre ou sous-ministre de l'environnement, j'extrais les chapitres 3, 4 et 5 qui font environ 70 pages et je les ferais étudier et discuter par les fonctionnaires. Je souhaite qu'on fasse de même aux facultés d'aménagement des universités ainsi qu'aux HEC.

Le chapitre 6 porte sur l'éducation de la spiritualité. La section sur l'éducation est un peu générale. La section sur la conversion écologique (n<sup>os</sup> 216-222) incite à développer une mystique nouvelle, personnelle et communautaire. Le pape insiste sur la joie, sur la sobriété heureuse (n<sup>os</sup> 223-225), sur l'amour civique afin de développer «une culture de protection qui imprègne toute la société» (no 231). C'est une finale toute en douceur axée sur la joie, la fête, l'amour.

### Trois remarques

Nous voici en présence d'un document d'une immense importance qui mérite accueil et débat. J'espère que l'Église va le diffuser et procéder à un travail éducatif en profondeur avec ses fidèles. Il faudra aussi que l'on critique l'encyclique pour en montrer les faiblesses ou les oublis. J'aimerais signaler trois points importants à mes yeux.

Le pape François voit la question écologique à partir du regard des pauvres. Le rapport Brundtland, paru en 1987, avait le même type d'approche, mais le concept opérationnel qu'il a mis de l'avant, le développement durable, a été vite dévié de son objectif. Le mot développement a noyé le mot durable. Venu du Sud, sensible à la voix des évêques des régions pauvres, François associe inlassablement la question écologique et la question sociale. «Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale» (n<sup>o</sup> 139). Dans certains milieux de militantisme écologiste, nous avons tendance à isoler l'être humain du milieu et donc à nous en tenir au seul biophysique. François ne sépare jamais le social de l'écologie: son cri est vraiment un cri venu du Sud. Cette stature risque d'avoir un grand poids sur la conférence de Paris à la fin de 2015.

L'analyse anthropologique du paradigme technocratique est la clé fondamentale de la lettre et probablement la meilleure interprétation de la cause de la crise. Mais cela met en question d'abord l'économie qui se prétend la mégascience actuelle et qui entend soumettre toutes les sociétés (par-dessus les États) à ses diktats. Cela met en question aussi les universités qui développent de moins en moins la pensée critique. Et également la classe politique qui a abandonné la réflexion politique pour l'exercice éphémère du pouvoir. La remise en cause du paramètre technocratique oblige aussi à remettre en cause notre fragmentation des savoirs et l'ouverture à d'autres dimensions, incluant l'esthétique et la mystique.

Enfin, la grande astuce du pape François est de présenter une réflexion critique et explosive au sein d'une démarche spirituelle et contemplative. En insérant sa démarche dans le cadre du cantique de François d'Assise, il en appelle à la joie, à la beauté, à l'amour. Très souvent, le discours écologique est triste et catastrophique, stressé. François pose un diagnostic tout aussi sévère, mais le ton est à l'espérance. Depuis deux générations, on a accusé l'héritage chrétien issu du premier récit de création (dominez la terre: Ge 1,28) d'être une de sources de la crise écologique. François montre bien que l'on peut à la fois se libérer de la nature et se réconcilier avec elle. Il s'agit de recevoir la vie comme un don, de se recevoir soi-même comme un don; et donc aussi de développer l'amour et la contemplation, lesquels conduisent au respect et à la prudence. «Au cœur de ce monde, le Seigneur de la vie qui nous aime tant continue d'être présent. Il ne nous abandonne pas, il ne nous laisse pas seuls, parce qu'il est définitivement uni à notre terre, et son amour nous porte toujours à trouver de nouveaux chemins. Loué soit-il» (no 245).

Le pape François est un vrai chrétien. Il fait passer la grâce  
et l'amour avant le péché et la crainte.

Apprends-nous à découvrir

La valeur de chaque chose,

À contempler, émerveillés,

À reconnaître que nous sommes profondément unis

À toutes les créatures

Sur notre chemin vers ta lumière infinie.

(Prière pour notre terre)

# LA CULTURE EN REVUES

ARTS VISUELS  
CINÉMA  
CRÉATION LITTÉRAIRE  
CULTURE ET SOCIÉTÉ  
HISTOIRE ET PATRIMOINE  
LITTÉRATURE  
THÉÂTRE ET MUSIQUE  
THÉORIES ET ANALYSES

ART LE SABORD | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC MEDIA | INTER | VIE DES ARTS | ZONE OCCUPÉE  
24 IMAGES | CINÉ-BULLES | CINÉMAS | SÉQUENCES  
BRÈVES LITTÉRAIRES | CONTRE-JOUR | ESTUAIRE | EXIT |  
JET D'ENCRE | LES ÉCRITS | MÖBIUS | VIRAGES | XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE  
À BÂBORD! | L'ACTION NATIONALE | LIBERTÉ | L'INCONVÉNIENT | NOUVEAU PROJET | NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME |  
QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS  
CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | MAGAZINE GASPÉSIE  
LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LIVRE D'ICI | LURELU | NUIT BLANCHE | SPIRALE  
CIRCUIT | JEU REVUE DE THÉÂTRE | LES CAHIERS DE LA SQRM  
ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN | ÉTUDES LITTÉRAIRES | INTERMÉDIALITÉS | TANGENCE | VOIX ET IMAGES

LES REVUES  
CULTURELLES QUÉBÉCOISES  
SODEP.QC.CA

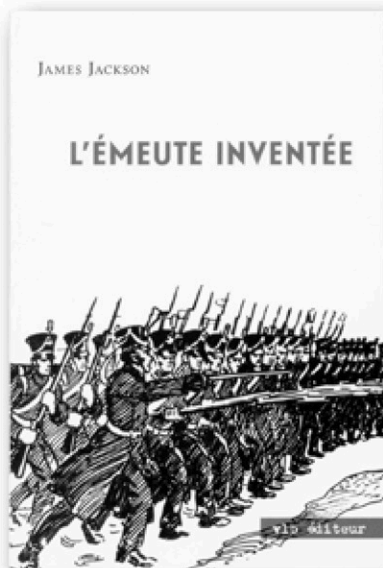
sodep

Service de développement  
des revues  
Outils et stratégies

# LES PRIX DE L'ACTION NATIONALE

PRIX RICHARD-ARÈS 2014

*Le prix Richard-Arès du meilleur essai publié au Québec  
en 2014 a été décerné ex aequo le 30 septembre 2015  
à Serge Cantin et James Jackson.*



**Allocution d'attribution du prix Richard-Arès 2014 à  
Serge Cantin pour *La souveraineté dans l'impasse*  
publié aux Presses de l'Université Laval**

Nous avons attribué *ex aequo* au professeur Serge Cantin le prix Richard-Arès pour son livre *La souveraineté dans l'impasse*, publié aux Presses de l'Université Laval.

Ce livre n'est pas un essai au sens classique du terme, il ne constitue pas non plus une étude du mouvement souverainiste comme son titre pourrait le suggérer. Il s'agit plutôt d'une collection de textes de l'auteur parus dans des revues de sociologie, d'histoire et de philosophie.

Ces textes présentent et analysent diverses interprétations de la question nationale. Parmi celles-ci, il convient de retenir le nationalisme voué à la défense de l'identité collective de la société québécoise de langue française, identité présentée comme raison d'être du projet politique de la souveraineté; cette position est accusée d'ethnicisme, de xénophobie, voire de racisme; et d'autre part, il y a le nationalisme assorti de l'interculturalisme qui est susceptible à plus ou moins long terme d'effacer l'identité collective du Québec français et partant la raison du projet souverainiste.

Pour dénouer l'impasse ethnicisme/interculturalisme, l'auteur nous renvoie à l'œuvre de Fernand Dumont (œuvre méconnue des jeunes générations) qui définit la nation *française* du Québec, c'est l'expression qu'il emploie, par son histoire, ses institutions et sa culture et qui regroupe tous ceux et celles qui tiennent à son affirmation et à son épanouissement politique. En s'inspirant de l'œuvre de Fernand Dumont, le professeur Cantin souligne l'importance non seulement de se réapproprier le passé canadien-français, mais surtout de réconcilier nation et projet politique, de raccorder la communauté nationale et le projet

politique de la souveraineté pour éviter d'être un groupe culturel parmi d'autres. Ce trop bref résumé ne rend pas justice à la richesse des textes, mais il laisse à l'auteur le soin de préciser sa pensée.

Lucille Beaudry

Département de science politique, UQAM

Membre du jury du prix Richard-Arès 2014

**Allocution d'attribution du prix Richard-Arès 2014 à  
James Jackson pour *L'émeute inventée*  
publié chez VLB éditeur**

(traduction de *Riot that never was*, Baraka Books)

J'aimerais d'abord féliciter M. James Jackson corécepteur du prix Richard-Arès pour cet ouvrage historique approfondi sur notre XIX<sup>e</sup> siècle québécois. Alors qu'il enseignait les littératures française et québécoise au Trinity College de Dublin, le professeur Jackson, docteur en philosophie, eut l'idée géniale de mener une recherche sur le parcours d'un étudiant de Trinity College qui vint s'installer au Québec comme médecin au début du XIX<sup>e</sup> siècle : Daniel Tracey. Il avait fondé un journal pour défendre la cause des patriotes catholiques irlandais. En cours de recherche, il découvrit que ce médecin, Daniel Tracey, était solidaire des Patriotes du Bas-Canada, et s'était engagé en politique avec l'appui des patriotes. Son journal, *The Irish Vindicator*, est devenu *The Vindicator* en endossant les réformes des partisans de Papineau.

Tracey s'était présenté aux élections de 1832 dans la circonscription de Montréal-Ouest. Le jour de sa victoire électorale, il se serait trouvé impliqué dans une émeute où trois Montréalais avaient été abattus par l'armée britannique. Ce qui semblait un fait sans importance, intéressa notre auteur qui publia, d'abord en anglais chez Baraka Books, les résultats de son enquête fouillée sous le titre *The Riot that never was*, ouvrage qui fut ensuite traduit par Michel Buttiens et publié chez VLB éditeur, constituant le 100<sup>e</sup> ouvrage de la collection « Études québécoises ».

Ce livre fut une surprise pour le jury. Alors que le titre annonçait un sujet très pointu et mineur, sa lecture révélait au contraire une analyse précise de ce qui s'était passé ce 21 juin 1832 et une interprétation qui bouleversait l'historiographie concernant le mouvement des Patriotes. Il apportait des conclusions complètement nouvelles dans un dossier où les historiens s'étaient contentés de répéter les uns après les autres, les conclusions complètement fausses des enquêtes biaisées menées par les autorités britanniques, enquêtes du coroner et enquêtes du grand jury, qui ont duré deux ans. Jackson a pris la peine et le temps d'étudier systématiquement ces rapports et d'analyser les témoignages des personnes qui avaient assisté à la scène de la prétendue émeute. Recoupant tous les témoignages, il a conclu que cette émeute était inventée et que les responsables avaient caché la vérité.

Jackson démontre clairement tout le camouflage de la part des autorités pour faire croire qu'une simple bagarre au moment de la victoire de Daniel Tracey avait été transformée en émeute et justifiait l'intervention de l'armée et la mort de trois innocents citoyens du Bas-Canada. Pendant deux ans, les Patriotes vont réclamer la vérité sur cette fusillade. On retrouva même cette demande parmi les 92 Résolutions de Papineau de 1834 et cet incident radicalisa le mouvement patriote.

Que s'était-il passé ce 21 mai 1832 à la Place d'Armes ? Le candidat Tracey avait pu gagner grâce à l'appui du Parti patriote, après une chaude lutte et plusieurs jours de votation, car le bureau de scrutin restait ouvert tant que des électeurs s'y présentaient. Au moment de la fermeture du bureau de scrutin, le candidat irlandais battait Bagg, le loyaliste, candidat de l'establishment britannique. Daniel Tracey s'en était pris à la *British American Land* et aux spéculateurs en cause dans l'achat des terres des Cantons de l'Est destinées aux immigrants. Plusieurs partisans de Bagg faisaient partie de ces marchands spéculateurs.

Les autorités tant politiques que militaires ont tout fait pour tenter de faire annuler cette élection. Bagg, apprenant sa défaite, se retira et fit intervenir l'armée. On se souviendra que les marchands britanniques ultraconservateurs de Montréal ne supportaient plus le statu quo politique et voyaient bien qu'ils ne pouvaient gagner sur le terrain parlementaire : ils vont donc faire appel à l'armée, car, sur le terrain militaire et judiciaire, ils profitaient de toutes les complicités. Les enquêtes étaient bidon. Jackson révèle toute la préparation de ce coup et son camouflage. L'ouvrage se lit comme un vrai roman policier. Un chapitre complet décrit ce qui s'est passé entre 15 h et 15 h 15 ce 21 mai 1832.

Jusqu'ici tous les historiens spécialistes anglophones se sont portés à la défense de l'intervention militaire justifiée. Du côté francophone, James Jackson est surpris de constater qu'aucun historien n'a pris la peine d'analyser les témoignages contenus dans les rapports d'enquête pourtant publics dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*. Seule France Galarneau, à la fin des années 1970, met en doute la version officielle des coups de feu lorsque l'armée a fait face non pas à une émeute, mais bien à une bagarre. Une *Brève histoire du mouvement patriote* récemment publiée

reprend sans vérification la version officielle d'une émeute où l'armée tire sur des Patriotes, alors que les trois tués étaient de simples passants non impliqués dans cette bagarre.

On peut regretter que nos historiens et historiennes se soient contentés de répéter les conclusions du gouverneur Sydenham et du grand jury vendu à sa cause. Ce fait démontre la nécessité de développer la recherche en histoire politique du Québec et de faire preuve d'esprit critique. Il a eu un impact important en contribuant à la radicalisation du mouvement patriote à partir de 1834. Les citoyens et dirigeants du Parti patriote ont réclamé pendant deux ans la vérité sur la mort des trois Canadiens français abattus par l'armée britannique et le camouflage des autorités.

C'est un ouvrage courageux et fascinant. Au cours du mois de novembre, l'auteur présentera son ouvrage à l'émission *Nouveaux regards sur notre histoire*, émission réalisée par la Société historique de Montréal et diffusée à Radio VM. Après sa diffusion l'émission se retrouvera sur le site : [www.societehistoriquedemontreal.org](http://www.societehistoriquedemontreal.org)

Robert Comeau

Historien, professeur retraité de l'UQAM et membre du jury du prix Richard-Arès

#### **PRIX ANDRÉ-LAURENDEAU 2014**

Le prix André-Laurendeau du meilleur article paru dans la revue en 2014 a été remis à Guillaume Rousseau pour « L'État-nation québécois au XXI<sup>e</sup> siècle » paru dans le numéro de juin.

Cet article est en ligne dans notre site.

**PRIX ROSAIRE-MORIN 2015**

*Le prix Rosaire-Morin récompense l'engagement militant et la contribution intellectuelle au débat public. Il est décerné par le conseil d'administration de la Ligue d'action nationale. Cette année, il a été remis à Guy Rousseau à l'occasion du souper-conférence annuel de L'Action nationale le 30 octobre 2015. Nous publions ici les remerciements du récipiendaire.*

Il y a un vieil adage qui dit que l'on reconnaît la qualité d'un peuple par le sort qu'il réserve aux enfants et aux personnes âgées. Moi je complèterais en disant qu'au Québec on reconnaît la qualité d'une organisation nationale à l'importance qu'elle accorde aux militants et aux militantes des régions qui sont au service de la nation et cela sans que ceux-ci aient nécessairement une notoriété nationale. C'est pourquoi, monsieur Monière, monsieur Laplante et membres du conseil d'administration, je vous en remercie, c'est tout à votre honneur.

J'accueille cette reconnaissance au nom de toutes ces personnes qui, dans toutes les régions du Québec, structurent, organisent, consolident ce tissu social, ce mouvement national nécessaire à la survie de notre peuple. D'ailleurs, depuis 1760, dans toutes les régions du Québec, nous résistons, nous bâtissons et nous affirmons notre volonté d'exister, et cela, malgré notre situation de minorité et dans un contexte d'occupation nationale. Depuis plus de 250 ans, nous avons mis à l'épreuve ce que nous avons de meilleur et qui se résume en trois mots : solidarité, débrouillardise et résilience.

Eh bien ! Mes amis, nous avons gagné !

Nous avons réussi.

Nous sommes actuellement un peuple reconnu partout à travers le monde en tant que société française, moderne, prospère, innovatrice, démocratique, pacifique, solidaire et ouverte sur le monde. Imaginez si nous étions un pays, nous serions classés parmi les 30 premiers au monde.

Inspiré par ces hommes et ces femmes qui ont bâti le Québec, j'ai toujours eu en mémoire cette citation de Saint-Simon: «une idée sans exécution est un songe».

C'est ce qui a façonné toute mon implication et ma réflexion, en mettant l'accent de façon particulière sur les processus de changement et sur les structures organisationnelles.

Fier de mes racines ouvrières, pendant plus de 40 ans j'ai mis à contribution mes talents d'organisateur, de gestionnaire, parfois d'administrateur, au service des classes populaires et du monde ouvrier, apportant ainsi ma petite contribution à la consolidation de la société civile en Mauricie et parfois à l'échelle nationale. Ma seule ambition, mon seul intérêt a été de créer, d'organiser ou d'appuyer des mouvements, des idées qui avaient comme objectifs la défense des droits, l'amélioration de la qualité de vie de mes concitoyens et concitoyennes ou l'affirmation de notre identité nationale. Je crois que collectivement nos combats ont porté des fruits.

Aujourd'hui, le mouvement communautaire et les entreprises d'économie sociale ont réussi à s'affirmer et à se faire reconnaître sur tout le territoire du Québec et même au niveau international. Le mouvement syndical est devenu un partenaire incontestable dans le développement du Québec, malgré le fait qu'aujourd'hui il est, selon moi, à la recherche d'orientation ou de projets nationaux qui dépassent la revendication sectorielle dans une perspective de ce que nous appelions à l'époque le troisième front.

Par contre, vous comprendrez mon désarroi actuel devant le peu de ressources, le peu d'enracinement, le manque de structure organisationnelle permanente et le peu d'enthousiasme de la société civile pour notre projet d'indépendance nationale. Je suis cependant convaincu que si nous faisons les efforts nécessaires pour entendre les besoins réels de nos compatriotes, pour comprendre les changements structurels profonds auxquels notre société fait face actuellement, nous réussirons à mettre en place un mouvement national à la hauteur de nos aspirations.

Tout au cours de mon parcours de vie militante, j'ai côtoyé, j'ai travaillé avec des personnes d'une grande humanité, d'un courage et d'une rigueur intellectuelle et organisationnelle tout à fait exceptionnels.

Je tiens à remercier tous ces militants et militantes des organisations communautaires qui m'ont appris qu'avec peu de moyens, mais beaucoup de conviction et de détermination, il était possible de défendre nos droits et d'améliorer la qualité de vie de nos communautés.

Les militants et militantes du mouvement syndical qui m'ont appris que la solidarité ce n'était pas seulement un vœu pieux, mais que ça s'organisait autour d'objectifs communs et de campagnes permanentes d'adhésion et de conscientisation auprès des membres sur la pertinence d'être ensemble dans la réalisation de notre plan d'action si nous désirons obtenir des résultats.

Je tiens à remercier tous ces militants et militantes du mouvement nationaliste, de façon particulière, les membres du conseil d'administration et mes compagnons et compagnes de travail à la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, des personnes dévouées et compétentes; mes camarades

de travail du MNQ, coordonné par une équipe nationale, mais répartis partout au Québec, qui maintiennent à bout de bras la flamme nationaliste; la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour son travail infatigable pour la défense de la langue française; les militants du Bloc et du PQ qui font preuve d'abnégation à l'intérieur d'organisations politiques qui ont trop souvent de la difficulté à reconnaître leur travail.

Je vous remercie de m'avoir permis, et de me permettre encore, de participer, d'organiser, de mettre en place tous ces moments significatifs qui ont marqué notre combat national, au cours de ces 40 dernières années en ce qui me concerne.

Je tiens aussi à remercier toutes les personnes qui m'entourent, ma famille, mes amis et ma conjointe qui subissent mes absences, mes moments d'indignation, de découragement, mes colères. Vous le savez tous et chacun, parfois comme militant préoccupé à changer le monde, on a tendance à oublier ceux qui nous entourent, à les tenir pour acquis.

Le prix qui m'est décerné aujourd'hui, je le dois à toutes ces organisations de la société civile, mais je le dois aussi à vous tous, ici présents, membres de L'Action nationale qui, grâce à vos réflexions, à vos recherches et surtout à votre disponibilité, nous permettez de faire des débats de société, ingrédient essentiel à la démocratie, et de comprendre notre réalité pour mieux la transformer.

Vous savez, la Mauricie a été découverte à partir d'une perception, soit celle qu'il y avait trois rivières, alors qu'il n'y en avait qu'une et cette même rivière a été un des maillons importants du développement économique du Québec.

Pour tous ceux et toutes celles qui actuellement auraient la perception que le mouvement indépendantiste n'aura été que le songe d'une génération, je suis convaincu que si nous appuyons notre mouvement sur les forces vives du Québec, sur les régions et sur la société civile, nous réussirons, comme Rosaire en 1969, dans le cadre des états généraux du Canada français, à mobiliser tout le Québec pour la dernière étape de notre libération, soit l'indépendance nationale du Québec.

À l'occasion, j'appelais rosaire en plein cœur de l'après-midi et il répondait: « bonsoir ». Un jour, alors que nous étions un peu plus familiers, je lui ai demandé: « peux-tu me dire pourquoi tu réponds bonsoir en plein cœur de l'après-midi ? »

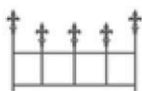
Il m'a répondu: « c'est parce que tant et aussi longtemps que le Québec ne sera pas souverain, je vivrai dans l'obscurité. »

Je suis convaincu qu'aujourd'hui Rosaire vit dans la lumière et qu'il va certainement nous éclairer pour les prochaines années.

Bonsoir et merci !

Guy Rousseau

Directeur général, Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie



VIGNOBLE

RIVIÈRE DU CHÊNE

commanditaire du souper-conférence annuel de L'Action nationale

# Les Cahiers de lecture

## de L'Action nationale



### LA PENSÉE QUÉBÉCOISE EN ESSAIS

Pour savoir ce qui se produit dans le monde des essais au Québec, il faut s'abonner aux *Cahiers de lecture de L'Action nationale*, un périodique entièrement consacré aux recensions des essais québécois. D'un format journal agréable, *Les Cahiers* paraissent trois fois l'an et font un survol de l'actualité éditoriale québécoise comme il ne s'en fait nulle part ailleurs. Des comptes-rendus, des analyses critiques, des notes de lecture, 40 pages qui vous permettent de partager le point de vue de collaborateurs aguerris sur les essais publiés durant l'année.

30 \$ par année  
50 \$ pour deux ans

taxes et expédition comprises  
3 parutions par année

Commande par la poste :  
L'Action nationale  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone : 514 845-8533  
sans frais, 1-866 845-8533

À la boutique internet  
[action-nationale.qc.ca](http://action-nationale.qc.ca)

Lire

*Lire les essais*

DAVID LEVINE  
Santé et politique: un point de vue  
de l'intérieur 100

EMMANUEL TODD  
Qui est Charlie? Sociologie d'une  
crise religieuse 107

DANIC PARENTEAU  
L'indépendance par la République 113

YVON RIVARD  
Exercices d'amitié 119

FRANCINE PELLETIER  
Second début 125

*Livres reçus* 133

**DAVID LEVINE**

*Santé et politique: un point de vue de l'intérieur*, Boréal, 2015, 376 pages

Quand on entre «David Levine» dans un moteur de recherche, on tombe sur son site web, joliment décoré de photos de ses œuvres d'art. L'onglet «Sculptures» trône à côté de celui de «D.L. Consultation stratégique» qui loge son entreprise de consultation en santé. David Levine est un personnage atypique: Juif anglophone, il devint membre du Parti québécois dès 1975. Nommé directeur du CLSC Saint-Louis-du-Parc nouvellement créé en 1975 (à 26 ans!) directement au sortir d'une maîtrise en administration de la santé, sa carrière l'amènera successivement à la direction de l'hôpital de Verdun, de l'hôpital Notre-Dame ainsi que de l'hôpital d'Ottawa, où la venue d'un «séparatiste» soulèvera une tempête médiatique ahurissante. Au cours de cet épisode, l'Assemblée nationale du Québec est allée jusqu'à adopter unanimement une motion pour appuyer M. Levine. Cet épisode de sa carrière a fortement marqué les esprits au Québec et a fait de M. Levine un personnage public. Parallèlement à ses activités comme gestionnaire en santé, M. Levine a fait quelques incursions dans le monde politique. Toutes liées au Parti québécois. D'abord comme conseiller-cadre dans le cabinet de Bernard Landry de 1977 à 1980, comme candidat à une élection partielle du Parti qué-

bécois en 1979, comme délégué du Québec à New York de 1997 à 1998, et finalement comme ministre choisi hors du parlement et battu à l'élection partielle de 2002 dans la circonscription de Berthier. Un parcours tout à fait hors-norme qui a fait de M. Levine une personnalité publique appréciée des Québécois, et qui plus est, un des rares experts en gestion du système de santé qui jouisse toujours d'une certaine aura de crédibilité. Le fait que M. Levine ne soit pas médecin joue sans doute également en sa faveur en ces temps où la figure du médecin-roi domine les questions politiques reliées au système de santé.

M. Levine a donc rédigé un livre qui relate son parcours professionnel en souhaitant que d'autres gestionnaires du secteur de la santé puissent tirer profit de son expérience. Il débute son livre avec une série de 10 questions fréquemment posées sur le système de santé. Des questions larges d'intérêt général, comme: «Pourquoi est-il si difficile de trouver un médecin de famille?», «Notre système de santé est-il financièrement viable?», «Pourquoi faut-il attendre si longtemps à l'urgence?», etc. M. Levine affirme tout de go que les réponses à ces questions sont bien connues et que le vrai problème est plutôt le suivant: «Pourquoi ne réussissons nous pas à mettre en œuvre les solutions connues?» Voilà un vaste programme pour un seul livre de 365 pages: expliquer à la fois ce qui ne tourne pas rond dans notre système de santé, les solutions à ces problèmes ainsi que les causes profondes qui tiennent ces solutions en échec.

Les sept premiers chapitres du livre constituent un résumé autobiographique de la carrière de M. Levine mâtiné de considérations sur la gestion. Au chapitre un, M. Levine nous livre des souvenirs de jeunesse de temps passé dans la brocante de son grand-père situé dans le quartier montréalais de Saint-Henri. Il passe ensuite en revue son par-

cours professionnel en ordre chronologique en émaillant le texte de notions de gestion telles que «la vision commune et le leadership» ou la façon de travailler avec les syndicats (chapitre 1), l'importance et le pouvoir des médecins dans un hôpital (chapitre 3), le rôle d'un directeur général dans un hôpital d'envergure tel l'Hôpital Notre-Dame de Montréal (chapitre 4) et l'opération délicate de la fusion de plusieurs hôpitaux en un seul (chapitre 6). En parcourant le livre, on remarque aisément que la portion «santé» est beaucoup plus importante que la portion «politique». Ainsi, le chapitre deux qui traite du passage de M. Levine dans le cabinet Landry en 1977-1980, par exemple, tient en seulement 8 pages tandis que le chapitre trois qui traite de son passage à l'hôpital de Verdun s'étend sur 49 pages. Seulement 8 pages suffisent pour expédier la question du passage de M. Levine passage dans le premier gouvernement Lévesque, une période devenue mythique de par l'ampleur et la qualité des changements apportés à la société Québécoise. Le lecteur aurait souhaité en lire beaucoup plus! Son passage à la tête de la délégation du Québec à New York en 1997-1998 subit le même traitement et tient en 7 pages bien tassées. On devine que si M. Levine traite de sa carrière politique dans ce livre, c'est parce que le scandale provoqué au Canada anglais par sa nomination comme directeur général d'un hôpital ontarien a eu une telle résonance qu'il en a été marqué à tout jamais comme personnage public. Notons aussi que le livre de M. Levine a été écrit en anglais et vise donc en premier un lectorat situé à l'extérieur du Québec. Aussi bien alors expédier le sujet de la politique le plus rapidement possible et éviter qu'il ne prenne toute la place.

Ainsi, ceux qui s'attendent à trouver des potins inédits ou des confidences politiques dans ce livre seront déçus. Si M. Levine affirme sa sympathie pour les valeurs que véhi-

culaient le Parti québécois en 1975 en page 38, on ne sait pas quelle est au juste son affiliation politique aujourd'hui. A-t-il été vraiment été indépendantiste ou a-t-il été seulement compagnon de route du Parti québécois, attiré qu'il était par les valeurs sociales défendues par ce parti dans les années 70 ? Le livre ne nous renseigne guère. On cherchera donc en vain son opinion concernant l'indépendance du Québec, la loi 101, le développement séparé du système de santé selon la langue de travail au Québec, etc.

Le cœur de l'affaire se trouve plutôt à mon avis aux chapitres 8 à 12, qui constituent la moitié du livre et dans lequel M. Levine aborde plus profondément les questions de gestion. Un sujet qui le passionne manifestement. Ainsi, il passe en revue les questions reliées à la gestion d'un réseau de services de santé et non plus d'une simple hôpital (chapitre 8), la question de la gestion des soins de santé dans le contexte de système public québécois et canadien (chapitre 9), et celle du leadership (chapitre 10). M. Levine traite aussi au chapitre 11 de la réforme du système de santé enclenchée par les libéraux à partir de 2014. Il conclut ensuite le livre au chapitre 12 en répondant à ses 10 questions posées en introduction. C'est dans cette partie du livre que se trouvent les morceaux de choix. Par exemple, en page 207, M. Levine affirme que depuis 2004, «le secteur de la santé du Québec vit une révolution tranquille aussi importante que celle survenue en 1969 quand l'assurance maladie a été créée». Le but de la réforme de 2004 (pilotée par Philippe Couillard) était de créer des organisations capables d'offrir des soins intégrés non plus sur la base des seuls besoins des usagers mais basés sur une approche populationnelle, c'est-à-dire visant à améliorer la santé de la population et non plus seulement celle des individus utilisant le service. M. Levine affirme ensuite: «si nous voulons maintenant être en mesure d'offrir véritablement de tels soins, le défi consiste

à mener cette révolution à bien en réorientant des fonds jusqu'à présent destinés au secteur hospitalier de soins actifs vers les services de première ligne». Voilà en langage à peine codé un aveu de l'échec de la réforme de 2004 et voilà aussi nommé le mal qui gangrène notre système de santé soit «l'hospitalocentrisme», la tendance à concevoir l'hôpital comme le fondement de notre système de santé et à lui réserver la meilleure part du financement. Le gouvernement s'est orienté vers une approche populationnelle en 2004, mais sans restructurer le financement entre spécialistes/généralistes et médecine de première ligne/hôpitaux. La réforme a donc donnée lieu à un brassage de structures, mais sans affecter profondément la pratique. Elle n'a jamais eu les moyens de ses ambitions.

Il y a plusieurs autres idées importantes disséminées dans le livre et qui en justifient la lecture. Par exemple, en p.188 M. Levine aborde le dossier des mégahôpitaux de Montréal et argue que la concentration du CHUM sur le seul site de St-Luc signifie que le CHUM sera le seul grand hôpital universitaire au Canada à ne disposer que d'un seul site, ce qui fera en sorte que sa très grande salle d'urgence risque d'engorger tout l'hôpital avec des patients qui ne nécessitent pas de soins de troisième ligne. Si le reste n'est pas explicité, le lecteur peut conclure lui-même que si le choix du site de St-Luc (un choix imposé par Philippe Couillard) risque fort de tuer dans l'œuf la mission universitaire du CHUM alors la disposition du McGill University Health Center (MUHC) sur plusieurs sites lui permettra au contraire d'assumer pleinement son volet universitaire. La construction de deux mégahôpitaux n'aura donc pas affectée la répartition linguistique des tâches en santé à Montréal: aux anglophones la recherche et le rayonnement et aux francophones le débit clinique. Valait-il la peine de dépenser des milliards pour faire du surplace?

Autre exemple, à partir de la page 308, M. Levine aborde les réformes mises en place par M. Barrette depuis 2014. Il démontre que la centralisation en cours revient à remettre toutes les décisions importantes entre les mains du Ministre, minant l'autonomie professionnelle des gestionnaires qui devront constamment se faire valider. Il deviendra dangereux pour eux de faire preuve d'initiative dans le cadre de leurs fonctions. Il croit aussi que les fusions mèneront à plus et non pas à moins de bureaucratie, et qu'il n'y aura pas d'économies en frais de gestion contrairement aux affirmations de M. Barrette. Qui plus est, chaque gestionnaire étant assis sur un siège éjectable, ceux-ci risquent fort de prioriser l'équilibre budgétaire de leurs institutions au détriment des services offerts. Voilà probablement le véritable but de cette réforme: mettre en place une véritable camisole de force pour contrôler les coûts du système en contrôlant l'offre de services directement au niveau du Ministère. Au chapitre 12, M. Levine conclut en répondant aux 10 questions posées en introduction. On y trouve une bonne synthèse de l'état des lieux de notre système de santé.

J'aurais envie de compléter le portrait en écrivant ce que M. Levine, en fin diplomate, n'écrit pas en toutes lettres. Soit que le résultat de la réforme de 2004 est un cafouillis. Premièrement, les spécialistes ont obtenu de gargantuesques augmentations salariales, ce qui a torpillé le nécessaire rééquilibrage vers la médecine familiale qui aurait dû être au cœur de la réforme. Un spécialiste gagnait en moyenne 100 000 \$ de plus qu'un généraliste en 2012, ce qui diminue d'autant l'attrait pour la médecine familiale. Deuxièmement, des milliards de dollars ont été engloutis pour construire des mégahôpitaux, renforçant d'autant l'hospitalocentrisme qui gangrène notre système. Or voilà maintenant que l'artisan du cafouillis de 2004 endosse une autre réforme pilotée par celui qui a réussi à arracher

au gouvernement cette augmentation de 67% du salaire des médecins spécialistes qui a contribué à faire capoter la première réforme. Nous nageons en plein vaudeville! Troisièmement, si le gouvernement a autorisé la construction de deux mégahôpitaux séparés sur une base linguistique à Montréal au coût combiné d'au moins cinq milliards de dollars, la preuve est loin d'être faite que nous ayons besoin d'un tel volume clinique de services de troisième ligne. M. Levine écrit en toutes lettres (p.343), dans ce qui constitue pour moi la statistique choc du livre, que seulement 15-18% des soins prodigués dans les hôpitaux universitaires spécialisés sont de niveau tertiaire, le reste étant composé de soins de première et deuxième ligne, soit des soins qui pourraient probablement être donnés ailleurs que dans un centre universitaire. Comment alors justifier le dédoublement des hôpitaux universitaires adultes et pédiatriques à Montréal? Ceux qui essaient de nous convaincre que le Québec est pauvre feraient bien de nous expliquer comment nous pouvons nous payer un tel luxe.

En conclusion, M. Levine nous présente un livre touffu et hétéroclite qui se situe à mi-chemin entre l'autobiographie, le manuel de gestion et l'essai critique. Un livre à lire par tous ceux qui souhaitent aller au-delà des portraits simplistes de la situation en santé présentés dans les médias. M. Levine inclut même son propre « que faire? » en 7 points à la toute fin du livre. Sept points qui constituent indubitablement un embryon de programme politique en santé. Voilà qui constituerait une véritable bouffée d'air frais: mettre le système de santé entre les mains d'un homme qui croit au système public, qui possède une longue expérience en gestion et en innovation, et, surtout, surtout, qui ne soit pas au service d'intérêts ou de corps de métiers particuliers.

Frédéric Lacroix

Travailleur de réseau de la santé

**EMMANUEL TODD**

*Qui est Charlie? Sociologie d'une crise religieuse*, Seuil, 2015, 242 pages

La thèse de l'historien et anthropologue français Emmanuel Todd dans son dernier livre, *Qui est Charlie? Sociologie d'une crise religieuse*, est pour le moins surprenante: les forces sociales et politiques en France ne sont plus contrôlées par les républicains, mais par un nouveau groupe social imprégné de valeurs inégalitaires provenant d'une certaine périphérie au sein de laquelle l'on retrouvait des partisans au régime de Vichy il y a 75 ans. Par conséquent, les manifestations pour dénoncer la tuerie au journal *Charlie Hebdo* sont nécessairement islamophobes. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails tellement la thèse est peu convaincante, voire complètement délirante. Ce compte rendu serait par ailleurs beaucoup trop lourd s'il cherchait à répertorier tous les raisonnements fallacieux et tordus qui sont exposés dans ce livre. Je me contenterai de décrire ceux qui amuseront le plus le lecteur.

Soulignons d'emblée que l'auteur a décrit son livre au journal *Le Monde* comme étant un «missile Exocet magnifiquement construit, un chef-d'œuvre de maîtrise intellectuelle avec quelques bonnes blagues dedans<sup>1</sup>». Cette suffisance affichée sans gêne y est d'ailleurs mise en exergue dès l'introduction, où l'auteur multiplie les propos moralisateurs et où il accuse à peu près tout le monde de réagir émotivement et d'être dans l'erreur. Lui sait, pas les autres. «Comment faire comprendre», répète-t-il inlassablement dans les premières pages. C'est d'ailleurs puisqu'il détendrait la vérité qu'il a entrepris d'écrire ce livre qui se veut une analyse sociologique des événements entourant l'attentat de

---

<sup>1</sup> Bacqué, Raphaëlle. « Emmanuel Todd, homme de tumulte », *Le Monde*, édition du 8 mai 2015, p. 7

*Charlie Hebdo*, et qui prétend s'en tenir autant que possible à la rigueur scientifique, qui dans son langage, signifie probablement à ses dogmes idéologiques.

En effet, malgré sa prétention, cet essai n'a absolument rien d'un ouvrage scientifique. Les méthodes de l'auteur s'apparentent nettement à celles des pseudosciences. Sans compter qu'il n'y a évidemment aucune validation de la thèse par les pairs, l'argument d'autorité, sans démonstration, revient sans cesse. Les autocitations, rappelant au passage son statut, sont souvent les seules références. Il part d'une affirmation sans fondement ou peu soutenue, y fait allusion plus tard en disant «j'ai montré que», de manière à soutenir un nouvel argument qui lui permet alors de tirer des conclusions extravagantes et sans nuances telles que «la vérité est que Charlie a réussi, au terme d'une gigantesque partie de billard sociologique, à mettre en danger les Français juifs en maltraitant les Français musulmans» (p. 220).

Une autre des méthodes privilégiées par l'auteur pour soutenir sa thèse est d'exposer une conception erronée et fallacieuse de la réalité pour la faire correspondre à son argument. La pierre angulaire de sa thèse repose par exemple sur la prétention que *Charlie Hebdo* s'en prend systématiquement à l'Islam, ce qui lui permet notamment de soutenir que ses rédacteurs sont islamophobes. Ceux qui les supportent deviennent alors suspects. Or, l'analyse des faits montre que l'Islam n'a fait l'objet que de 1,3% des couvertures du magazine, soit quatre fois moins que la religion chrétienne<sup>2</sup>. On est donc très loin d'une obsession.

---

2 Mignot, Jean-François et Goffette, Céline. « Non, Charlie Hebdo n'est pas obsédé par l'islam », *Le Monde*, édition du 24 février 2015.

Pour se donner une apparence de scientificité, Todd multiplie également les corrélations et les superpositions de cartes. Confronté à des chiffres qu'il ne comprend pas, le lecteur moyen sera ainsi probablement plus crédule, pense-t-il probablement. Le problème est que Todd fait une erreur de néophyte en statistique en supposant des relations causales sans nuances là où il pourrait n'y avoir qu'une relation statistique qui ne veut rien dire. Il croise, par exemple, les estimations du nombre de manifestants par agglomération, qu'il redessine à sa guise et pour lesquelles il avoue lui-même des surestimations aléatoires, avec la composition socioéconomique des agglomérations, pour arriver à la conclusion que les manifestants sont des cadres et des catholiques zombies, expression qu'il utilise pour parler de la population issue de la désagrégation finale de l'Église dans ses bastions traditionnels et qui est menée par une essence inégalitaire. De plus, parce qu'il pense que les descendants d'immigrés des banlieues étaient absents des manifestations (on ne sait d'où il tient cette information), il en conclut que la République qu'il s'agissait de défendre n'était pas celle de tous les citoyens, comme si l'absence fantasmée de ces gens aux manifestations s'expliquait par leur exclusion par les personnes y participant. Les catholiques zombies sont de surcroît issus des régions périphériques ayant fourni au régime de Vichy les plus gros bataillons. La conclusion d'une telle démonstration est évidente à ses yeux: «des millions de Français se sont précipités dans les rues pour définir comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles». Ces manifestants seraient également antisémites, car l'accent de la manifestation était mis sur la tuerie au magazine et non sur les victimes juives.

L'auteur insiste beaucoup sur le fait que l'Islam soit une religion minoritaire et appartienne à un groupe défavorisé, ce qui, pour on ne sait quelle raison, limiterait le droit au

blasphème. L'islamophobie, terme répété sans cesse dans le livre sans jamais être défini, semble avoir une portée très large pour Todd, incluant non seulement tous les non-musulmans qui blasphèment, mais également ceux qui défendent le droit au blasphème. Ainsi, selon lui, blasphémer sur Mahomet devrait être qualifié d'incitation à la haine religieuse, ethnique ou raciale, surtout lorsque les pratiquants sont en minorité ou faible, car «le droit au blasphème sur sa religion ne [doit] pas être confondu avec le droit au blasphème sur la religion d'autrui» (p. 15). Cette conception de la liberté d'expression est pour le moins étrange et laisse le soin aux extrémistes de décider pour l'ensemble de la société ce qui doit ou non être interdit. Cette idée est d'autant plus douteuse que l'Islam est en voie de devenir la religion comptant le plus d'adeptes sur la planète et bénéficie d'un très bon système de financement, sans compter que les fatwas ont généralement une portée internationale. D'ailleurs, là où il est majoritaire, le blasphème est souvent également interdit, ce qui réduirait à peu près à néant les endroits où il serait possible de critiquer cette religion sans craindre les foudres de la «justice».

Selon Todd, l'islamophobie serait partout et prendrait des proportions à ce point inquiétantes qu'il croit pertinent de multiplier les allusions à l'Allemagne nazie. D'ailleurs, lorsqu'il relate le débat en Allemagne visant à limiter ou interdire les mutilations génitales non médicales, il prend soin de souligner qu'il est «stupéfiant que l'Allemagne s'autorise, moins de soixante-dix ans après avoir exterminé un million d'enfants juifs, à se poser en juge de l'intégrité physique d'autres enfants juifs sur son territoire, avec une totale bonne conscience» (p. 133). Et évidemment, selon lui, tous les partisans de ces interdictions sont islamophobes et antisémites.

Todd consacre également un chapitre aux Français musulmans, qu'il ne faudrait toutefois pas appeler ainsi, car «coller sur cette diversité humaine l'étiquette "musulman" est, tout simplement, un acte raciste» (p.186), soutenant son propos encore une fois par quelques références aux Juifs durant l'époque nazie. Il évacue ainsi du revers de la main le fait que l'Islam est une religion dont les pratiquants se définissent eux-mêmes ainsi et ont quelques références communes, même s'ils sont de classes sociales différentes et même s'ils divergent dans leurs interprétations et leurs pratiques. Si l'on se fie à sa logique, il serait raciste de poser l'étiquette de «communiste» aux gens qui se définissent eux-mêmes de cette façon, car ce groupe est probablement aussi hétérogène que celui des musulmans.

L'auteur ne croit pas qu'il y ait en France des problèmes d'intégration des populations d'origine musulmane. L'assimilation suit son cours et les seuls obstacles seraient d'ordre économique. Les jeunes musulmans qui partent faire le djihad en Syrie et les jeunes qui émigrent en Grande-Bretagne ou aux États-Unis pour travailler sont selon lui comparables, ayant un malaise similaire à l'origine de leur départ. Il pense également retrouver ce malaise en Écosse, où les jeunes ont voté dans des proportions beaucoup plus fortes que les plus âgés pour l'indépendance, ce qui lui permet d'affirmer que «[p]our qui connaît l'histoire du Royaume-Uni, cette menace de dissolution endogène, par aliénation de la jeunesse, est tout aussi impressionnante, quoique moins violente, que le djihadisme de nos banlieues» (p. 206).

En fait, selon lui «l'échec de l'assimilation [...] est toujours le fait de la société d'accueil, jamais du groupe immigré: si le refus de s'assimiler est invraisemblable, le rejet par la population d'accueil est toujours possible» (p. 144). D'ailleurs, le haut taux d'emprisonnement des jeunes des banlieues s'ex-

pliquerait par le fait que leur culture d'origine ait été pulvérisée, donc ils ne sont plus vraiment arabes ou musulmans. Cette culture serait disparue, car les enfants qui sont allés au collège, au lycée ou à l'université sont beaucoup plus scolarisés que leurs parents analphabètes, ce qui aurait désintégré l'autorité du père. Davantage de religion les aurait donc protégés. Cette analyse est d'autant plus douteuse qu'il y a fort à parier que les criminels ne sont certainement pas parmi les plus éduqués.

Selon l'auteur, le déclin de la religion s'accompagne d'une montée de la xénophobie et appuie cette affirmation en relatant que l'Allemagne nazie fut précédée par un déclin de la religion protestante. Le lecteur Québécois sera à cet effet amusé d'apprendre «la transition vers la laïcité a engendré une poussée terroriste au Canada» (p. 34), car la population a enfin pu libérer son «tempérament inégalitaire ancré dans [s] es structures familiales» qui était auparavant retenu par les valeurs universelles du catholicisme.

En somme, Emmanuel Todd se voit visiblement comme un intellectuel de premier plan dont les paroles sont dignes d'un prophète. Cependant, il oublie de prendre en compte un détail important à son analyse: la réalité. De fait, il semble bien plus chercher à harmoniser son idéologie à son environnement proche de manière à maintenir son système de croyances.

Guillaume Marois  
Démographe

**DANIC PARENTEAU**

*L'indépendance par la République*, Montréal, Fides, 2015, 204 pages

Le mouvement souverainiste piétine, voire régresse. Pire, selon Danic Parenteau, «la conjoncture historique générale ayant rendu possible l'articulation de l'option indépendantiste au jeu politique québécois semble être en voie de disparaître». Si durant les années 60 et 70 «[t]ous les Québécois comprenaient à peu près ce qu'il en ressortait de l'idée de faire du Québec un pays», où l'indépendance pouvait apparaître comme l'aboutissement naturel de la Révolution tranquille, Parenteau suggère qu'il en serait autrement aujourd'hui. Ainsi, pour voir renaître le projet, il faudrait le réarticulé sur de nouvelles bases. Dans *L'indépendance par la République*, Parenteau ouvre courageusement son jeu; il propose d'«inscrire le projet indépendantiste dans un paradigme renouvelé», et il l'expose.

L'auteur énumère trois difficultés qui mineraient présentement la progression du mouvement souverainiste. Premièrement, la «grande alliance stratégique» entre progressistes et nationalistes, celle qui a permis à l'idée d'indépendance de prendre son envol dans les années 60 et 70, et de nous mener aux portes du pays en 1995, se serait effritée. Deuxièmement, les souverainistes auraient été incapables d'articuler une critique cohérente du régime canadien. Ainsi, dénoncer selon les circonstances les politiques fédérales appliquées au Québec ne serait pas suffisant. Selon Parenteau, pour convaincre, «le projet indépendantiste doit démontrer clairement l'incapacité du régime canadien à favoriser le développement et l'épanouissement du peuple québécois, et à traduire adéquatement ses ambitions collectives». Troisièmement, le mouvement souverainiste serait coincé dans la stratégie du «tout-référendum», une stratégie contre-productive.

Parenteau insiste: s'il veut renaître, le mouvement souverainiste doit refonder cette «grande alliance stratégique», et non en fonder une nouvelle entre «nationalistes indépendantistes» et «nationalistes autonomistes». Selon lui, croire en cette dernière alliance, «c'est succomber à une lecture "électorale" ou "tacticienne" du jeu politique. [...] Pareille alliance entre le Parti québécois et la Coalition avenir Québec, par exemple, déboucherait très certainement sur des gains électoraux, mais ceux-ci se feraient assurément au prix d'une dilution du projet indépendantiste». Résultat: chercher une alliance entre «nationalistes indépendantistes» et «nationalistes autonomistes» «équivalait à consentir à l'assujettissement politique du peuple québécois au présent régime politique canadien».

Bref, pour renaître, le mouvement souverainiste doit parvenir à surmonter ces trois difficultés. Voilà l'hypothèse de l'auteur. Comment y arriver? Dans *Précis républicain à l'usage des Québécois*, son essai précédent, Parenteau concluait qu'il existe une pratique républicaine bien ancrée au Québec. Selon lui, entre républicanisme et libéralisme anglo-saxon, les Québécois pencheraient en faveur de la première tradition politique. Ils auraient une vision laïque de la société, rattacheraient des exigences élevées à la citoyenneté, croiraient au rôle de l'État dans la promotion de l'identité nationale et défendraient la primauté de la souveraineté populaire. Après avoir revisité ces idées dans *L'indépendance par la République*, Parenteau conclut que «la voie la plus sûre pour conduire le peuple québécois à l'indépendance est celle républicaine».

Selon l'auteur, cette voie permettrait de surmonter les deux premières difficultés. La «grande alliance stratégique» entre progressistes et nationalistes pourrait se refonder autour de la notion d'«intérêt général», centrale dans le républicanisme. D'un côté, celle-ci comprendrait l'idée de bien commun, à l'intérieur de laquelle se retrouve la question sociale

chère aux progressistes. De l'autre, elle comprendrait l'idée d'intérêt national, composée elle-même de la question identitaire chère aux nationalistes. Quant à la critique du régime canadien, la voie républicaine lui assurerait une place au cœur de l'argumentaire souverainiste. La concentration du pouvoir entre les mains du chef du gouvernement, la primauté des libertés individuelles, les vestiges monarchiques de notre système, dont le poste de lieutenant-gouverneur, toutes des notions centrales au régime politique canadien et compatibles avec le libéralisme anglo-saxon, violeraient par définition les valeurs républicaines.

Le piège du «tout-référendum», la troisième difficulté, pourrait pour sa part être surmontée grâce au principe républicain de souveraineté populaire, qui devrait, selon Parenteau, s'incarner dans une démarche constituante. Autrement dit, mettre le peuple au centre du projet indépendantiste c'est lui permettre d'articuler l'État du Québec à travers la rédaction de sa constitution. Pour y arriver, l'auteur propose la convocation d'une «assemblée constituante populaire» «composée de citoyens venant de tous les horizons et reflét[ant] la composition du peuple québécois dans sa diversité». La proposition a évidemment l'avantage de rompre avec l'attentisme auquel nous avons habitué la stratégie du «tout-référendum» et de remettre le débat sur la constitution à l'ordre du jour. Parenteau croit que les Québécois sont mûrs pour une telle réflexion collective, eux qui ont démontré un intérêt «à débattre publiquement d'enjeux politiques fondamentaux, telle la pratique d'accommodements raisonnables en matière de vie en société, placée sous le signe de la diversité culturelle et religieuse, l'accès à l'université, l'exploitation des ressources naturelles et les “valeurs québécoises”».

De toute évidence, Parenteau relève brillamment le défi qu'il s'était imposé. Si elle était mise en application, la voie républi-

caine, inscrite dans une démarche constituante, *réarticulerait* manifestement le projet d'indépendance. Si le mouvement souverainiste peut renaître à court ou moyen terme, si le projet d'indépendance peut reprendre la place qu'il a occupée dans le jeu politique durant les dernières décennies sans qu'il ne condamne ses prometteurs aux banquettes de l'opposition, traçant ainsi une voie vers le pouvoir pour les libéraux québécois, Parenteau réussit un tour de force : traduire des concepts théoriques abstraits dans une action politique concrète.

On pourrait toutefois reprocher à Parenteau de ne pas être allé là où il n'avait pas l'attention d'aller. On aurait pu par exemple exiger davantage de détails sur sa proposition de démarche constituante. L'«assemblée constituante populaire» à laquelle il nous convie aurait également pu être enrichie d'exemples de démarches appliquées ailleurs dans le monde, avec une mise en contexte de leurs conséquences politiques. Enfin, au-delà de sa contribution indéniable à la réflexion sur les moyens de relancer l'option souverainiste, on pourrait exiger que les risques que comporte une telle démarche soient davantage soupesés.

Puisque cette nouvelle constitution républicaine élaborée et adoptée par le peuple «se heurterait inévitablement à l'ordre politique canadien» et qu'elle «remett[rait] en cause l'ordre constitutionnel canadien», selon les mots utilisés par Parenteau dans *Précis républicain à l'usage des Québécois*, pouvons-nous pour autant conclure qu'elle déboucherait naturellement sur l'indépendance du Québec ? Une Constitution sert notamment à encadrer le fonctionnement des institutions politiques d'une nation. Les droits constitutionnels servent à imposer des limites à la souveraineté de l'État au nom de valeurs jugées plus importantes. Notre culture juridique veut que l'arbitrage de ces droits soit confié aux tribunaux. Peu importe la formule retenue, par les citoyens

constituants, de la création d'une nouvelle cour constitutionnelle relevant de Québec à la déjudiciarisation des litiges constitutionnels pour remettre leur sort entre les mains des élus du peuple, tout débat constitutionnel aboutirait éventuellement devant les tribunaux relevant de l'État fédéral, soit la Cour supérieure du Québec, qui possède un droit de surveillance et de réforme en vertu de la Constitution canadienne, et ultimement la Cour suprême du Canada. Tout litige portant sur l'incompatibilité alléguée entre la nouvelle constitution québécoise et la constitution canadienne rejoindrait un jour ou l'autre ces tribunaux.

Il ne faut pas sous-estimer l'habileté du pouvoir judiciaire. L'exemple de la loi 101 est ici patent. Devant l'incompatibilité alléguée entre cette loi et la Constitution canadienne, les tribunaux n'ont pas déclaré son inconstitutionnalité d'un seul trait de plume, de façon à soulever irrémédiablement l'ire de la population québécoise. L'entreprise a été beaucoup mieux orchestrée. Déclarant invalide d'abord un seul chapitre de la loi, ou quelques articles seulement, proposant ensuite un nouveau compromis, interprétant restrictivement un autre article pour préserver sa validité, cela sur plus de trente-cinq ans, la Cour suprême du Canada a su permettre aux promoteurs de l'ordre canadien d'affirmer que l'essentiel était toujours sauvegardé. Dans le cas d'une nouvelle constitution, les risques pour le Québec sont décuplés. Si les droits constitutionnels servent à imposer des limites à la souveraineté de l'État au nom de valeurs jugées plus importantes, on pourrait bien donner de nouvelles armes au pouvoir judiciaire, lui permettant d'imposer de nouvelles limites à la souveraineté de l'État québécois dans les compétences qu'il détient actuellement. Comme si la *Loi constitutionnelle de 1982* n'était pas suffisante. Il n'existe aucune garantie que cette nouvelle constitution serait interprétée par les tribunaux dans le sens de l'intention des membres

de l'assemblée constituante auparavant convoquée, même si nous présumons que toutes les valeurs républicaines y seraient consignées. Il faut garder à l'esprit l'histoire de la loi 101. Les risques que l'État québécois soit encore davantage affaibli par une démarche constituante sont bien réels. Plutôt que d'être un tremplin vers notre liberté collective, le projet pourrait se retourner contre ses visées initiales et constituer un nouveau handicap. Il faudra y réfléchir.

Le mot de la fin appartient à Michael Mandel, professeur de droit à l'Université York, à Toronto. Celui-ci illustre l'énorme pouvoir des tribunaux en comparant leur travail à l'œuvre d'un superhéros (Boréal, 1996). Il relate la scène d'un film de Superman où le héros, arrivant trop tard pour sauver Lois Lane d'une mort certaine, inverse le sens de la rotation de la Terre, remonte dans le temps, et parvient à intervenir pour éviter le pire. Le spectateur se sentirait alors trahi: avoir su que Superman avait un tel pouvoir, à quoi bon angoisser devant l'image d'un autobus tombant d'un pont et basculant dans le vide? Or, étrangement, alors que le spectateur s'attend à ce que même les superhéros aient des limites et qu'ils ne puissent pas tout faire, la Cour suprême du Canada, elle, ne s'empêtrait pas dans de telles considérations. Ce qui lui permet tout à la fois de déclarer inconstitutionnelles toutes les lois adoptées par le Manitoba depuis 1890 pour violation de l'obligation de bilinguisme, de maintenir leur validité temporairement au nom de la primauté du droit, et de reporter cette validité temporaire plus d'une décennie plus tard en invoquant la « nécessité », malgré le non-respect persistant de l'obligation de bilinguisme. C'est dire, selon Mandel, « à quel point les documents constitutionnels sont peu contraignants pour ceux qui les "interprètent" ».

Éric Poirier

Avocat et doctorant en droit à l'Université de Sherbrooke

**YVON RIVARD**

*Exercices d'amitié*, Leméac, 2015, 278 pages

Yvon Rivard, essayiste et romancier, a hissé l'amitié au rang de vertu cardinale. C'est à cette vertu qu'il a consacré un essai dans lequel il fait un retour sur des amitiés, passées mais non pas disparues, et sur d'autres, actuelles celles-là, qui lui rappellent les premières et les ressuscitent en quelque sorte.

L'écrivain se penche alors sur son passé et ramène à la surface des choses ces richesses accumulées au contact d'hommes et de femmes avec lesquels il a partagé bonheurs, discussions, débats, plaisir de vivre, interrogations. « Alors, pour ne pas être seul avec ces âmes qui vous intimident un peu, pour vous protéger contre tant de lumière et de silence, vous vous tournez vers les vivants » (p. 8), vous souvenant que vous avez des amis que vous ne voyez presque plus, que vous ne lisez plus. Surgit alors la crainte de les perdre.

Ces *Exercices d'amitié*, constitués de courts essais, certains inédits, d'autres déjà publiés, ont comme fil conducteur cet insondable trésor que sont les liens qui s'établissent entre des êtres que, parfois, tout semble réunir alors qu'il arrive qu'à première vue, tout semble les séparer. Dans les pages d'« Une longue conversation », Rivard évoque les relations épistolaires entre Pierre Vadeboncoeur et Paul-Émile Roy, en l'occurrence trois mille pages échangées sur une période de vingt ans. (Il a d'ailleurs réuni quelque mille de ces pages dans deux volumes publiés chez Leméac en 2011 et 2013.) « Comment expliquer une telle amitié, une telle correspondance », se demande Rivard ?

Par la nécessité de l'une et de l'autre, répond-il. Ce qui a réuni les deux amis, c'est d'abord le plaisir de se reconnaître dans l'autre, de partager une même culture, les mêmes objets d'admiration et d'indignation, mais ce qui les soude, c'est qu'ils

attendent de l'autre quelque chose qui leur manque ou qu'ils n'arrivent pas à tenir seuls, qu'ils vont mettre des années à découvrir et à accepter (p. 55).

Pour ajouter à cette relation pour le moins énigmatique entre Roy et Vadeboncoeur, il faut préciser que sur la longueur de leurs échanges, ils ne se sont rencontrés qu'à trois ou quatre reprises. Comme quoi la présence physique peut ne pas être une exigence à une amitié fondée sur quelque chose de différent.

Parce que je partage avec Yvon Rivard le privilège d'avoir entretenu avec Vadeboncoeur une amitié de quarante ans, j'y reviendrai plus loin.

### **Au-dessus des contraires**

Dans une «Lettre à Sancho» (François Ricard), Rivard évoque le destin d'une amitié avec son collègue d'enseignement, une amitié qui s'est étiolée avec le temps. De «fusionnelle», «[...] notre moi était pour ainsi dire encore enveloppé et protégé par le moi de l'autre» (p. 86), cette amitié s'est lentement transformée, ce qui, admet-il, «a été pour moi une véritable expérience de mort et de naissance». Don Quichotte et Sancho se sont éloignés. «Beaucoup d'amitiés (et d'amours) se terminent là, ne survivent pas au passage d'une phase à l'autre». Mais l'auteur s'obstine avec lui-même: «Nous nous sommes si bien perdus de vue que nous sommes venus à ne plus voir que le monde qui surgit entre nous des pôles contraires dont nous avons la garde, à voir que la distance qui nous sépare est aussi le chemin qui nous relie, que l'existence de l'autre à l'autre bout du chemin nous libère de nous-mêmes» (p. 87). Encore une fois, c'est Vadeboncoeur à qui l'auteur fait appel pour éclairer ce qui pourrait être une espèce de nœud gordien. C'est une «amitié dialectique» qui a uni le grand écrivain et Ricard,

«deux êtres qui savent, chacun pour soi, que l'autre vit dans un monde qui n'est pas le sien et qui acceptent qu'il en soit ainsi» (p. 86). À la fin de sa lettre à Sancho, l'auteur se demande si c'est l'âge, la mort qui s'en vient, la peur de se retrouver seul «qui nous réunit désormais au-dessus de ce qui nous sépare» (p. 88).

M'informant auprès de Rivard de l'état des relations de Ricard avec Vadeboncoeur avant le départ de ce dernier, Rivard me répondit: «Comme tu sais, Pierre et lui ont été très près et même s'ils étaient éloignés sur plusieurs aspects, pendant les dernières années (voir le texte de François sur Pierre dans *Moeurs de province*), le lien entre eux n'a jamais été rompu.» Ce qui confirme qu'il existe cette chose «au-dessus de ce qui nous sépare». Vadeboncoeur ne prétend rien d'autre quand il écrit à Paul-Émile Roy, qu'il «n'y a aucun désaccord entre nous, sinon la distance qui s'établit entre les pensées» (p. 87).

Cette idée de la «culture des contraires», on la retrouve quand Rivard rapporte le mot d'un ami, selon qui il leur faut «apprendre l'un et l'autre à vivre en désaccord» pour sauver leur amitié (p. 139). Quand il parle de Jacques Ferron, il le met en lien avec Pierre Vadeboncoeur. «Admirateur d'Aquin et "ennemi" de Saint-Denys Garneau, Ferron était aussi l'ami de Vadeboncoeur qui aimait le second et ignorait le premier, comme quoi la culture de l'amitié est indissociable de la culture des contraires» (p. 141).

Le professeur de littérature qu'a été Yvon Rivard est présent dans chacune des pages de cet essai. C'est ainsi que sont évoqués Jean-Pierre Issenhuth, Gabrielle Roy, Miron, Robert Lalonde, Jacques Pelletier, Bernard Émond, François Ricard, Monique Proulx, Sarah Rocheville, Jean Bédard, Gilles McMillan, Suzanne Robert, Louis Gauthier, qui sont

d'ici, alors que d'ailleurs apparaissent les Paul Valéry, Rilke, Kafka, Simone Weil, Hopkins. Et surtout Virginia Woolf, Peter Handke et Hermann Broch, que Rivard tient en très haute estime.

On s'émeut devant l'admiration que porte Issenhuth à Hopkins, ce qui amène Rivard à écrire: «Je vais donc vous parler d'Issenhuth en vous parlant de Hopkins, qu'il a traduit et commenté, et avec lequel il avait tant d'affinités.» Ce Hopkins, prêtre anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, avait, comme Issenhuth, et aussi comme Rivard (voir *Figures de compassion*, essai publié en 2014), «pris parti pour les pauvres» (p. 29). Pour comprendre Issenhuth, selon Rivard, la clé serait la bonté. «La bonté est ce qui unit, ce qui fait circuler entre les êtres et les choses ce qu'ils ont en commun et leur permet de survivre à tout ce qui les sépare, à toutes les contradictions, y compris celle de la vie et de la mort» (p. 219).

On se souvient des rencontres entre Pierre Vadeboncoeur et Bernard Émond qui éprouvaient l'un pour l'autre une grande admiration et dont Rivard fait largement état dans le texte «Le proche et le lointain». Il pose la question de la foi, dont l'absence évacuerait le sens. Il cite Émond, qui répond «qu'on peut trouver des raisons de vivre dans des valeurs humaines». Le cinéaste et écrivain place au-dessus de toutes ces valeurs «qu'il faut servir». Rivard souligne que Vadeboncoeur trouve cette réponse «agnostique, humaniste, raisonnable» un peu courte. Il écrit à son ami que «la foi pointe vers l'infini, vers ce qui nous dépasse absolument. L'être, Dieu peut-être, selon le nom consacré. Il y a de l'amour dans le geste de se tourner vers ce que j'appelle l'infini. Et un appel. Cela relève de l'ordre de la grâce» (p. 268). Ce Vadeboncoeur qui disait aussi «avoir la foi sans être croyant».

On se sent concerné par les pages de «Le laissez-passer québécois», dans lesquelles Rivard souligne n'avoir pas tout perdu lors du référendum «puisque j'ai réussi à ne pas perdre mes amis qui ont voté non» (p. 133). À ses yeux, le projet de Charte ne devrait pas être non plus une grande épreuve pour l'amitié, «car même si je me suis instinctivement opposé à toute une partie de cette Charte, je comprends très bien ceux qui l'appuient, mouvement de sympathie dont ne bénéficiaient guère mes ennemis fédéralistes» (p. 133).

Encore une fois, au-dessus des contraires, l'amitié.

### **Fragments d'éternité**

C'est quand elle se nourrit de sa relation avec Pierre Vadeboncoeur que l'émotion de l'auteur s'expose le plus clairement.

J'ai essayé de descendre au fond du sentiment qui me relie à lui, de me tenir à cette émotion pure de toute image, mais j'en étais incapable. C'était comme si je voulais trop la retrouver que j'étais enfermé dans mon propre désir de le voir. Les souvenirs me revenaient, nourris des souvenirs de ceux qui l'ont aimé, et tous ces souvenirs allaient dans la même direction, faisaient apparaître la figure de quelqu'un qui se souciait vraiment des autres (p. 23).

Ou encore :

Depuis qu'il a cessé d'exister, j'essaie de trouver la meilleure façon de penser à lui, une nouvelle façon d'être avec lui. Depuis quelques jours la question qui m'occupe est : comment faire apparaître l'absent (p. 20) ?

C'est certainement dans les nombreuses pages qu'il consacre à l'amitié qui les liaient l'un à l'autre que Rivard va au plus profond dans ce qu'il y a d'insondable dans ce sentiment auquel cet essai est consacré. Et certaines de ces pages sont venues remuer chez moi les souvenirs toujours vivaces qui ont jalonné ces décennies où il m'a fait l'honneur de me donner son amitié.

Après la mort de Vadeboncoeur, son fils Alain, sa compagne Marie et Yvon Rivard ont réuni sous le titre *Fragments d'éternité* ses dernières méditations. « Si nous avons choisi pour titre *Fragments d'éternité*, c'est qu'il nous a semblé que le dernier texte écrit par l'auteur méritait pour ainsi dire d'avoir le dernier mot et qu'il exprimait le sens même de ces méditations » (p. 26), écrit Rivard.

Or il se trouve que j'ai devant moi ce manuscrit du dernier texte de Pierre Vadeboncoeur. Quelques semaines avant sa mort, j'ai reçu en janvier 2010 une enveloppe sur laquelle j'ai tout de suite reconnu son écriture. Le manuscrit porte le titre *Fragments d'éternité*. Il est indiqué qu'il s'agit de la Forme 7. Vadeboncoeur pratiquait allègrement l'autodérision. Il me parlait depuis un certain temps, au téléphone, de ce qu'il qualifiait de torchon sur lequel il disait peiner. Dans une note à l'encre rouge, en haut à droite du manuscrit, il avait écrit: « Voici le torchon. *With my best wishes!* » Il ajoutait ce mot « et je l'agrémente d'une horreur. *That's all!* » Il s'agissait de la reproduction d'un collage où il se représentait sous la figure d'un clown...

Les innombrables ratures de ce manuscrit témoignent de la manière dont se formait sa pensée, comme il l'a confié à Rivard. « Quand je lui demandais ce qu'il était en train d'écrire, sa réponse était toujours une variante de “je ne sais pas vraiment où je vais, mais j'y vais” (p. 17) ».

### **Les vieux amis qui reviennent**

Dans le court chapitre intitulé « Mes amis revenus », Yvon Rivard s'émerveille devant les miracles que produisent les amitiés.

Mes vieux amis commencent à partir un peu, mais voici qu'ils me reviennent par d'autres chemins, grâce à mes jeunes amis qui passent tout naturellement de Nietzsche à Vadeboncoeur,

de Brault à Beckett, de Pessoa à Issenhuth, je les retrouve dans tous mes amis plus ou moins jeunes, dont « la soif d'une vie en vérité » est tellement grande que je n'ai plus le temps de vieillir, que je ne vois plus la mort approcher, tout occupé que je suis à suivre le cours du monde, que leur amitié me donne à lire comme une fable aussi simple que mystérieuse, qu'il faut réécrire sans cesse pour ne pas qu'elle finisse, pour ne pas laisser la terreur de la fin occulter le miracle du recommencement (p. 51).

Nulle part ailleurs que dans ces lignes le titre du dernier essai d'Yvon Rivard, *Exercices d'amitié*, prend-il tout son sens.

Michel Rioux

### **FRANCINE PELLETIER**

*Second début*, Montréal, Atelier 10, 2015, 81 pages

Les *baby-boomers* forment une génération singulière. Individuellement, ils fascinent; ligués, ils terrorisent. Après avoir hérité de sociétés somme toute robustes, ils s'apprêtent à laisser derrière eux un champ de ruines. Contrairement à leurs ancêtres qui s'autodétruisaient d'une manière traditionnelle, en guerroyant, en massacrant, les *boomers* ont plutôt opté pour l'inoculation lente et méthodique du virus de la haine de soi. Paradoxalement, l'opération s'est soldée par un immense désarroi collectif qui n'a d'équivalent qu'un vertigineux narcissisme individuel. Ce constat ne surprendra personne. C'était le but recherché: extirper les individus de leurs racines pour mieux les offrir en pâture au capitalisme mondialisé. Ces allégations se fondent sur l'étude de thèmes qui sont chers aux *boomers* et dont l'usage est trop fréquent pour être fortuit. L'essai de Francine Pelletier en fournit une énième illustration.

Typique de sa génération qui se voue à elle-même un véritable culte – n’use-t-elle pas de l’expression «Grande Noirceur» pour se croire lumineuse? –, madame Pelletier s’intéresse à l’histoire pourvu qu’elle en fasse partie. À l’en croire, l’histoire du féminisme commence en 1979 à Saint-Hyppolite alors que quelques dames bien intentionnées fondent le magazine *La Vie en rose*. Elle règle le cas de ses aînées en une petite phrase qui embarrasserait même le dernier des misogynes: «Contrairement à la génération précédente, nous avons pu étudier, rêver à autre chose qu’à prendre le nom d’un homme» (p. 15). C’est aussi connu, pourvu qu’ils puissent garder leurs pantoufles et leurs acquis, les *boomers* vénèrent le moindre soubresaut révolutionnaire, tel qu’attesté d’ailleurs par l’auteure qui avoue candidement que, pour travailler à la revue, elle a dû être «dédommagée par l’assurance-chômage, qui subventionne massivement les idées révolutionnaires» (p. 13-14). Indissociable de leur caste, l’auteure et ses consœurs voulaient jouir sans entrave du moment présent et ce n’était pas les considérations bassement matérielles qui allaient les en empêcher: «Nous avons toujours eu le don de vivre au-dessus de nos moyens», mais elles doivent se rendre à l’évidence que «pour la première fois en sept ans, ça ne faisait plus rigoler personne» (p. 24). En 1987, la revue disparaît dans l’indifférence générale.

La longue expérience du journalisme de Francine Pelletier est confirmée par une solide culture générale de même qu’une plume alerte et soignée. L’érudition et l’élégance ne suffisent cependant pas à dissimuler l’absence d’audace, l’amalgame et la confusion. En un mot, un esprit repu d’idéologies ne saurait masquer la disette des idées. Dans cet essai, le fondamental côtoie l’insignifiant, les événements et les individus sont traités sans distinction et le simple fait divers devient une tendance lourde.

Par exemple, peut-on vraiment comparer la tragédie de *Charlie Hebdo* et celle de Polytechnique? Existe-t-il un lien entre le terrorisme islamique et l'acte isolé d'un assassin misogyne? Peut-être. Mais la démonstration de madame Pelletier ne convainc pas. Une intuition dénuée d'arguments reste une intuition.

Le chapitre 2 est à ce point confus que sa lecture donne le tournis. L'auteure se hasarde à établir que la décennie 1980 aurait été, pour le féminisme, celle de tous les reculs dont les causes auraient été celles-ci: «Plus encore que ne l'avaient fait Reagan, Thatcher et la récession mis ensemble, le drame [de Polytechnique] a rendu indélébile notre impression de changement d'époque» (p. 28). Qu'ont bien pu faire Reagan et Thatcher pour se mériter pareil opprobre et en quoi la récession et Polytechnique auraient fait reculer le féminisme? On ne le sait trop. C'est comme si cette nomenclature constituait en elle-même des arguments. Les conséquences de ces reculs sont nombreuses. La première est que les femmes «sont très souvent absentes des postes de pouvoir» (p. 31). Que dire alors de l'influence d'une Fabienne Larouche, d'une Sophie Brochu, d'une Monique Leroux? Mais la conséquence la plus grave est «la violence sexuelle et conjugale» (p. 32) qui s'expliquerait par ce phénomène: «plus elles [les femmes] sont tentées de vouloir sortir de leurs ornières, plus elles risquent d'être violentées» (p. 33). Pour illustrer cette violence, l'auteure nous trimbale du harcèlement au travail, à l'industrie de la porno, au terrible viol d'une jeune Indienne, au Facebook d'étudiants en dentisterie de l'Université Dalhousie jusqu'à l'énumération de quelques cas célèbres: «O.J. Simpson, Guy Turcotte, Oscar Pistorius Ray Rice, Dominique Strauss-Kahn» (p. 34). Et madame Pelletier de conclure ainsi: «Il a fallu l'affaire Ghomeshi, à l'automne 2014, pour nous faire comprendre l'étendue du désastre» (p. 37).

Est-ce que le féminisme a réellement reculé ou est-ce plutôt une certaine conception que l'auteur s'en faisait? Si tant est que ces reculs soient réels, est-ce que cela veut dire que la condition des femmes a aussi reculé? À partir de ces événements, malheureux certes, peut-on généraliser? On ne le sait trop, abasourdis que nous sommes devant une démonstration aussi hétéroclite. S'il est exact d'affirmer que plusieurs femmes ont vécu des expériences dramatiques et traumatisantes et que les pouvoirs publics ne sont souvent pas à la hauteur des défis, il demeure que les crimes graves que sont le harcèlement, la violence et le viol auraient mérité un traitement plus rigoureux.

Le chapitre 4 a pour sujet le débat portant sur la Charte des valeurs québécoises. Passons sous silence la comparaison grossière entre Israël et le Québec qui ne sert en fait qu'à souligner que «le problème devient, ici comme en Israël, les "autres"» (p. 66). En revanche, elle a raison de se méfier de l'instrumentalisation politique de l'égalité homme-femme ainsi que d'insister sur la difficulté d'établir une hiérarchie dans les droits individuels. Malgré ces difficultés, madame Pelletier tranche dans le vif: «Et si le véritable enjeu, ici, n'était ni la laïcité, ni l'égalité des sexes, mais plutôt la diversité?» (p. 70) Encore ici, elle n'a pas jugé pertinent d'étayer son analyse. Elle a été à ce point ulcérée par les prises de position de certaines féministes qu'elle a même pensé à «remettre en question mon engagement» (p. 66). Ce chapitre ne sert en réalité qu'à pourfendre ceux qui ne pensent pas comme elle et qui inspireraient «un virage conservateur identitaire» (p. 72), allant même jusqu'à dire que ses promoteurs auraient «une érudition et une capacité d'analyse que nous n'avons pas vues depuis Lionel Groulx» (p. 72). Faut-il le dire, venant d'elle, cette affiliation n'est pas un compliment. Pourtant, quelques pages auparavant, Francine Pelletier avouait se méfier d'un certain féminisme parce qu'il avait «une propension à voir les choses en noir et

blanc, avec les bons – toujours les mêmes – d'un côté et les méchants de l'autre» (p. 54). Une autre promesse oubliée...

Le chapitre 3 de l'essai, «Les années du décolleté» qui aurait pu s'intituler «Malaise dans la civilisation», vaut à lui seul le détour. Madame Pelletier fait état des difficultés pour la femme moderne de concilier tous les aspects de sa personnalité. (Étrangement, elle est peu loquace au sujet de la maternité.) L'exemple qu'elle donne pour les illustrer est bien choisi: l'écrivaine Nelly Arcand. À son propos, elle écrit que: «Sa tête dénonçait la marchandisation du corps des femmes, alors que son corps en faisait la promotion» (p. 46). La source de ces difficultés viendrait du fait que «C'est un paradoxe du féminisme que d'avoir valorisé le règne du féminin, d'avoir appris aux femmes à se reconnaître dans d'autres femmes, à aimer leur identité féminine, sans nécessairement s'aimer elles-mêmes» (p. 52). S'appuyant sur le succès de *Fifty Shades of Grey*, Mme Pelletier se demande: «Se pourrait-il [...] que beaucoup de femmes, par ailleurs instruites et allumées, n'aient simplement pas envie d'avoir les mêmes responsabilités que les hommes?» (p. 55) Elle va aussi jusqu'à écrire qu'elle serait prête «à accepter l'idée que la grande Simone se soit trompée» (p. 56). Elle poursuit: «il a toujours été un peu tabou de parler de déterminisme biologique, de peur d'affaiblir les revendications féministes. L'heure est peut-être venue de distinguer ce qui relève d'une différence sexuelle (ce qui ne changera pas) de ce qui relève d'une mentalité de "colonisée" (ce qui devrait changer)» (p. 56). Il y aurait donc un juste milieu à trouver «entre deux armées de femmes: celles dont on ne voit que les yeux, soumises et têtes baissées, et celles qui, à l'instar des Femen, brandissent leurs seins et leurs poings comme une arme» (p. 61). Elle conclut le chapitre ainsi: «Il va falloir trouver mieux» (p. 61). Le lecteur devra attendre pour savoir ce que devrait être ce «mieux» souhaité par l'auteure.

En conclusion, qu'une jeune femme sans grande expérience de la vie, mais saturée de sociologie uqamienne puisse pondre un tel ouvrage, nul n'en sera surpris. Qu'une femme de l'étoffe de Francine Pelletier puisse proposer un essai à ce point bâclé, cela étonne. En définitive, celles et ceux qui préfèrent être confortés que confrontés, cet essai est pour vous ; mais celles et ceux qui cherchent à comprendre les enjeux du féminisme au XXI<sup>e</sup> siècle, «il va falloir trouvez mieux».

Martin Lemay, ex-député de Sainte-Marie–Saint-Jacques  
(2006-2012) et essayiste



## Martine Ouellet

Députée de Vachon

Tél.: 450 676-5086

[www.martineouellet.org](http://www.martineouellet.org)



le **R**assemblement  
pour un **P**ays **S**ouverain

*Québec notre seule patrie*



Souveraineté du Québec  
Langue française  
Fête nationale  
Assurance-vie

 **Société**  
**Saint-Jean-Baptiste**  
de la **MAURICIE**

[www.ssjbmauricie.qc.ca](http://www.ssjbmauricie.qc.ca)

819-375-4881 - 1-800-821-4881

Septembre-Octobre  
2015

vol. cv, nos 7-8

# L'Action NATIONALE



## L'Acte d'Union

La deuxième conquête

Les numéros déjà parus de *L'Action nationale* sont toujours disponibles.

Consultez notre site internet pour identifier ceux que vous voulez vous offrir ou offrir en cadeau.

**[action-nationale.qc.ca](http://action-nationale.qc.ca)**

**JEAN-FRANÇOIS PAYETTE ET ROGER PAYETTE**

*Une fabrique de servitude - La condition culturelle des Québécois*

Éditions Fides, 2015, 288 pages

**SIMONE SUCHET**

*Pierre Perrault : un homme debout*

Montréal, Éditions Nota Bene, 2015, 208 pages

**DANY LAFERRIÈRE**

Dany Laferrière à l'Académie française. Discours de réception Les éditions du Boréal, 2015, 84 pages

**KATERI LEMMENS**

*Nihilisme et création. Lecture de Nietzsche, Musil, Kundera, Aquin*

Les Presses de l'Université Laval, 2015, 172 pages

**GENVIÈVE BERNARD BARBEAU**

*Québec bashing. Analyse du discours entourant l'affaire Maclean's*

Montréal, Éditions Nota Bene, Collection Langue et pratiques discursives, 2015, 202 pages

**MICHEL BIRON**

*De Saint-Denys Garneau*

Les éditions du Boréal, 2015, 456 pages

**ÉRIC BÉDARD**

*Années de ferveur, 1987-1995*

Les éditions du Boréal, 2015, 232 pages

**NICOLAS MAVRIKAKIS**

*La peur de l'image. D'hier à aujourd'hui*

Éditions Nota Bene, 2015, 310 pages

**JEAN-MAURICE ARBOUR**

*Cessons d'être des colonisés*

Les Presses de l'Université Laval, 2015, 242 pages

**CHRISTIAN SAINT-GERMAIN**

*L'avenir du bluff québécois. La chute du peuple en-dehors de l'histoire*

Éditions Liber, 2015, 87 pages

**MONIQUE FOURNIER**

*Nous, c'est qui ?*

Édito - Gallimard Limitée, 2015, 526 pages

**MARC-FRANÇOIS BERNIER**

*Foglia l'Insolent*

Édito - Gallimard Limitée, 2015, 392 pages

**MICHEL PICARD**

*La commission Charbonneau. Les aveux d'un système corrompu*

Editions Stanké, 2015, 436 pages

**STÉPHANE BERTHOMET**

*La fabrique du djihad*

Édito - Gallimard Limitée, 2015, 216 pages

**ANICK FORTIN**

*Les têtes brisées*

Éditions Trois-Pistoles, 2015, 156 pages

**LISON BEAULIEU**

*Papier cul*

Éditions Trois-Pistoles, 2015, 158 pages

**PIERRE LANDRY**

*Chronique d'un faux docteur de campagne*

Éditions Trois-Pistoles, 2015, 296 pages

**AURÉLIE LANCTÔT**

*Les libéraux n'aiment pas les femmes. Essai sur l'austérité*  
Montréal, Lux Éditeur, Collection Lettres libres, 2015,  
128 pages

**JACQUES GRAND'MAISON**

*Ces valeurs dont on parle si peu. Essai sur l'état des mœurs au Québec*  
Montréal, Les Éditions Carte blanche, 2015, 136 pages

**GASTON CADRIN**

*Les excommuniés de Saint-Michel-de-Bellechasse au XVIII<sup>e</sup> siècle*  
Les éditions GID, 2015, 405 pages

**MÉLISSA THÉRIAULT**

*Le «vrai» et le reste. Plaidoyer pour les arts populaires*  
Éditions Nota Bene, 2015, 266 pages

**LAURENT DUVAL**

*Le mythe René Lévesque, portrait d'une société divisée*  
Éditions Liber, 2015, 230 pages

**JOHN SAUL**

*Le grand retour. Le réveil autochtone*  
Montréal, Les éditions du Boréal, 2015, 336 pages

**PETER EDWARDS, ANTONIO NICASO**

*L'argent ou l'honneur. L'ultime combat de Vito Rizzuto*  
Les Éditions de l'Homme, 2015, 344 pages

**ALAIN DENEAULT**

*La médiocratie*  
Lux Éditeur, Collection Lettres libres, 2015, 224 pages

**PIERRE LOUIS LAPOINTE**

*L'homme et la forêt. L'exemple de l'Outaouais*  
Les éditions GID, 2015, 432 pages

**CLAUDE R. BLOUIN**

*Le cinéma japonais et la condition humaine*  
Les Presses de l'Université Laval, 2015, 180 pages

**MIRA FALARDEAU**

*Humour et liberté d'expression. Les langages de l'humour*  
Les Presses de l'Université Laval, 2015, 194 pages

**THOMAS DE KONINCK**

*À quoi sert la philosophie ?*  
Les Presses de l'Université Laval, Collection Kairos, 2015,  
140 pages

**MARTIN FORGUES**

*Un Canada errant sur le sentier de la guerre*  
Éditions Poètes de brousse, Collection Essais libres, 2015,  
64 pages

**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

*Octobre 1995. Tous les espoirs, tous les chagrins*  
Éditions Québec Amérique, 2015, 208 pages

**JEAN-FRANÇOIS CARON**

*Lucien Bouchard: le pragmatisme politique*  
Les Presses de l'Université Laval, Collection Agora  
canadienne, 2015, 134 pages

**ANDRÉE FERRETTI**

*Mon désir de révolution*  
XYZ éditeur, 2015, 146 pages

# Prévenez le coût!



Votre date d'échéance  
est indiquée sur votre  
feuillelet d'adressage

Vous pouvez payer votre abonnement

- par la poste (chèque et cartes de crédit\*);  
L'Action nationale  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3
- par téléphone (cartes de crédit\*);  
514-845-8533 ou 1-866-845-8533
- par la boutique internet\*\*  
[action-nationale.qc.ca](http://action-nationale.qc.ca)

## **Paiement direct avec votre avis de renouvellement**

Vous pouvez maintenant inscrire la Ligue d'action nationale parmi vos fournisseurs dans votre compte chez Desjardins et les autres institutions participantes. Votre avis de renouvellement indique votre numéro d'abonné vous permettant de vous identifier et de payer directement votre abonnement au guichet ou par internet.

**Chaque abonné est important pour nous.**

---

\* **VISA et MASTERCARD** acceptées

\*\* **VISA, MASTERCARD** ou paiement **PAYPAL**

# L'Action nationale en héritage

## **Legs et dons planifiés**

Les dons planifiés constituent un apport essentiel pour un organisme comme la Ligue d'action nationale; tous les dons qu'elle reçoit sont d'une grande importance puisqu'ils permettent d'offrir à nos abonnés une revue de qualité et ce, sans s'éloigner, même avec près d'un siècle d'existence, de sa mission

## **Qu'est-ce qu'un don planifié?**

- Les dons immédiats, ceux qui sont mis à la disposition de la Ligue d'Action nationale dès qu'ils sont faits et;
- les dons différés, dons destinés à être remis à la Ligue d'action nationale à une date ultérieure (ex. : dons testamentaires, d'assurance-vie, fiducie testamentaire, etc.)

Vous avez peut-être une police d'assurance-vie de quelques milliers de dollars que vous avez souscrite il y a plusieurs décennies et qui pourrait être cédée à *L'Action nationale* sous forme de don planifié et contribuer ainsi à la pérennité de la revue. Les dons planifiés font partie intégrante de la planification financière et successorale. Ils peuvent prendre diverses formes, et l'avis d'un planificateur financier professionnel pourra vous aider à choisir l'option la plus avantageuse pour vous. Si dans votre testament vous nommez la Ligue d'Action nationale comme bénéficiaire, faites-le nous savoir afin que nous puissions vous manifester notre reconnaissance.

Si vous désirez effectuer un don planifié à la Ligue, nous pourrions vous émettre un reçu pour dons. Contactez-nous si vous avez besoin des conseils du planificateur financier professionnel de la Ligue d'Action nationale.

**Ligue d'Action nationale – Programme de dons planifiés**

**a/s: Jacques Martin**

**82, rue Sherbrooke Ouest**

**Montréal (Québec) H2X 1X3**

# TABLEAU D'HONNEUR DES DONATEURS ET LÉGATAIRES DE LA REVUE ET DE LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

Certains donateurs nous ont laissé des legs ou des dons qui augmentent le capital de la Fondation Esdras-Minville et permettent ainsi d'assurer la pérennité de la revue *L'Action nationale* depuis maintenant près de 100 ans.

Nous exprimons notre gratitude à ces généreux mécènes dont les noms apparaissent au tableau d'honneur.

Une mention à perpétuité sera inscrite au tableau d'honneur de ceux qui assureront la pérennité de la revue (et de la Ligue).

Ce tableau fait état du cumul des dons et des legs.

## MEMBRES BÂTISSEURS ÉMÉRITES

PLUS DE 50 000 \$

François  
Beaudoin

Gaston  
Beaudry †

André  
Verronneau

## MEMBRES GRANDS BÂTISSEURS

DE 25 000 \$ À 49 999 \$

Hector Roy †

## MEMBRES BÂTISSEURS

DE 5000 \$ À 24 999 \$

Dominique  
Bédard †

Bernard  
Lamarre

Jacques C.  
Martin

Cécile  
Vanier †

## MEMBRES BIENFAITEURS

DE 1500 \$ À 4999 \$

André Baillargeon	Marcel Henry	Estelle Monette †
Jean-François Barbe	Benoît Houde	Réjean Néron
Luc Bertrand	Gérard N Houle	Gilles Pelletier
Antoinette Brassard	Marcel et Hélène Jacob	Réal Pilon
Charles Castonguay	Isabelle Laporte	Richard Rainville
Bernard Courteau	Bernard Landry	Paul-Émile Roy
Guy Cormier	Laurent Mailhot	Rita Tardif
Richard Côté	Pauline Marois	Robert G. Tessier
Lucia Ferretti	Michel Moisan	
Yvon Groulx	Lucie Monette	

## CLUB DES 100 ASSOCIÉS

1000 \$ À 1499 \$

Fernand Allard	Yves Duhaime	Daniel Miroux
Patrick Allen †	Harold Dumoulin	Louis Morache
François-Albert Angers †	Marcel Fafard	Rosaire Morin †
Gaston-A. Archambault †	Nicole Forest	Reginald O'Donnell
Robert Ascah	Raymond Gagnier	Jacques Parizeau †
Jean-Paul Auclair †	Léopold Gagnon	Hubert Payne
Paul Banville	Henri-F. Gautrin †	Arthur Prévost †
Yvan Bédard †	Claude Ghanimé	Ghislaine Raymond-Roy
Jacqueline Claire Binette	Paul Grenier †	René Ricard
Henri Blanc	Michel Grimard	René Richard †
Gilles Blondeau	Henri Joli-Cœur	Dominique Richard †
David Boardman	Bryan L'Archevêque	Jacques Rivest
Marcelle Brisson	Marc Labelle	Jean-Denis Robillard
Henri Brun	Isabelle Lamarche	Ivan Roy
Jacques Cardinal	Lucie Lafortune †	Michel Taillefer
Jean-Paul Champagne	Anna Lagacé-Normand †	Claudette Thériault
Jean-Charles Claveau	Denis Lazure †	Serge Therrien
Roch Cloutier	Richard Leclerc	Marcel Trottier †
Robert Comeau	Jacques Libersan	Réal Trudel
Normand Cossette	Clément Martel	Claude-P. Vigeant
Louis-J. Coulombe	Yvon Martineau	Madeleine Voora
Gérard Deguire	Marcel Masse †	André Watier
Bob Dufour	Roger Masson	

# GFB

*Gestion François Beaudoin*

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire  
offrant tous les services requis  
pour une transaction réussie.

**819-397-4920**

**gfb@tlb.sympatico.ca**

# L'Action NATIONALE

## LIBERTÉ D'EXPRESSION

L'Action nationale ouvre ses pages à tous ceux et à toutes celles que la question nationale intéresse. Respectueuse de la liberté d'expression, elle admet les différences qui ne compromettent pas l'avenir de la nation. La rédaction assume la responsabilité de tous les titres d'articles, mais les auteurs restent responsables du contenu de leurs textes.

## RÉDACTION

Un article soumis sans entente préalable peut varier de 1500 à 3000 mots alors que le compte rendu d'un livre compte généralement de 1000 à 1500 mots. Les textes sont reçus par internet. Le texte vulgarisé est la forme d'écriture souhaitée.

## INDEX

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans « L'index des périodiques canadiens » (1948-2002), dans « Périodex » depuis 1984, dans « Repères » publié par SDM Inc. et à la Bibliothèque nationale du Québec depuis 1985. Les numéros de L'Action française (1917-1929) et de L'Action nationale jusqu'à 2006 sont numérisés et accessibles dans le site de la BANQ.

## REPRODUCTION

La traduction et la reproduction des textes publiés dans *L'Action nationale* sont autorisées à condition que la source soit mentionnée.

## MISE EN PAGE

Sylvain Deschênes

## IMPRESSION

Marquis imprimeur

### **Mission**

La Ligue d'action nationale est l'éditrice de la revue *L'Action nationale*. Sa mission est d'être un carrefour souverainiste où se débattent les aspirations de la nation québécoise comme collectivité de langue française suivant une tradition de réflexion critique, d'indépendance et d'engagement, à partir des situations d'actualité qui renvoient aux enjeux fondamentaux de notre avenir collectif.

### **Président**

Denis Monière

### **Vice-président**

Christian Gagnon

### **Secrétaire**

Michel Sarra-Bournet

### **Trésorier**

Robert Ladouceur

### **Conseillers**

Isabelle Le Breton

Jacques Martin

Anne-Michèle Meggs

### **Ex Officio**

Robert Laplante

### **Membres**

Djemila Benhabid

André Binette

Mathieu Bock-Côté

Robert Comeau

Charles-Philippe Courtois

Myriam D'Arcy

Catherine Fournier

Henri Laberge

Lucie Laurier

Tania Longpré

Danic Parenteau

Mélissa Pilon

Guillaume Rousseau

Patrick Sabourin

Simon-Pierre Savard-Tremblay

Pierre-Paul Sénéchal

Pierre Serré

Gilles Toupin

### **Membres honoraires**

Christiane Bérubé, Nicole Boudreau, Guy Bouthillier, Jacques Brousseau, Hélène Chénier, Pierre de Bellefeuille, Lucia Ferretti, Yvon Groulx, Léo Jacques, Delmas Lévesque, Yves Michaud, Pierre Noreau, Roméo Paquette, Hélène Pelletier-Baillargeon

### **Membres émérites**

René Blanchard, Jean-Charles Claveau, Jacques-Yvan Morin, Gilles Rhéaume †, Paul-Émile Roy

# Tarifs 2015

	1 an 10 numéros	2 ans 20 numéros
Abonnement	<b>85 \$</b> <i>(73,93 \$ + taxes)</i>	<b>145 \$</b> <i>(126,11 \$ + taxes)</i>
Abonnement de soutien	<b>175 \$</b>	<b>300 \$</b>
Étudiant	<b>50 \$</b> <i>(43,49 \$ + taxes)</i>	<b>85 \$</b> <i>(73,93 \$ + taxes)</i>
Institution	<b>145 \$</b> <i>((126,11 \$ + taxes)</i>	<b>240 \$</b> <i>(208,74 \$ + taxes)</i>
Autres pays	<b>150 \$</b>	<b>275 \$</b>
<b>Version numérique</b> <b>Abonnement PDF</b>	<b>60 \$</b> <i>(52,18 \$ + taxes)</i>	<b>100 \$</b> <i>(86,97 \$ + taxes)</i>

TVQ 1012563392 TQ0002

TPS 11901 9545

Paiement par chèque ou carte de crédit VISA ou MASTERCARD

- paiement internet sécurisé dans notre site
- par la poste
- par téléphone

Paiement au guichet (renouvellement d'abonnement)

- chez Desjardins et dans les institutions financières participantes

L'Action nationale  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone: 514 845-8533  
sans frais, 1 866 845-8533

Pour nous joindre par courriel:  
[revue@action-nationale.qc.ca](mailto:revue@action-nationale.qc.ca)

[www.action-nationale.qc.ca](http://www.action-nationale.qc.ca)

ISSN-0001-7469

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec

Périodicité: 10 numéros par an

L'Action nationale est membre de la SODEP

[www.sodep.qc.ca](http://www.sodep.qc.ca)

Envoi de Poste-Publications—Enregistrement N° 09113